



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONDITIONS PARTICULIÈRES

En forêt domaniale de :

ASSISE

Département : ALLIER (03)

Commune : LAPRUGNE

Activité : Parc de loisirs

Réf. dossier : CSS_8355_D_ASSISE_004

Entre l'**Office national des forêts**,

Établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 2 Bis Avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons Alfort-Cedex, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662043116 RCS CRETEIL, agissant selon les dispositions des articles D 221-3 du Code Forestier, R 2222-36 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Représenté par : Monsieur Henri BUESTEL, Responsable du pôle Valorisation du Patrimoine, agissant au nom de Madame la Directrice Territoriale Centre Ouest Aquitaine en vertu de la délégation de signature du 1^{er} septembre 2023

Adresse : 9 rue Raymond Manaud
33520 BRUGES

ci-après dénommé « l'ONF », d'une part,

Et le **bénéficiaire**,

Société / Nom : A compléter

Statut : A compléter

Domiciliée à : A compléter

Représenté(e) par : A compléter

En sa qualité de : A compléter

Références fiscales : A compléter

SIRET

Ou n° association : A compléter

Carte d'identité :

[pour les particuliers]

dûment habilité(e) aux fins des présentes,
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part.

Préambule

Le terrain, mis à disposition par l'ONF, est soumis à l'attribution d'une convention d'occupation de terrain d'une surface de 13.22 ha en forêt domaniale de l'ASSISE pour y autoriser l'occupation de terrain et d'immeubles bâtis domaniaux, l'installation et le maintien d'équipements sportifs et de loisirs.

Les terrains ont été occupés par actes successifs suivants :

- Acte du 25/09/2008 d'une durée de 12 ans du 01/01/2009 au 31/12/2020 Acte du 10/10/2014 d'une durée de 12 ans du 01/01/2015 au 31/12/2026 modifiée par avenant du 7/02/2019 puis par avenant du 6/04/2023

Depuis la première convention, le domaine de la Loge des Gardes a évolué pour proposer des activités de loisirs multi-saisons venant compléter les équipements d'origine de la station de ski de la Loge des Gardes.

Le 14 avril 2025, l'ONF a lancé un appel à projet pour autoriser une activité de parc de loisirs en forêt domaniale de l'ASSISE sur le site de la Loge des Gardes, commune de LAPRUGNE.

Suite à une procédure de sélection, **NOM BENEFICIAIRE** s'est vu attribué le projet.

Les conditions de l'occupation sont fixées à la présente Convention.

Rappel du contexte de l'occupation

L'ONF met à disposition des sites au profit de tiers pour leur permettre l'exercice d'activités compatibles avec la gestion durable des forêts et terrains dont l'ONF assure la gestion dans le cadre de sa politique de valorisation du domaine forestier.

La présente convention a été
convenue suite à une procédure
organisée par l'ONF :

- | |
|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Mise en concurrence (appel à projets ou consultation sur une activité déterminée) |
| <input type="checkbox"/> Négociation de gré à gré |

Organisée en date du : 14 avril 2025

Pour une activité dénommée : Parc de loisirs

Le bénéficiaire s'engage, dans le cadre de la présente convention, à exercer son activité dans les conditions autorisées ci-après et dans le respect de la politique de gestion durable des forêts mise en œuvre par l'ONF.

Nature juridique de la convention

- §1. La présente convention fixe les conditions d'occupation et d'utilisation par le bénéficiaire de terrains situés en forêt domaniale, domaine privé de l'État, relevant du régime forestier et gérés par l'Office national des forêts en vertu de l'article L.221-2 du code forestier.
- §2. L'activité autorisée sur le(s) terrain(s) géré(s) par l'ONF ne peut en aucun cas être assimilée à un fonds de commerce et n'ouvre aucun des droits attachés à la propriété commerciale.
- §3. Les règles du droit commun en matière de location de locaux ou sites à usage commercial et les lois spéciales sur les baux, et notamment les dispositions des articles L.145-1 à L.145-60 et R. 145-1 à R. 145-33 du code de commerce sont inapplicables en l'espèce.
- §4. La présente convention ne constitue pas non plus une concession au sens des dispositions de l'article L.1121-1 et suivants du Code de la commande Publique
- §5. Par analogie aux dispositions concernant le domaine public, le bénéficiaire de la convention n'a aucun droit réel sur les ouvrages, constructions ou aménagements immobiliers qu'il réalisera sur le(s) terrain(s) de l'État gérés par l'ONF.
- §6. Par conséquent, le bénéficiaire ne peut recourir au crédit-bail pour financer lesdits ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier et il ne peut non plus les hypothéquer. Toute cession totale ou partielle des ouvrages, constructions et aménagements immobiliers réalisés par le bénéficiaire est interdite.
- §7. Le droit d'occupation du bénéficiaire est précaire et révocable. L'ONF se réserve le droit de résilier la convention pour un motif impératif lié aux contraintes de gestion des forêts de l'ONF et listé à l'article 21.2§1 des Conditions Générales.

Article 1 - Objet de la Convention d'occupation temporaire

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet de compléter les Conditions Générales jointes en annexe 1 et de définir les conditions d'occupation du Terrain mis à la disposition du Bénéficiaire par l'ONF.

Les éléments constitutifs de la Convention d'occupation temporaire sont mentionnés à l'article 3 des Conditions générales.

Les éléments constitutifs de la convention sont :

- Les présentes Conditions Particulières
- Annexe 1 – Les Conditions Générales
- Annexe 2 – La liste et la définition géométrique des terrains mis à disposition du Bénéficiaire par la COT
 - Annexe 2.1 – Plan de situation - Géoportail
 - Annexe 2.2 – Plan du périmètre occupé avec fond de plan cadastral et Zonage PLU
 - Annexe 2.3 – Plans de délimitation du terrain et ouvrages et installations présents (SIG)
 - Annexe 2.4 – Plans des réseaux
- Annexe 3 – Les conditions techniques particulières propres à l'occupation et à la gestion du Terrain
- Annexe 4 – les états des lieux d'entrée et de sortie
- Annexe 5 – Les autorisations administratives
- Annexe 6 – Les travaux autorisés
- Annexe 7 – Les pénalités contractuelles
- Annexe 8 - Diagnostic des bâtiments (amiante, performance énergétique...)

Article 2 - Désignation du site¹

2.1. Références ONF

Forêt domaniale	ASSISE	Parcelles 25-27-28-35	Aménagement 2019-2038
Superficie terrain (ha)	Terrain (m²) : 13.22 ha		Dont surface bâtie (m²) : 398 m²
Autre désignation	N° CHORUS : 173146/345827		

2.2. Références communales et cadastrales

Situation	LAPRUGNE	03250 (Allier)
Références	Section A, parcelles 61, 66, 109, 108, 145	

2.3. Autres références²

Zone de risque	Description en Annexe 3
Zone naturelle	Description en Annexe 3
Autre zonage réglementaire	Description en Annexe 3

Article 3 - Description des activités autorisées sur le Terrain objet de la convention d'occupation temporaire

3.1. Activités autorisées sur le terrain

Activité autorisée	Parc de loisirs
Détails de l'activité autorisée	Le parc de loisirs a pour but de développer les activités multi-saisons de pleine nature favorisant la découverte et le respect du milieu. La présente autorisation est accordée uniquement pour :

¹ L'identification des sites est précisée en annexe 2 du contrat.

² Les informations relatives à l'urbanisme et notamment aux zones à risque sont données à titre informatif. Il appartient donc au Bénéficiaire de vérifier la réglementation applicable au site.

- Pistes de ski
- Luge d'été, tubing
- Toboggan aérien
- Trotinettes non motorisées, fat wheel, mountain board, x-raycer...
- Activité du parcours acrobatique en hauteur
- Tyroliennes
- Parcours d'orientation
- Catapulte élastique
- Tour de saut
- Hébergements légers temporaires non raccordés
- Ecole de ski
- Location de skis
- Restauration snacking

- Calendrier d'exploitation

Dans le cas où les installations resteraient fermées au public pendant deux années consécutives, elles seraient considérées comme ne répondant plus aux besoins du public. En conséquence, elles seraient démontées par le cocontractant et à ses frais, dans le délai d'un mois après mise en demeure écrite de l'ONF, adressée sous pli recommandé avec avis de réception.

- Expertise du milieu forestier et sécurité du site

Le bénéficiaire prendra les mesures pour prévenir tous risques d'accident. Il anticipera les mesures de protection avant toutes dégradations dues à une surexploitation du site et pour limiter les atteintes au milieu végétal (état des arbres, tassement du sol, écoulements de résine, ...). Il assurera en particulier l'entretien et la mise en sécurité des lisières aux abords des équipements d'accueil.

- Parking :

Le parking situé à l'entrée du parc de loisirs est un parking collectif ouvert aux différents usagers de la forêt.

- Matières dangereuses :

Le bénéficiaire s'engage à ne pas introduire dans les lieux occupés de matières dangereuses et notamment aucun produit explosif ou particulièrement inflammable autre que le gaz et le fuel pour l'exploitation normale des installations.

Les conditions techniques particulières de l'activité autorisée sont en annexe 3.

3.2. Description des équipements et installations autorisés

L'ONF autorise le Bénéficiaire, sous réserve d'obtention des autorisations administratives requises par les textes légaux et réglementaires, à installer les dispositifs et installations suivants :

Clôture et portail	Lorsque nécessaire à la sécurisation des activités, les clôtures seront maintenues en parfait état sur tout le périmètre occupé par et aux frais du bénéficiaire dans le respect des consignes formulées par le Service local de l'ONF.
Aménagements du sol	Le bénéficiaire s'abstiendra de provoquer toute dégradation du sol domanial ou modification du revêtement du sol, affouillement ou exhaussement. Il sera tenu d'exécuter à ses frais les travaux nécessaires pour réparer les éventuelles dégradations provenant de son activité. Talutage, protections, renforts, surfaces bituminées, etc...
Constructions /surfaces (m²)	Bâtiment 1, accueil et location de ski de 201 m² Bâtiment 2, local technique et poste de contrôle de 42 m² Bâtiment 3, atelier et garage de 110 m² Bâtiment 4, restauration snacking de 25 m² + terrasse Bâtiment 5, accueil école de ski de 20 m²
Signalisation	Panneaux Toute publicité étrangère à l'activité du bénéficiaire est interdite à l'intérieur du terrain occupé, les panneaux qu'il pourra installer pour la publicité de son activité seront soumis à l'agrément de l'ONF et conforme à la charte mobilier et signalétique. La communication et publicité sur l'activité doivent être conformes aux valeurs de l'ONF.

Réseaux

Raccordement au réseau d'électricité :	oui
Raccordement au réseau téléphonique :	oui
Raccordement au réseau d'adduction d'eau potable :	oui
Assainissement :	oui

Les réseaux divers (électricité, téléphone, assainissement, eau potable, etc.) situés à l'intérieur du périmètre, sont mis à disposition du bénéficiaire jusqu'au raccordement au réseau public. Les installations du bénéficiaire sont raccordées aux réseaux publics existants. Tous les travaux éventuels sont à la charge du bénéficiaire.

Toute tranchée devra être réalisée en concertation avec le représentant local de l'ONF de manière à limiter au maximum les atteintes aux peuplements traversés ou riverains, notamment à leur système racinaire. Le bénéficiaire devra rechercher le tracé qui permet d'éloigner le mieux possible l'emprise de la tranchée des peuplements riverains, quand bien même celui-ci génère un surcoût en raison d'un allongement de l'ouvrage. Une distance de préservation de deux mètres par rapport aux arbres concernés sera recherchée.

Le bénéficiaire prendra toutes les dispositions pour que le tracé des ouvrages enterrés soit matérialisé et que ceux-ci résistent aux passages des engins chargés de l'exploitation des bois ou des travaux de tous ordres effectués sur le site.

Un plan des réseaux présents sur le site est en annexe 2.4.

3.3. Autres autorisations à l'extérieur du terrain occupé

Passage pendant la durée de la convention

L'accès aux installations du bénéficiaire se fera par la voirie existante, par la route départementale 182 de la Loge des Gardes – LAPRUGNE, voie publique goudronnée ouverte à la circulation publique.

La route forestière Sainte Marie les Bois qui traverse le site n'est pas mise à disposition. Cette route forestière est fermée au public mais il est précisé que l'ONF et ses ayants-droits peuvent l'utiliser pour toutes activités liées à la gestion forestière. Ce chemin devra rester accessible à tout engin nécessaire à l'exploitation forestière.

➤ Si chemin forestier/privatif :

La présente convention donne droit à autorisation de passage sur cette voie.

A ce titre, le bénéficiaire renonce à exiger de l'ONF l'entretien ou l'amélioration de ce chemin pendant toute la durée de la convention. Il devra à ses frais réparer toute dégradation anormale de son fait, sans modification de l'aspect naturel du chemin.

Passage sur un chemin pour réalisation de travaux

Route forestière Sainte Marie les Bois

Autres autorisations

Tonte des abords et entretiens des lisières forestières

Article 4 - Durée de la convention

4.1. Dates de début et de fin de l'autorisation

La convention est conclue à compter de la date de signature du contrat par les parties et prendra fin à l'expiration de la date sus-indiquée.

Durée	12 ans et 6 mois
Date d'effet / début	01/07/2025
Date de fin	31/12/2037

4.2. Calendrier prévisionnel d'état des lieux

La date d'état des lieux de sortie devra être fixée avant le terme de la convention.

Date prévisionnelle de l'état des lieux d'entrée 15 jours après signature contrat

Date prévisionnelle de l'état des lieux de sortie 15 jours avant la fin du contrat

Article 5 - Conditions financières

5.1. Montant de la condition financière

Le terrain est mis à disposition moyennant le versement d'une contrepartie financière constituée des frais de dossier, des frais de déboisement le cas échéant, d'une redevance pour l'occupation du terrain et d'un intéressement sur le volume d'activité réalisée :

1. Les frais de dossier de déboisement : les frais de dossier correspondent au temps passé par les services au moment de l'instruction du dossier. Les frais de déboisement correspondent au prix des arbres coupés calculés par l'ONF selon la valeur actuelle et selon la valeur à venir ;
2. La redevance pour l'occupation du terrain mis à disposition : elle est fixée par les services VALPAT sur la base des valeurs locatives locales pour des terrains similaires lorsqu'elles sont connues, ou d'une valeur fixée par l'ONF en fonction des caractéristiques du terrain mis à disposition prenant en compte son emplacement, la pression forestière et sa rareté ;
3. L'intéressement versé à l'ONF est établi selon :
 - Un pourcentage au chiffre d'affaires réalisé l'année n-1
 - Un montant minimum garanti, quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.

5.1.1. Frais de dossier et de déboisement

Frais de dossier	400 € HT (quatre cents euros hors taxes) TVA = 20% soit 480 € TTC (quatre cent quatre-vingts euros TTC)
Frais pour le déboisement (Estimation de calcul transmis séparément)	Sans objet

5.1.2. Redevance

Redevance annuelle (hors champ de TVA) 11 000 € (onze mille euros)

5.1.3. Intéressement

Pourcentage sur le chiffre d'affaires réalisé	XX % à la signature proposé par le Bénéficiaire (2 % minimum)
Montant minimum garanti (TVA 20 %)	Proposé par le Bénéficiaire dans sa réponse à appel à projets € (3 000 € minimum)

5.2. Révision

Les Conditions générales s'appliquent.

La révision annuelle de la redevance et du minimum garanti est de 1,5 %.

Première révision au 1^{er} janvier 2026

5.3. Indemnité pour occupation sans titre

- §1. Dans l'hypothèse où le Bénéficiaire se maintiendrait illégalement sur le Terrain à l'expiration de son contrat, l'occupation sans droit ni titre entraînera obligatoirement la facturation d'une indemnité d'occupation sans titre destinée à compenser la perte de jouissance des lieux par l'ONF et qui ne pourra jamais être inférieure au montant de la redevance qui aurait été due en cas d'occupation régulièrement régie par un contrat.
- §2. L'indemnité d'occupation sans titre facturée ne vaudra en aucun cas reconnaissance d'une autorisation ou d'un titre d'occupation.
- §3. L'indemnité d'occupation sans titre est de nature différente de la pénalité d'occupation sans titre telle que prévue à l'article 17 des Conditions générales, et est due par l'occupant sans titre sans préjudice de ladite pénalité d'occupation sans titre.

5.4. Obligation de communication du volume d'activité réalisé

Le Bénéficiaire s'engage à communiquer à l'ONF, de bonne foi, volontairement et sans délai, toutes informations de nature à modifier la part variable de la redevance annuelle. L'absence de communication spontanée dans le délai raisonnable utile pour actualiser la part variable entrainera automatiquement, après une mise en demeure restée infructueuse, l'application d'une pénalité (Annexe 7).

Présentation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires rassemble toutes les recettes réalisées sur le site et grâce au site durant la période comptable qui s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre (année civile)

Afin de permettre de calculer le montant de la part variable et le solde restant dû, le bénéficiaire s'engage à adresser à l'ONF au plus tard le 15 avril de chaque année, la déclaration annuelle des recettes HT correspondant aux recettes de toutes natures réalisées par le bénéficiaire sur le site, constatées au cours de la période comptable n-1 certifiée par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes.

5.5. Garantie financière

La garantie financière est celle prévue à l'article 7.2 des Clauses Générales, exigible à l'entrée dans les lieux, et correspond à une année pleine de la part fixe de la redevance.

Article 6 - Modalités de paiement

L'ONF percevra une redevance annuelle, à terme à échoir, par année civile, au 1^{er} janvier de chaque année civile. La redevance annuelle sera calculée au *pro rata temporis* pour la première et la dernière année d'occupation.

Les factures seront adressées au Bénéficiaire à l'adresse suivante :

si différente de celle indiquée en page 1

Date de facturation des frais : A la signature du contrat

Date de facturation de la redevance : Période du 1^{er}/07/2025 au 31/12/2025 : Prorata temporis à la signature du contrat puis 1^{er} janvier, à échoir

Date de facturation liée à l'intéressement : Minimum garanti + différentiel % CA année N-1 si montant du % CA supérieur au minimum garanti : 1er octobre

Délais de paiement : 30 jours

Les paiements sont à adresser à : Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts
15 boulevard Léon Bureau - CS 16237 - 44262 NANTES Cedex 2

Article 7 - Autorisation de travaux et d'entretien des Constructions ou installations

Le Bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions du cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur www.onf.fr dans les conditions prévues à l'article 5 des Conditions générales.

7.1. Prise en charge des autorisations et des frais liés à l'implantation des Constructions ou installations

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser à ses frais, risques et périls exclusifs sur le(s) terrain(s) mis à disposition les travaux nécessaires à son utilisation telle que prévue dans le présent article.

7.2. Construction et implantation des ouvrages sur terrain nu

Conformément à l'article 11.8 des Conditions générales, le Bénéficiaire est autorisé, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives requises, à construire et implanter, sur le périmètre de l'autorisation visé à l'article 2, les installations nécessaires à son exploitation et décrites à l'article 3.2.

7.3. Conformité des travaux et obligation d'entretien

§1. Préalablement à la réalisation des travaux visée à l'article 3.2, le Bénéficiaire communiquera à l'ONF une description des travaux projetés et les plans des installations, lesquels seront annexés à la présente convention (annexe 6).

- §2. L'ONF pourra, en cas d'incompatibilité avec les obligations et missions de gestion des forêts de l'ONF, exiger la modification de l'implantation et de la configuration des installations du Bénéficiaire.
- §3. Toute violation des conditions et modalités d'implantation des Constructions ou installations fixées par l'ONF pourra entraîner la résiliation de plein droit de la convention dans les conditions de l'article 21.3 des Conditions Générales.

7.4. Travaux et entretien

- §1. Le Bénéficiaire s'engage à réaliser les travaux dans un délai de 3 mois à partir de la date d'autorisation donnée par l'ONF.
- §2. Si les travaux réalisés ne sont pas conformes aux plans et descriptions fournis par le Bénéficiaire, ou si le délai de réalisation n'est pas respecté, l'ONF pourra résilier la convention après mise en demeure restée infructueuse dans les conditions de l'article 21.3 des Conditions Générales.
- §3. En toute hypothèse, le Bénéficiaire sera redevable de plein droit, en sus de la redevance, de la pénalité fixée en annexe 7.

Article 8 - Références administratives de l'ONF

Service de gestion	Office National des Forêts Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine – Pôle Valorisation du Patrimoine 9 rue Raymond Manaud 33524 BRUGES CEDEX
Gestionnaire de contrat	Mme Sophie LOSSOUARN Courriel : sophie.lossouarn@onf.fr Tél. : 06.24.00.62.23
Responsable terrain	Toutes les directives pratiques d'installation sur le site sont données par le représentant local de l'ONF : M. Sylvain HERMER Adresse : 112 chemin des Berands Courriel : sylvain.hermer@onf.fr Tél. : 04.77.66.83.91 / 06.20.09.08.63
Coordonnées bancaires	 <p>83-ONF-ACS COA 100 BOULEVARD DE LA SALLE BP 25 45760 BOIGNY SUR BIONNE</p> <p>Code banque 10107 Code guichet 00118 Code BIC BREDFRPPXXX Numéro de compte 00816068513 Clé 93 Domiciliation : BRED PARIS AGENCE RAPEE 0820336118 Numéro de compte bancaire international FR76 1010 7001 1800 8160 6851 393</p> <p>Toute utilisation frauduleuse de ce document est passible de sanctions. Ce document n'est à utiliser qu'après vérification par le bénéficiaire.</p>

Article 9 - Références administratives du Bénéficiaire

Service de gestion	A compléter
Service et adresse de facturation	SIRET du bénéficiaire à ajouter
Coordonnées de l'interlocuteur principal pour l'ONF	Adresse : Messagerie électronique : Téléphone :
Pour les Bénéficiaires dématérialisés	Code service : A compléter
	Code d'engagement : A compléter

A chaque modification des code service et/ou numéro d'engagement juridique, le bénéficiaire fournira les nouvelles références au service de gestion de l'ONF dont les coordonnées sont précisées ci-dessus, minimum un mois avant la date de facturation.

Fait et passé, en 2 exemplaires originaux signés et paraphés, à le (date apposée par l’ONF)

Pour le Bénéficiaire,

Signature

NOM, Prénom, Qualité

Pour l’ONF,

Le responsable du Pôle Valorisation du Patrimoine

Signature

Henri BUESTEL

Annexe 1

Conditions générales 2023

ANNEXE 1 - CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (COT)

I - PRINCIPES GENERAUX

L'Office national des forêts (ONF) est un établissement public à caractère industriel et commercial sous tutelle de l'Etat assurée par les ministres chargés des forêts et de l'environnement. Définies de façon précise dans le Code forestier, ses missions sont de :

- Mettre en œuvre le régime forestier dans les bois et forêts de l'Etat et des collectivités (1er alinéa de l'article L221-2 du Code forestier) ;
- Gérer et équiper les forêts domaniales (2ème alinéa de l'article L221-2 et 1° de l'article D221-2 du Code forestier) ;
- Conduire des missions d'intérêt général pour le compte de l'Etat (article D221-4 du Code forestier) ;
- Réaliser des prestations de services pour le compte de personnes publiques ou privées en faveur des espaces naturels et des paysages (article L221-6 du Code forestier) ;
- Accomplir des activités particulières à des fins d'intérêt général qui lui sont imposées par l'Etat ou qu'il consent à accomplir à la demande d'autres personnes publiques (article D221-4 du Code forestier).

Article 1. Objet

Les présentes Conditions générales ont pour objet de déterminer les conditions applicables aux conventions d'occupation temporaire, consenties par l'ONF à un Bénéficiaire sur le Terrain situé en forêt domaniale (domaine privé de l'Etat), géré par l'Office national des forêts en vertu de l'article L221-2 du Code forestier.

Article 2. Terminologie

« Accès » désigne les pistes, chemins ou routes au sein de la forêt domaniale, à l'extérieur du Terrain. Les Accès sont identifiés géométriquement en annexe 2.
« Aménagement forestier » désigne le document qui définit les objectifs de gestion durable de la forêt et approuvé par arrêté ministériel (article L212-1 et 2 du Code forestier). Ce document s'impose à l'ONF et à tous les usagers de la forêt.
« Bâtiment » désigne les bâtiments propriétés de l'Etat ou de l'ONF, présents sur le Terrain. Les bâtiments sont décrits dans leur forme et implantation en annexe 2.
« Bénéficiaire » désigne la personne morale ou physique qui est autorisée par l'ONF à occuper le Terrain objet de la COT.
« Construction » désigne les édifices construits par le Bénéficiaire.
« COT » se réfère à la convention d'occupation temporaire, définissant les règles d'occupation et d'utilisation du Terrain situé sur le domaine privé de l'Etat conclu entre le Bénéficiaire et l'ONF.
« Equipements » désigne les infrastructures aménageant le site (voies d'accès, canalisations souterraines ou aériennes, réseaux d'alimentation en énergie...).
« Garantie financière » désigne le dépôt de garantie d'un montant équivalent à un an de Redevance, versé par le Bénéficiaire à l'ONF à la signature de la COT, pour garantir le financement de la remise en état des lieux en cas de mauvais entretien des lieux pendant la durée de la COT.
« Intéressement » désigne la somme versée à l'ONF par le Bénéficiaire au regard des bénéfices financiers réalisés par l'activité autorisée sur le Terrain objet de la COT.
« ONF » ou « Office » désignent l'Office national des forêts.
« Redevance » désigne la contrepartie financière due à l'ONF par le Bénéficiaire, pour la mise à disposition du Site dans le cadre de la COT.
« Site » désigne le Terrain et les Bâtiments, Constructions et Equipements.
« Terrain » désigne l'ensemble du périmètre foncier non bâti mis à disposition dans le cadre de la COT par l'ONF au Bénéficiaire.
« Déboisement » désigne l'exploitation des bois dans le cadre d'une vocation forestière maintenue à long terme.

Article 3. Eléments contractuels

3.1. Généralités

Toute COT d'un Terrain et/ou d'un Site en forêt domaniale est régie :

- d'une part, par les présentes Conditions générales qui fixent au niveau national l'ensemble des principes contractuels communs à toutes les COT ;
- d'autre part, par des Conditions particulières.

3.2. Les Conditions générales

Les Conditions générales sont approuvées par le Conseil d'administration conformément au 13° de l'article D222-7 du Code forestier et arrêtées par le Directeur général de l'ONF. Elles s'imposent au Bénéficiaire sans réserve.

3.3. Les Conditions particulières

Les Conditions particulières répondent, cas par cas, aux spécificités de chaque activité prévue par la COT. Elles sont négociées localement et précisent au moins :

- l'identité et les coordonnées du Bénéficiaire de la COT ;
- le lieu d'exécution de la COT : identification de la forêt domaniale, de la ou des parcelles intéressées, surface objet de l'occupation ;
- la durée de la COT : si la COT ne prévoit pas de durée, il est prévu de convention expresse que la durée est fixée à un an, durée non renouvelable par tacite reconduction ;
- le montant initial de la Redevance ;
- les modalités de paiement : adresse et coordonnées de facturation de l'ONF.

Y sont annexées :

- Annexe 1 : Les Conditions générales en vigueur visées à l'article 3.2 ;
- Annexe 2 : La liste et la définition géométrique des terrains mis à disposition du Bénéficiaire par la COT : les plans avec le périmètre du Terrain ;
- Annexe 3 : Les conditions techniques particulières propres à l'occupation et à la gestion du Terrain ;
- Annexe 4 : Les états des lieux d'entrée et de sortie ;
- Annexe 5 : Les autorisations administratives ;

- Annexe 6 : Les travaux autorisés ;
- Annexe 7 : Les pénalités contractuelles.

3.4. Hiérarchie contractuelle

En cas de contradiction entre les Conditions générales (annexe 1) et les Conditions particulières, les Conditions générales prévalent. En cas de contradiction entre les Conditions particulières et les Annexes 2 à 7, les Conditions particulières prévalent.

Article 4. Cadre juridique applicable aux forêts domaniales

4.1. Code forestier et régime forestier

§ 1. Les forêts de l'Etat, confiées en gestion à l'ONF se voient appliquer le régime forestier (Livre II du Code forestier), régime juridique d'ordre public. L'ONF met en œuvre le régime forestier et assure la gestion durable et multifonctionnelle, l'équipement et l'exploitation des forêts domaniales, dans l'esprit et en conformité avec les principes de la politique forestière nationale, exposés notamment aux articles L21-1 et L21-4 du Code forestier.

§ 2. Dans ce cadre, chaque forêt domaniale est dotée d'un aménagement forestier qui constitue une garantie de gestion durable au sens de l'article L21-4 du Code forestier. Les objectifs fixés dans l'aménagement forestier prévalent sur toutes occupations et utilisations de la forêt domaniale. Celles-ci ne peuvent donc en aucun cas contrevenir ou remettre en cause les prescriptions de l'aménagement forestier.

§ 3. Certaines forêts domaniales situées au sein des départements d'Outre-mer ne se voient pas appliquer le régime forestier et en conséquence, ne sont pas dotées d'un aménagement forestier. Dans cette circonstance uniquement, les stipulations relatives à l'aménagement forestier présentes au sein des Conditions générales, ne trouvent pas à s'appliquer, sans que cela soit de nature à justifier une quelconque dérogation aux présentes Conditions générales.

4.2. Primauté de la gestion durable forestière

La COT est accordée par l'ONF dans la mesure où l'activité envisagée s'intègre dans la gestion durable forestière, sans compromettre les objectifs fixés dans l'aménagement forestier et sans remettre en cause l'adhésion de l'Office à la certification de gestion forestière durable PEFC (« Program for the Endorsement of Forest Certification schemes ») ou FSC (Forest Stewardship Council®) évoquée à l'Article 5.

4.3. Statut foncier spécial propre au domaine forestier de l'Etat

§ 1. Les forêts domaniales font partie du domaine privé de l'Etat. Leur gestion patrimoniale relève de la législation du Code civil.

§ 2. Les bois et forêts de l'Etat ne sont aliénables qu'en vertu d'une loi d'autorisation préalable ou dans le cadre d'une opération déclarée d'utilité publique, et sauf les cas de dérogation exceptionnellement susceptibles d'un accord de l'Etat dans le strict respect des conditions prévues à l'article L3211-5 du Code général de la propriété des personnes publiques. Toute aliénation du Terrain à des fins privées est donc exclue.

§ 3. Le Bénéficiaire ne peut bénéficier ni d'une appropriation du sol domanial, ni d'un droit réel sur la propriété forestière domaniale.

4.4. Droit de propriété

§ 1. Le Bénéficiaire reconnaît le droit de propriété détenu par l'Etat sur le Terrain d'emprise concerné par sa COT. Il reconnaît ne disposer d'aucun droit réel sur ce Terrain et ne tenir de la COT qu'un droit personnel à occuper le Terrain.

§ 2. Le Bénéficiaire reconnaît de même que l'ONF est, au sens du 2ème alinéa de l'article L221-2 du Code forestier, gestionnaire légal du Terrain objet de la COT. Il reconnaît qu'à ce titre l'ONF a tous pouvoirs techniques et financiers pour administrer ce Terrain (article D221-2 du Code forestier) et que l'Office est donc son seul interlocuteur direct en charge de veiller au respect de la COT.

Article 5. Engagement environnemental

5.1. Engagement de l'Office

Dans le cadre de la gestion durable des massifs forestiers qui lui sont confiés, l'ONF respecte les cahiers des charges PEFC ou FSC.

5.2. Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers

Les exigences correspondantes aux engagements PEFC de l'ONF sont, pour l'essentiel, retranscrites dans le Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) approuvé par le Conseil d'administration de l'Office (résolution n° 2019-16 du 28 novembre 2019). Ce document est mis à jour en fonction des évolutions du contexte réglementaire ou de la politique environnementale de l'ONF et est téléchargeable sur le site internet www.onf.fr.

5.3. Engagement du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- prendre connaissance du CNPTSF et à en respecter les dispositions concernant plus particulièrement son occupation du Terrain,
- informer ses salariés, préposés, prestataires, ayants droit, etc. des prescriptions du CNPTSF et des prescriptions particulières éventuelles à respecter dans leurs interventions en forêt au titre de la COT.

Article 6. Situation du Bénéficiaire

Le fait pour l'ONF d'accorder une COT du sol forestier domanial ne préjuge en rien de la situation de son Bénéficiaire au regard des lois et règlements étrangers à l'objet de la COT, l'Office n'ayant aucun motif pour connaître de ces situations qui lui sont extérieures.

II - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 7. Etat des lieux et entrée dans les lieux

7.1. Obligation de réaliser un état des lieux d'entrée

§ 1. Il doit être procédé à un état des lieux avec le Bénéficiaire de la COT avant toute prise effective de possession du Terrain et/ou Site par le Bénéficiaire.

§ 2. Les modalités de réalisation de l'état des lieux sont définies en Annexe 4.

§ 3. Dans les seuls cas où le Terrain ne contient pas d'immeubles bâtis ou si l'activité n'implique pas des constructions, ouvrages, infrastructures, etc., l'ONF peut se limiter à un descriptif sommaire des lieux et inviter le Bénéficiaire à prendre possession des lieux sans autre formalité. Il appartient alors au Bénéficiaire d'alerter l'ONF par courrier dans les dix jours suivant son entrée dans les lieux s'il constate une situation

quelconque qu'il estime non conforme au descriptif fourni par l'ONF. À défaut, il est réputé acquiescer à ce descriptif.

§ 4. Si pour un motif quelconque l'ONF ne semble pas en mesure d'organiser l'état des lieux, le Bénéficiaire est fondé, pour ne pas retarder son entrée en jouissance du terrain, à recourir à ses frais à un huissier de justice pour y faire procéder. Le Bénéficiaire prend alors soin d'adresser, par courrier recommandé avec avis de réception à l'ONF, un exemplaire de l'acte établi par l'huissier.

7.2. Dépôt de garantie

A la signature de la COT, et excepté le cas où les Conditions particulières prévoient un autre type de garantie, le Bénéficiaire verse un dépôt de garantie équivalent à une année de la Redevance annuelle fixe hors taxes. Cette somme est restituée au Bénéficiaire après état des lieux de sortie et restitution du Terrain tel que prévu à l'article 16 des Conditions générales.

7.3. Déclaration

Le Bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des lieux et les connaître parfaitement. Il reconnaît les prendre dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de la prise de possession, sans pouvoir élever ultérieurement une quelconque protestation ou réclamation pour quelques motifs que ce soit se rapportant à la nature du sol, du sous-sol, des peuplements forestiers, de l'environnement et des bâtiments ou constructions qui s'y trouvent.

Article 8. Délimitation du Terrain objet de la COT

8.1. Obligation

Il appartient à l'ONF, avant toute entrée du Bénéficiaire en jouissance des lieux, d'identifier et de matérialiser la délimitation du Terrain concerné, par un piquetage sommaire.

8.2. Définition du terrain

Le périmètre géométrique du Terrain est précisé dans l'Annexe 2 des Conditions particulières de la COT.

8.3. Délimitation physique du terrain

§ 1. La délimitation physique du Terrain est à la charge du Bénéficiaire. Elle est réalisée *a minima* par un piquetage peint permettant une identification claire des points singuliers du périmètre concédé et ceci pendant toute la durée de la COT.

§ 2. Lorsqu'un bornage du Terrain a été réalisé, les bornes géodésiques figurent sur le plan de l'Annexe 2.

8.4. Entretien des limites du terrain

§ 1. Le Bénéficiaire est tenu d'entretenir régulièrement le périmètre de manière à maintenir visible sur le Terrain le dispositif matérialisant l'emplacement du périmètre (la délimitation physique).

§ 2. En cas de carence de sa part, et après une mise en demeure, par Lettre recommandée avec avis de réception (LRAR), restée infructueuse à l'issue du délai imparti, l'ONF peut procéder ou faire procéder, aux frais du Bénéficiaire, aux travaux d'entretien et de nettoyage du périmètre.

Article 9. Respect des peuplements forestiers

9.1. Cas général

L'ONF exploite librement les arbres dans le cadre de l'aménagement forestier, lorsque ce dernier est en vigueur sur le Terrain mis à disposition dans le cadre de la COT.

9.2. Intervention sur les peuplements

Le Bénéficiaire ne dispose d'aucun droit à disposer des arbres, arbustes, **« morts-bois »**, buissons composant le milieu naturel forestier sis dans le périmètre du Terrain objet de la COT, l'ONF disposant seul à la fois en sa qualité de gestionnaire légal, et au titre du régime forestier, du pouvoir d'intervenir sur les peuplements.

9.3. Coupes d'arbres ponctuelles - Travaux d'exploitation ponctuels

§ 1. Les coupes d'arbres sont à la charge soit de l'ONF soit du Bénéficiaire, selon la valeur marchande des bois.

§ 2. L'estimation de la valeur marchande des bois est faite par l'ONF dans le cadre de l'aménagement forestier au moment de la reconnaissance et du marquage des bois.

§ 3. Si les bois ont une valeur marchande, ils sont vendus par l'ONF à son profit.

§ 4. Si les bois n'ont pas de valeur marchande, ils peuvent être cédés par l'ONF au Bénéficiaire. L'exploitation est alors à la charge de ce dernier. Dans ce cas, les bois doivent être enlevés dans un délai de deux mois après le marquage des bois par l'ONF.

§ 5. Lorsque le Terrain mis à disposition dans le cadre de la COT ne relève pas du régime forestier et ne fait pas l'objet à ce titre d'un document d'aménagement, les Parties peuvent organiser au sein des Conditions particulières, les modalités relatives aux coupes d'arbres ponctuelles et à l'exploitation des bois.

9.4. Cas particulier de danger imminent

§ 1. Le Bénéficiaire est responsable du Terrain et/ou Site qui est mis à sa disposition. En ce sens, dans le cas de danger imminent pour les personnes et les biens, le Bénéficiaire peut réaliser les travaux de mise en sécurité en prenant toutes les précautions qui s'imposent pendant les travaux. Le cocontractant en informe rapidement l'ONF.

§ 2. Le Bénéficiaire est tenu d'informer l'ONF sans délai s'il constate un danger grave et imminent aux abords du périmètre du Terrain et/ou Site qui menacerait son activité, ses équipements ou les personnes amenées à être présentes sur le Terrain et/ou Site.

9.5. Déboisement - Respect des semis et régénérations

§ 1. La conservation des peuplements forestiers et leur renouvellement constituant un des objectifs essentiels de la gestion forestière durable dont l'ONF est le garant, le Bénéficiaire s'interdit impérativement toute intervention dans les peuplements forestiers ayant pour effet de supprimer, endommager, détruire, même à une échelle modeste, les peuplements et les jeunes plants (parcelles en régénération).

§ 2. Toute intervention de sa part pouvant produire un impact sur les peuplements et régénérations ne peut s'opérer que sur accord écrit préalable de l'ONF et dans le respect des prescriptions dont l'Office a pu assortir son autorisation. Le Bénéficiaire doit informer au moins deux semaines à l'avance l'ONF de la date du début du chantier autorisé, ceci pour permettre à l'Office, s'il le souhaite, de venir contrôler le déroulement des travaux.

§ 3. Il appartient à l'ONF d'opérer un constat des lieux en fin de chantier pour s'assurer de la bonne exécution des travaux.

9.6. Plantations

§ 1. Toute plantation d'arbres, arbustes, végétaux divers est interdite sans l'accord préalable de l'ONF.

§ 2. En cas de plantations réalisées sans l'accord de l'ONF, celui-ci peut – après mise en demeure (LRAR) restée sans effet à l'expiration du délai accordé – procéder à leur suppression aux frais du Bénéficiaire.

9.7. Elagage de branches

L'ONF et le Bénéficiaire peuvent convenir au sein des Conditions particulières, des modalités techniques et financières de l'élagage des branches d'arbres présents sur le Terrain objet de la COT.

Article 10. Obligations de l'ONF

10.1. Garantie de la libre jouissance des lieux par le Bénéficiaire

§ 1. L'ONF gestionnaire légal de la forêt domaniale pour le compte de l'Etat, s'engage à ne porter aucun trouble à la libre jouissance des lieux par le Bénéficiaire de la COT. Sont exclus de la jouissance des lieux les droits de chasse et de pêche.

§ 2. Toutefois, en cas d'impératif lié à des enjeux forestiers particuliers (mesures de prévention contre des périls sanitaires, lutte contre le feu, remise en état des lieux et reboisements après aléas climatiques ou incendie de forêt, etc...), l'ONF est fondé à procéder sur le Terrain à tous travaux utiles et nécessaires de traitement phytopharmaceutique, nettoyage, débroussaillage, élagage, abattage, préparation des sols et semis ou plantations etc., sans que le cocontractant puisse prétendre à indemnité à raison d'éventuels troubles de jouissance des lieux qu'il aurait subis à cette occasion.

§ 3. En dehors de l'hypothèse prévue à l'article 10.1. § 2, toute intervention de l'ONF au titre de la gestion et de l'exploitation courante du domaine forestier s'effectue dans le respect des droits du Bénéficiaire. Celui-ci est prévenu au moins deux semaines à l'avance de tout chantier que l'ONF entend effectuer, ceci de manière à lui permettre de prendre toutes dispositions utiles.

§ 4. Le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité dès lors que les troubles éventuels causés à l'occasion de ces travaux n'excèdent pas ceux qui résultent normalement d'un chantier forestier mené dans les règles de l'art.

10.2. Information du Bénéficiaire en cas de transfert de propriété

§ 1. En cas de mutation foncière entraînant transfert du droit de propriété de l'Etat sur tout ou partie du Terrain objet de la COT, celle-ci prend fin de plein droit au jour de la signature de l'acte de cession sans indemnité due, ni par l'Etat, ni par l'ONF.

§ 2. L'ONF s'engage à informer son cocontractant du projet de mutation foncière lorsqu'il en est informé, au moins six mois avant la signature de l'acte, de manière à donner au Bénéficiaire un délai suffisant pour opérer son retrait des lieux.

10.3. Données à caractère personnel

§ 1. Conformément au règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) entré en vigueur au sein de l'Union européenne le 25 mai 2018, les informations à caractère personnel fournies par le Bénéficiaire dans le cadre de l'exécution de la COT sont traitées par les personnels habilités de l'ONF, ainsi que par ses éventuels sous-traitants et ne donnent lieu à aucune autre utilisation sans son autorisation.

§ 2. Les données personnelles ne sont conservées que pour une durée strictement nécessaire à l'exécution de la COT et aux contraintes légales et réglementaires en vigueur.

§ 3. À tout moment, le Bénéficiaire ou son représentant personne physique, a la possibilité de demander à l'ONF l'accès, la rectification, l'effacement ou la portabilité de ses données. Celui-ci a également la possibilité de demander la limitation du traitement ou de s'opposer à celui-ci.

§ 4. Le Bénéficiaire peut exercer ces droits en s'adressant au responsable de traitement à l'adresse postale ou à l'adresse de la messagerie électronique mentionnée ci-après, en joignant un justificatif de son identité valide : le Directeur général, 2 bis avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons - Alfort CS 30 042 ou le délégué à la protection des données personnelles : dpo@onf.fr.

§ 5. En cas de réclamation, ou pour plus d'informations, le Bénéficiaire peut contacter la Commission nationale informatique et liberté en se rendant sur son site internet : www.cnil.fr.

Article 11. Obligations du Bénéficiaire

11.1. Caractère personnel de la COT

§ 1. La COT est accordée à titre personnel.

§ 2. Le Bénéficiaire ne peut céder ou louer à un tiers, ni la COT, ni les droits qui lui sont conférés sans l'autorisation expresse et préalable de l'ONF prévue au sein des Conditions particulières.

§ 3. La COT ne peut faire l'objet d'une cession par le biais d'un apport en société.

11.2. Propriété des constructions et équipements

§ 1. Le Bénéficiaire est propriétaire pendant la durée de la COT, de toute Construction qu'il édifierait sur le Terrain objet de la COT, et de tout Equipement qu'il y installerait.

§ 2. Le Bénéficiaire ne peut pas céder les Bâtiments, Constructions et Equipements, y compris par démembrement de la propriété, indivision, partage ou tout autre procédé ayant des effets équivalents.

11.3. Apport ou allumage de feu

Sauf disposition contraire dans les Conditions particulières, l'allumage ou l'apport de feu sur le Terrain objet de la COT est rigoureusement interdit.

11.4. Sécurité incendie / DFCI

§ 1. Le Bénéficiaire de la COT est impérativement tenu de réaliser les travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) dans l'hypothèse où il existe une servitude légale de débroussaillage s'appliquant :

- soit en vertu d'un arrêté préfectoral ou municipal à raison du Terrain mis à disposition du Bénéficiaire ou des Constructions édifiées par celui-ci ou à raison des activités qu'il exerce (article L131-11 du Code forestier),
- soit à raison d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles en matière d'incendies de forêt (articles L131-18 et L134-5 du Code forestier),
- soit en vertu de l'article L134-6 du Code forestier applicable aux territoires classés à risque d'incendie (article L132-1 du Code forestier) et aux départements et régions mentionnés à l'article L133-1 du Code forestier où les bois et forêts sont particulièrement exposés au risque d'incendie,

§ 2. Il appartient au Bénéficiaire de satisfaire à ses frais au respect des obligations légales de débroussaillage ainsi prévues.

11.5. Modification des lieux

§ 1. Sauf clause particulière contraire, le Bénéficiaire ne peut entreprendre des travaux de nature à modifier l'état des lieux tels que la création d'une aire de stationnement, l'implantation de canalisation aérienne ou souterraine, la création d'ouvrage bétonné,

l'implantation d'abri démontable, la pose d'une clôture et d'une manière générale toutes constructions ayant un impact sur l'aspect du Site ou la nature des sols, sans avoir obtenu au préalable l'accord exprès de l'ONF, quand bien même il aurait obtenu les autorisations administratives nécessaires.

- § 2. A cette fin, il est tenu de l'informer par écrit (LRAR) au moins deux mois avant le début des travaux projetés.
- § 3. Il appartient à l'ONF, en sa qualité de gestionnaire du domaine privé forestier, représentant légal de l'Etat propriétaire, de faire connaître par écrit (LRAR) dans les six semaines qui suivent la réception de cette information, à son cocontractant son acceptation, son refus ou toute demande de précision sur les travaux projetés. Le silence de l'Office à l'issue des six semaines vaut refus.
- § 4. L'ONF peut assortir son autorisation de certaines Conditions particulières précisées à l'annexe 3 visant à assurer la protection des peuplements, le respect du milieu naturel, une meilleure intégration des ouvrages dans ce milieu (notamment au plan paysager), la prévention des incendies, etc...
- § 5. L'ONF peut faire établir un état des lieux contradictoire avant le début du chantier et après son achèvement.
- § 6. L'autorisation donnée par l'ONF au titre de la gestion du domaine privé forestier de l'Etat ne préjuge en rien des déclarations d'intention, autorisations ou permis que le Bénéficiaire doit solliciter auprès des autorités publiques compétentes au titre d'autres législations (notamment Code de l'urbanisme et Code de l'environnement).

11.6. Destruction d'ouvrage existant

Le Bénéficiaire ne peut en aucun cas procéder à la démolition d'ouvrages, bâtiments, hangars, abris, infrastructures, équipements préexistants à son entrée dans les lieux sans avoir obtenu l'accord écrit de l'ONF.

11.7. Sous-location et co-location

Sauf s'il a obtenu l'accord écrit de l'ONF, le Bénéficiaire de la COT ne peut accorder à un tiers un droit à occuper les lieux, qu'il s'agisse d'une sous-location, colocation ou toute situation assimilable à une telle sous-location ou colocation.

11.8. Réglementations non forestières

- § 1. Le Bénéficiaire a l'obligation de s'informer et de respecter les éventuels statuts et réglementations applicables au Terrain intéressé.
- § 2. Il appartient au Bénéficiaire de faire toutes démarches utiles auprès des autorités administratives compétentes pour s'informer des éventuels statuts (sites classés...) et réglementations susceptibles de s'appliquer sur le terrain concerné. L'ONF ne peut en aucun cas être tenu responsable d'une absence d'information sur ce type de sujets.
- § 3. La COT est accordée sous réserve que le Bénéficiaire procède aux déclarations et obtienne sous sa seule responsabilité les diverses autorisations de toutes nature résultant des réglementations applicables à l'usage de cette COT. Elle est réputée caduque si ces autorisations ne sont pas obtenues ou si elles sont retirées durablement.
- § 4. Le Bénéficiaire s'engage à respecter les diverses réglementations en vigueur. Il est responsable personnellement de leur observation. Il s'assure de leur respect auprès de tout intervenant le cas échéant.
- § 5. Les travaux qui pourraient être rendus nécessaires pour le respect de la réglementation sont réalisés par le Bénéficiaire, à ses frais et après accord de l'ONF.
- § 6. En cas de manifestations ou de rassemblements, le Bénéficiaire est tenu de présenter au préalable à l'ONF une notice de sécurité au format demandé par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

11.9. Entretien pendant la durée de la COT

- § 1. Le Bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux, Bâtiments et installations mis à disposition et les rendre en fin de COT, en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, de propreté et de réparation de toute nature, en accomplissant à temps toutes les réparations locatives et d'entretien, y compris celles prévues aux articles 606 et 1720 alinéa 2 du Code civil, ou définies par l'usage, y compris les grosses réparations et remises en état rendues nécessaires par les activités du Bénéficiaire, sans pouvoir réclamer aucune indemnité.
- § 2. En tout état de cause, l'ONF ne rembourse pas les travaux d'entretien réalisés par le Bénéficiaire ou ne prend pas en charge les éventuels coûts financiers liés à ces travaux.
- § 3. L'élagage de branches des arbres présents sur le terrain objet de la COT fait partie de l'entretien courant des lieux.

11.10. Litiges avec les tiers

- § 1. L'activité du Bénéficiaire ne peut nuire aux usagers de la forêt.
- § 2. Le Bénéficiaire n'exerce aucun recours contre l'ONF du fait de tout éventuel litige ou réclamation émanant de tiers à la COT en ce compris des ayants droit de la forêt (acheteur de bois, locataire du droit de chasse, etc.)... Il s'engage à garantir l'ONF de toute condamnation civile pouvant être prononcée contre lui du fait d'action engagée contre l'ONF en raison de la COT.
- § 3. Le Bénéficiaire déclare faire son affaire personnelle de tout litige et de toute contestation pouvant survenir avec des tiers se rapportant à l'exploitation de l'activité autorisée ou liée à l'implantation ou à l'entretien de ses Constructions et du Site mis à disposition.

Article 12. Responsabilités de chaque partie

12.1. Responsabilité civile du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire reconnaît être civilement et solidairement responsable de tous dommages corporels et matériels, directs et indirects, causés à l'Etat, à l'ONF ou aux tiers, de son fait ou du fait de ses préposés et salariés, à l'occasion de l'exercice des droits qu'il tient de la COT. Le Bénéficiaire est également responsable de tout dommage résultant de l'exercice de son activité.
- § 2. Le Bénéficiaire est responsable en qualité de gardien, au sens de l'article 1242 (1^{er} alinéa) du Code civil, de tous ouvrages, infrastructures, biens meubles ou immeubles présents sur le Terrain mis à disposition dont il est propriétaire ou dont il a la détention, la maîtrise et l'usage soit dans un cadre contractuel soit de fait à quelque titre que ce soit.
- § 3. Le Bénéficiaire supporte seul toutes les conséquences des dommages que son activité pourrait générer aux tiers et aux usagers de la forêt.
- § 4. En cas de recours amiable ou contentieux exercé contre l'Etat ou l'ONF par des préposés, salariés, prestataires, fournisseurs du Bénéficiaire à raison de l'exercice de la COT, le Bénéficiaire s'engage à les garantir solidairement des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux.

12.2. Assurance responsabilité civile du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire est impérativement tenu de souscrire une assurance responsabilité civile qui couvre, pendant toute sa durée, l'ensemble des risques liés à l'exercice de la COT, notamment les risques d'incendie de forêt.
- § 2. L'attestation de police d'assurance établissant que le Bénéficiaire est garanti pour les risques précités est exigible par l'ONF au moment de la signature de la COT, et durant toute la durée de son exécution.
- § 3. L'ONF se réserve le droit de ne pas signer la COT en cas de non-présentation de l'attestation d'assurance.

12.3. Responsabilité de l'Office

- § 1. En revanche, l'ONF reste gardien des peuplements forestiers, végétaux, ouvrages et infrastructures dédiés à la gestion forestière et à la protection de la forêt, ainsi que des rochers et pierres qui participent naturellement de la propriété forestière.
- § 2. En cas de préjudices causés au Bénéficiaire et à ses biens, à raison de chute d'arbre, de branche, pierre ou rocher etc., faisant naturellement partie de la propriété forestière domaniale, il est admis de convention expresse que, par dérogation au 1^{er} alinéa de l'article 1242 du Code civil, l'ONF ne peut voir sa responsabilité engagée qu'en cas de faute.
- § 3. L'ONF n'est en aucun cas responsable des éventuels différends ou litiges nés entre le Bénéficiaire de la COT dans ses relations avec les tiers.

12.4. Dommages liés au fonctionnement des installations en lien avec l'activité

- § 1. Le Bénéficiaire est gardien des Bâtiments, Constructions, et Equipements pendant toute la durée de la COT au sens de l'article 1242 du Code civil.
- § 2. Le Bénéficiaire est donc responsable de tous les dommages directs ou indirects causés par l'existence ou le fonctionnement des installations visées à l'article 12.4§1 de la COT, présents sur le Terrain.

III - CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 13. Conditions financières

13.1. Paiement d'une Redevance

- § 1. Le Terrain ou Site est mis à disposition du Bénéficiaire par l'ONF, en contrepartie d'une Redevance pour l'occupation du Terrain et d'un intéressement sur le volume d'activité commerciale réalisé.
- § 2. La Redevance pour l'occupation du Terrain mis à disposition est fixée par les services de l'ONF sur la base des valeurs locatives locales pour des terrains similaires lorsqu'elles sont connues, ou d'une valeur fixée par l'ONF en fonction des caractéristiques du Terrain mis à disposition prenant en compte son emplacement, la pression foncière et sa rareté.
- § 3. La Redevance annuelle est fixée dans les Conditions particulières.
- § 4. Sur la première et la dernière année, la Redevance est calculée *au prorata temporis*. En cas de résiliation ou départ pendant la période de la COT, toute année commencée est due intégralement sauf dérogation inscrite aux Conditions particulières.
- § 5. La capitalisation des Redevances est interdite.
- § 6. La Redevance annuelle ne peut être inférieure à 400 €HT par COT, sauf si l'ONF a fixé un barème particulier propre à l'activité exercée sur le Terrain.

13.2. Paiement d'un intéressement

- § 1. L'intéressement versé à l'ONF est établi selon :
 - un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé l'année n-1 ;
 - un montant minimum garanti, quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.
- § 2. L'ONF se réserve le droit de demander au Bénéficiaire sans justification, les comptes certifiés de toutes les activités réalisées en relation directe et indirecte avec la COT, afin d'évaluer le bénéfice qui en est retiré par le Bénéficiaire et d'accorder la valeur de l'intéressement avec ce bénéfice.

13.3. Révision de la Redevance

- § 1. En l'absence de clause de révision spécifique prévue aux Conditions particulières de la COT, les dispositions suivantes s'appliquent.
- § 2. La Redevance est augmentée tous les ans de +1,5%.
- § 3. La première révision a lieu le 1^{er} janvier suivant la date du début de la COT.

13.4. Frais administratifs complémentaires à la Redevance

- En plus de la Redevance, le Bénéficiaire doit verser :
- Les frais de dossier correspondant au temps passé par les services pour l'instruction du dossier. Leur montant ne peut être inférieur à 150 € HT, montant dû en une seule fois avant la signature de la COT, en plus de la Redevance annuelle. Ces frais peuvent être précisés au sein des Conditions particulières ;
 - Les frais de déboisement correspondant, le cas échéant, au prix des arbres coupés, et calculés par l'ONF.

13.5. Frais de recherche d'adresse et de coordonnées du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à l'ONF sa nouvelle adresse ainsi que ses coordonnées pour le paiement dématérialisé le cas échéant et ce dans un délai maximum de deux mois après que le changement est intervenu. Passé ce délai de deux mois, l'ONF peut facturer des frais supplémentaires d'au moins 250 € hors taxes par COT, à titre de frais de recherche et d'administration.

13.6. Modalités de paiement

- § 1. Les frais de dossier et les frais de Déboisement sont facturés à la signature de la COT.
- § 2. Le premier règlement de la redevance est effectué à la signature de la COT.
- § 3. La redevance et l'intéressement sont facturés ensuite au 1^{er} janvier pour l'année civile à venir (condition financière « à échoir »), sauf stipulations contraires prévues aux Conditions particulières.

13.7. Délai de paiement, pénalité de retard

- § 1. Le paiement doit être encaissé dans les 30 jours suivant la date d'émission de la facture, sauf si les Conditions particulières précisent une modalité de paiement différente.
- § 2. Passé le délai de 30 jours, les pénalités de retard sont applicables à hauteur de 5 % du montant facturé pour le premier mois de retard, 10 % du montant facturé pour le second mois de retard, avec un montant minimum de 50 €. Passé ce délai, la résiliation de la COT peut être prononcée par l'ONF pour faute du Bénéficiaire selon les dispositions de l'article 21.3 des Conditions générales.

13.8. Taxes

- § 1. Le Bénéficiaire devra supporter la charge de tous les impôts auxquels sont ou pourraient être assujettis les activités, Constructions, aménagements et installations quelles qu'en soient l'importance et la nature et notamment :
- la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
 - la taxe d'habitation ;
 - la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;
 - les taxes éventuelles assises sur les activités développées à partir du Site mis à disposition.
- § 2. La taxe foncière sur le foncier non bâti est à la charge de l'ONF.

13.9. TVA

Le cas échéant, la TVA en vigueur s'applique en fonction des caractéristiques du Terrain mis à disposition.

Article 14. Enregistrement et publicité foncière

- § 1. La COT n'est pas soumise à la procédure de l'enregistrement.
- § 2. A la demande du Bénéficiaire et si la COT est d'une durée excédant douze ans, elle peut être passée en la forme authentique aux fins d'être publiée au fichier immobilier du service chargé de la publicité foncière territorialement compétent conformément au § b) du 1° de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière.
- § 3. La publication est faite à l'initiative du Bénéficiaire. Les frais de rédaction de l'acte authentique et de publicité foncière sont à la charge du Bénéficiaire de la COT.

IV - LIBERATION DU TERRAIN OU SITE

Article 15. Remise en état et état des lieux de sortie

15.1. Obligation de remise en état

- § 1. Quel que soit le motif mettant fin à la COT, son Bénéficiaire est tenu de libérer et remettre en état les lieux, à ses frais, en détruisant les Constructions, Equipements, et toutes infrastructures établis par lui durant son occupation. L'évacuation des débris ou déchets restants est incluse dans l'obligation de remise en état par le Bénéficiaire.
- § 2. Les travaux nécessaires à la remise en état du Site sont à la charge du Bénéficiaire.
- § 3. Dans le cas où le Bénéficiaire n'aurait pas réalisé les travaux nécessaires à la remise en état du Site, l'ONF réalise les travaux d'office après présentation d'une facture prévisionnelle de travaux adressée au Bénéficiaire. Dans cette hypothèse, le dépôt de garantie est conservé en tout ou partie par l'ONF, sans préjudice des éventuelles pénalités applicables et prévues aux Conditions particulières.

15.2. Etat des lieux de sortie

- § 1. Un état des lieux de sortie est réalisé au plus tard le jour de fin de la COT. L'ONF est présent ainsi que le Bénéficiaire.
- § 2. Une visite complète est réalisée afin de constater les écarts avec l'état des lieux d'entrée conformément à l'article 7.1 des présentes Conditions générales. Cet état des lieux de sortie est l'occasion de remettre tous les justificatifs de travaux réalisés.
- § 3. A l'issue de cet état des lieux, il peut être décidé par l'ONF la réalisation de travaux de remise en état à la charge du Bénéficiaire.
- § 4. A défaut d'état des lieux de sortie contradictoire ou d'état des lieux établi par un huissier à l'initiative du Bénéficiaire, le Bénéficiaire est considéré responsable des désordres constatés par l'ONF dans les trois mois qui suivent la libération des lieux.

Article 16. Délais de remise en état des lieux

- § 1. Au moment de la remise en état des lieux, l'ONF peut choisir de conserver gratuitement les Constructions réalisées sur le site par le Bénéficiaire ou de demander la remise en état intégrale des lieux aux frais du Bénéficiaire.
- § 2. Au jour de l'expiration de la COT, les lieux doivent être remis en état. En cas de résiliation anticipée de la COT par rapport à la date prévue de son expiration, l'ONF fixe le délai accordé au Bénéficiaire pour la remise en état.
- § 3. Des pénalités de retard sont appliquées en cas de retard dans la remise en état et la restitution du Site.
- § 4. Au-delà du délai imparti au Bénéficiaire pour procéder à la remise en état du Site, le Bénéficiaire qui se maintient dans les lieux sans droit ni titre fait l'objet d'une procédure d'expulsion par la voie judiciaire. Une pénalité forfaitaire par jour de retard dans la restitution du Site, fixée aux Conditions particulières, est en outre appliquée sans mise en demeure.

Article 17. Occupation sans titre et abandon des lieux

- § 1. L'« occupation sans titre » est caractérisée dès lors que l'occupant, qui ne peut se prévaloir d'une COT en cours de validité, ne détient pas de droit à occuper le Terrain.
- § 2. L'« occupation sans titre » rend l'occupant illégitime et redevable d'une pénalité d'occupation sans titre.
- § 3. La pénalité d'occupation sans titre est égale à un pourcentage du montant total annuel constitué du cumul de la redevance et de l'intéressement, facturé au titre de l'année précédente ou, à défaut, prévu au contrat. Cette pénalité est calculée *pro rata temporis* de la durée de l'occupation sans titre constatée. Elle est forfaitairement fixée à 130 % du montant total annuel durant les six premiers mois, puis à 200 % du même montant à partir du septième mois d'occupation illicite.
- § 4. Cette pénalité est indépendante de toute indemnité pouvant être due à raison d'un préjudice subi par l'ONF du fait de cette occupation sans titre.
- § 5. En cas d'« abandon des lieux » sans remise en état et nettoiement complet, l'ONF signifie par huissier à son ancien cocontractant le montant des travaux qu'il reste à accomplir et fixe un ultime délai pour qu'il y procède de lui-même. En cas d'inexécution à l'issue de ce délai, l'ONF y procède d'office aux frais de son ancien cocontractant.
- § 6. L'ancien cocontractant est tenu de s'acquitter du remboursement des frais ainsi avancés par l'ONF auxquels s'ajoute une pénalité contractuelle minimum de 3 000 euros.

Article 18. Biens délaissés après la libération des lieux

- § 1. Le Bénéficiaire de la COT expirée ou résiliée est tenu d'enlever du Site tous les biens meubles lui appartenant lors de la libération des lieux.
- § 2. Si à l'expiration du mois qui suit la date à laquelle la COT a pris fin, le Bénéficiaire a quitté les lieux en y laissant des biens et objets mobiliers tels que véhicule automobile, vélo ou cyclomoteur, abri démontable, outillages divers, etc., ces objets

et mobiliers sont expressément réputés abandonnés et sans maître, et l'ONF peut alors en disposer librement.

V - TERME - SANCTIONS - LITIGES

Article 19. Terme de la COT

- § 1. Sauf résiliation anticipée, la COT prend fin à son terme contractuel.
- § 2. Aucune reconduction tacite n'est possible.

Article 20. Pénalités contractuelles

- § 1. Tout manquement du Bénéficiaire à ses obligations contractuelles fait l'objet de plein droit, de l'application des pénalités fixées à l'annexe 7 de la COT sans mise en demeure préalable.
- § 2. Les pénalités sont facturées au bénéficiaire en sus de la redevance. Les manquements sont constatés par les agents de l'ONF.
- § 3. L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle au paiement de dommages et intérêts que l'ONF est susceptible de réclamer au Bénéficiaire en cas de préjudices subis du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de ses obligations contractuelles, ni à la capacité pour l'ONF de procéder à une résiliation-sanction de la COT dans les conditions prévues à l'article 21.3.

Article 21. Résiliation

21.1. Résiliation à l'initiative du Bénéficiaire

- § 1. Le Bénéficiaire peut décider à tout moment de mettre fin à la COT. Dans ce cas, il informe l'ONF de cette intention au moins six mois avant la date prévue de prise d'effet de la résiliation par LRAR.
- § 2. Le Bénéficiaire étant à l'initiative de la résiliation, il ne peut réclamer aucune indemnité quand bien même il prétendrait avoir réalisé récemment des investissements non encore amortis.
- § 3. Dans le cas où une procédure collective serait ouverte à l'encontre du Bénéficiaire et que ce dernier ou son représentant souhaiterait mettre fin à la COT, l'ONF et le Bénéficiaire ou son représentant peuvent s'accorder sur la date prévue pour son terme.

21.2. Résiliation à l'initiative de l'Office

- § 1. En-dehors de toute faute imputable au Bénéficiaire, l'ONF peut résilier la COT avant son terme en respectant un préavis de six mois, signifié par LRAR si sa décision est motivée par un impératif sérieux lié à :
- un objectif nouveau de gestion durable forestière ;
 - la protection des milieux naturels et de la biodiversité ;
 - la prévention d'un risque naturel ;
 - l'accueil du public en forêt domaniale aux abords des terrains occupés.
- § 2. L'ONF peut également prononcer la résiliation de la COT de plein droit, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :
- expiration ou retrait des autorisations administratives permettant au Bénéficiaire d'exercer son activité ;
 - ouverture d'une procédure collective à l'encontre du Bénéficiaire dans le respect des dispositions prévues au Code de commerce ;
 - aléas naturels tels qu'incendie de forêt, éboulement, inondation, glissement de terrain...

21.3. Résiliation-sanction pour faute du Bénéficiaire

- § 1. La COT peut être résiliée par l'ONF pour faute du Bénéficiaire ou ses préposés ou salariés, prestataires, fournisseurs, après mise en demeure restée infructueuse, pour tout manquement à ses obligations contractuelles et notamment pour les motifs suivants :
- refus ou retard de paiement répété des Redevances et frais de dossier ;
 - exercice d'une activité non autorisée sur le Terrain ou le Site mis à disposition ;
 - réalisation de travaux d'implantation et de construction non conforme aux études de faisabilité validées par l'ONF ;
 - cession non autorisée des droits attachés à la COT et/ ou des ouvrages sans autorisation préalable de l'ONF ;
 - dommages causés au milieu forestier, notamment incendie de forêt.
- § 2. La résiliation pour faute est prononcée sans préjudice des éventuelles pénalités prévues aux Conditions particulières. L'ONF se réserve en outre le droit de solliciter la réparation de ses préjudices, notamment en cas de surcoûts induits par la résiliation pour faute de la COT.
- § 3. Indépendamment du motif de résiliation, les redevances sont dues jusqu'à la date de prises d'effet de la décision de résiliation de l'ONF. Par ailleurs, aucune indemnité ou dommages intérêts de quelque nature que ce soit, ne sont versés au Bénéficiaire en cas de résiliation pour les motifs prévus au présent article 21.3, quand bien même il prétendrait avoir réalisé des investissements non encore amortis.

Article 22. Litiges – Compétence de juridiction

- § 1. Les contestations qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des Conditions de la COT font l'objet d'une tentative d'accord amiable.
- § 2. En cas d'échec, tout litige est porté devant la juridiction compétente du lieu de la situation des terrains faisant l'objet de la COT.
- § 3. Il est expressément souligné que le juge judiciaire est seul compétent lorsque le litige porte :
- sur le refus de l'ONF d'autoriser une modification des lieux ;
 - une destruction d'ouvrages anciens ;
 - un Déboisement, ces refus étant indissociables de la gestion du domaine privé forestier ;
 - sur une demande d'expulsion exercée après résiliation ou expiration de la COT, l'absence de tout titre d'occupation impliquant nécessairement la compétence du juge judiciaire pour occupation sans titre du domaine privé de l'Etat.

Les présentes Conditions générales prennent effet au 1^{er} janvier 2023.

Elles ont été approuvées par la résolution n° 2022-25 du Conseil d'administration de l'ONF en date du 13 décembre 2022 et arrêtées par la Directrice générale le

43/44/2022

La Directrice Générale

Valérie METRICH HECCUET

4/4

paraphes : _____

Annexe 2

Description du site

Documents présentés

Date

Annexe 2.1 – Plan de situation - Géoportail	27/03/2025
Annexe 2.2 – Plan du périmètre occupé avec fond de plan cadastral et Zonage PLU	27/03/2025
Annexe 2.3 – Plans des installations et ouvrages (SIG)	14/04/2025
Annexe 2.4 – Plans des réseaux	

Délimitation du terrain occupé

La délimitation du terrain occupé est définie après reconnaissance contradictoire avec le responsable ONF.

Descriptif des installations

La présente convention donne le droit :

- * d'occuper un terrain d'une superficie de 13.22 ha pour y exercer une activité de parc de loisirs.

- * d'installer, puis de maintenir, sur ce terrain les différents équipements nécessaires à l'activité décrite ci-dessus, à l'accueil du public et ceux de nature à assurer la propreté, l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens.

Les équipements expressément autorisés, qui restent la propriété du bénéficiaire tant qu'il bénéficie d'un contrat valide (ou propriété de l'État selon les cas) sont ceux qui figurent dans le descriptif ci-dessous ainsi qu'à l'état des lieux en annexe 4.

En aucun cas, le terrain et les différents bâtiments ne pourront être affectés au logement de l'exploitant ou de toute autre personne.

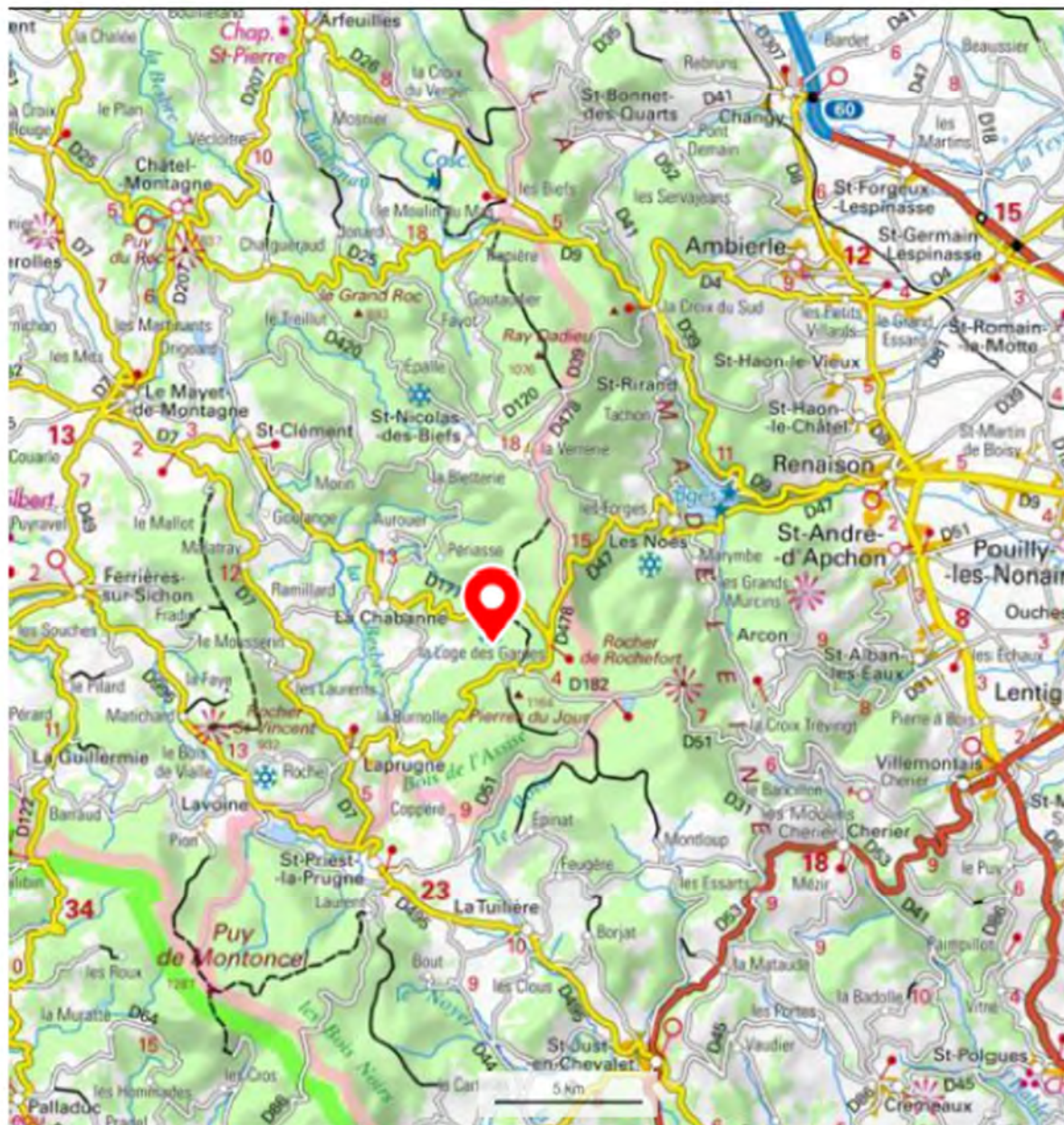
Toute modification qui serait apportée à la zone concernée et / ou aux ouvrages installés, indiqués à l'article 3 de la présente convention d'occupation temporaire, devra être préalablement autorisée par l'ONF et pourra faire l'objet d'un avenant.

Nature	Unité	Surface (m²)	Références cadastrales				Parcelle forestière	Détails / Précisions
			Commune	Section	Parcelle	Lieu-dit		
Bâtiment 1, accueil et location de ski	1	201	LAPRUGNE	A	109	La Loge des Gardes	28	
Bâtiment 2, local technique et poste de contrôle	1	42	LAPRUGNE	A	109	La Loge des Gardes	28	
Bâtiment 3, atelier et garage	1	110	LAPRUGNE	A	109	La Loge des Gardes	28	
Bâtiment 4, restauration snacking de 25 m² + terrasse	1	25	LAPRUGNE	A	145	La Loge des Gardes	25	
Bâtiment 5, accueil école de ski	1	20	LAPRUGNE	A	145	La Loge des Gardes	25	
Equipements liés aux activités	/	12 822	LAPRUGNE	A	61 66 108 109 145	La Loge des Gardes	25 27 28 35	
- Pistes de ski								
- Luge d'été, tubing, tapis de replat								
- Toboggan aérien								
- Trotinettes non motorisées, fat wheel, mountain board, x-raycer...								
- Activité du parcours acrobatique en hauteur								
- Tyroliennes								
- Parcours d'orientation								
- Catapulte élastique								
- Tour de saut								
- Hébergements légers temporaires non raccordés								
- Ecole de ski								
- Location de skis								
- Restauration snacking								
Total		13 220						

Aucune occupation du terrain par des engins, caravanes, tentes, cabanons, dépôts quelconques, potager, basse-cour, etc. autre que celles indiquées ci-dessus, n'est autorisé sur le site.



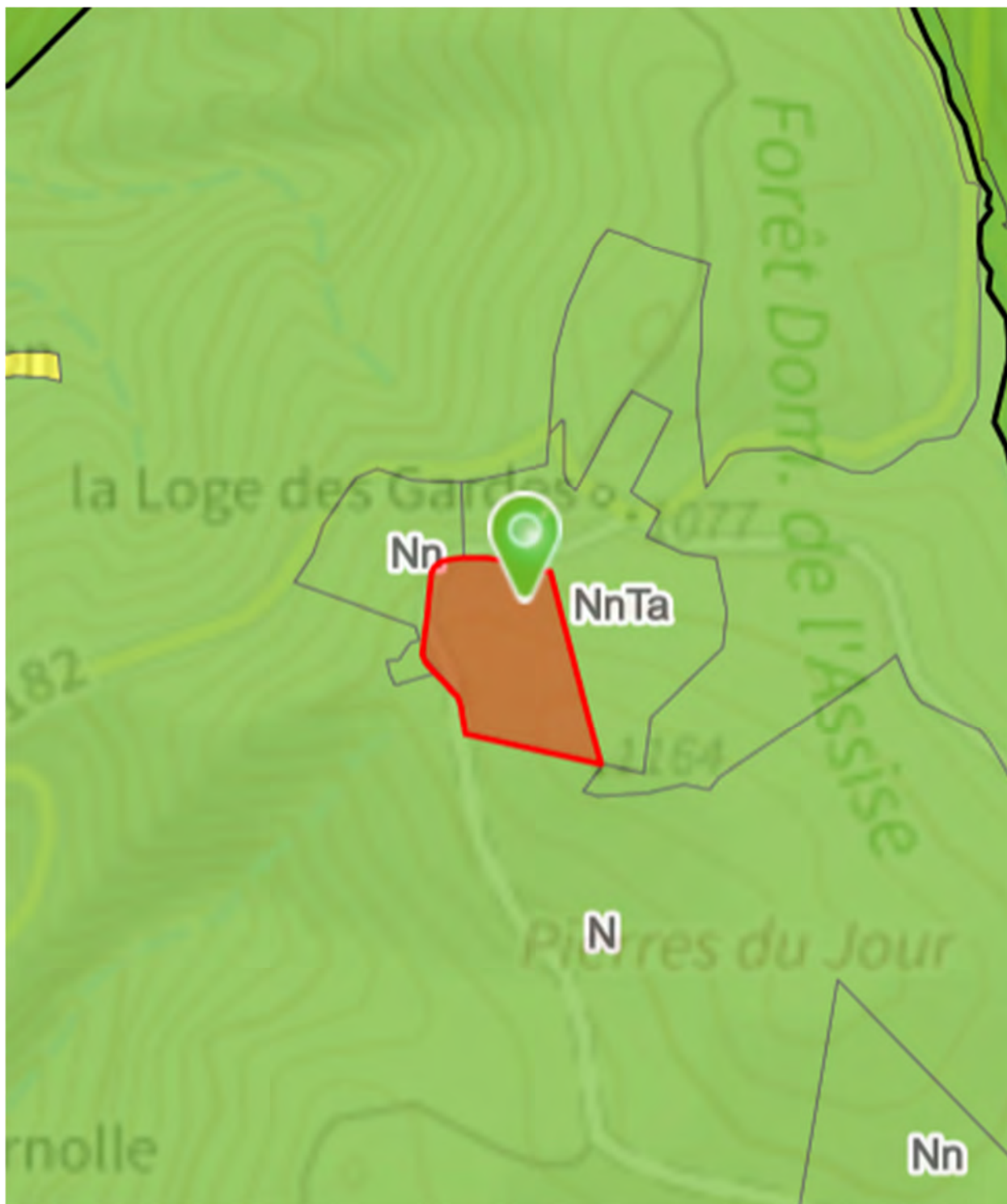
Plan de situation

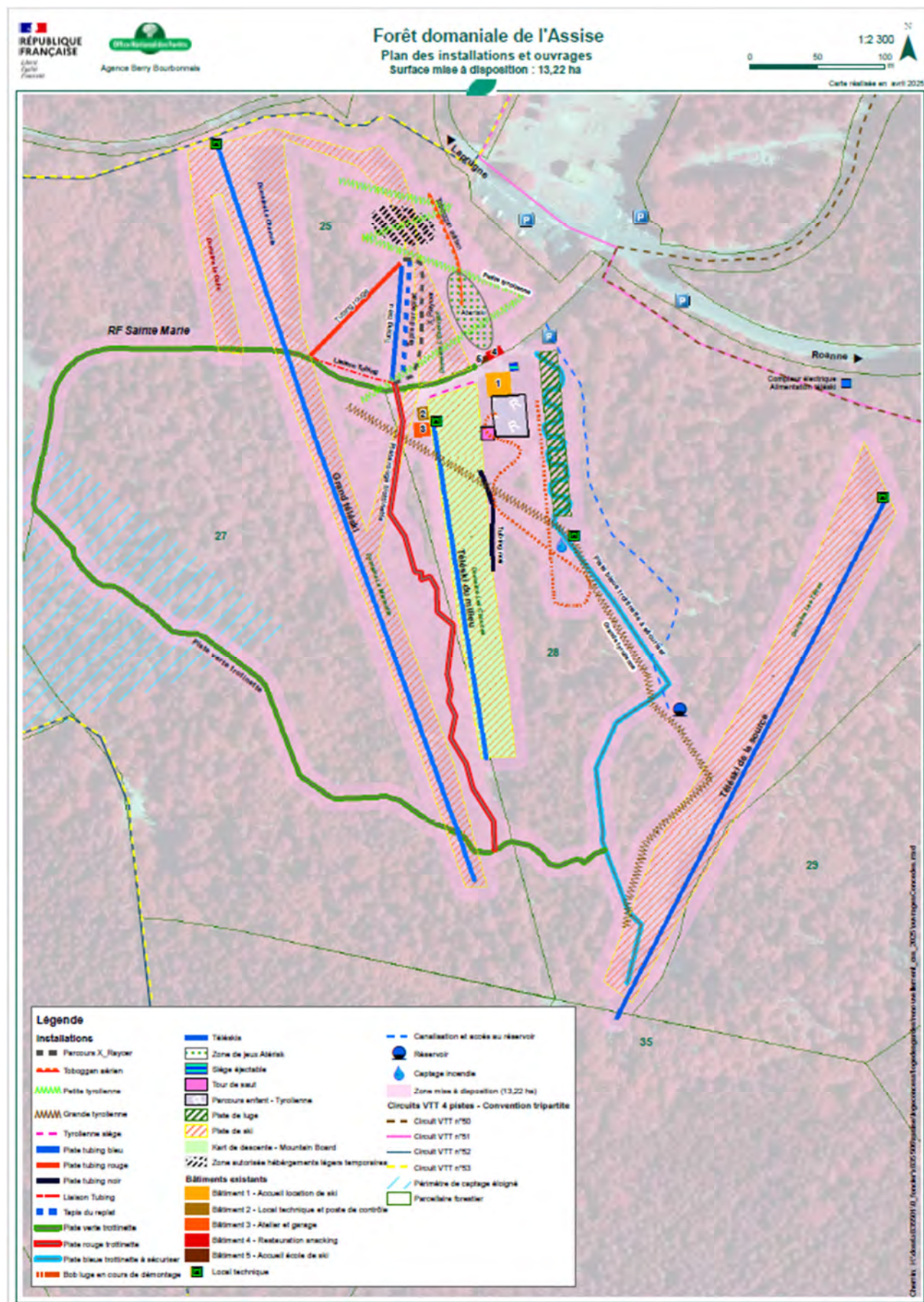


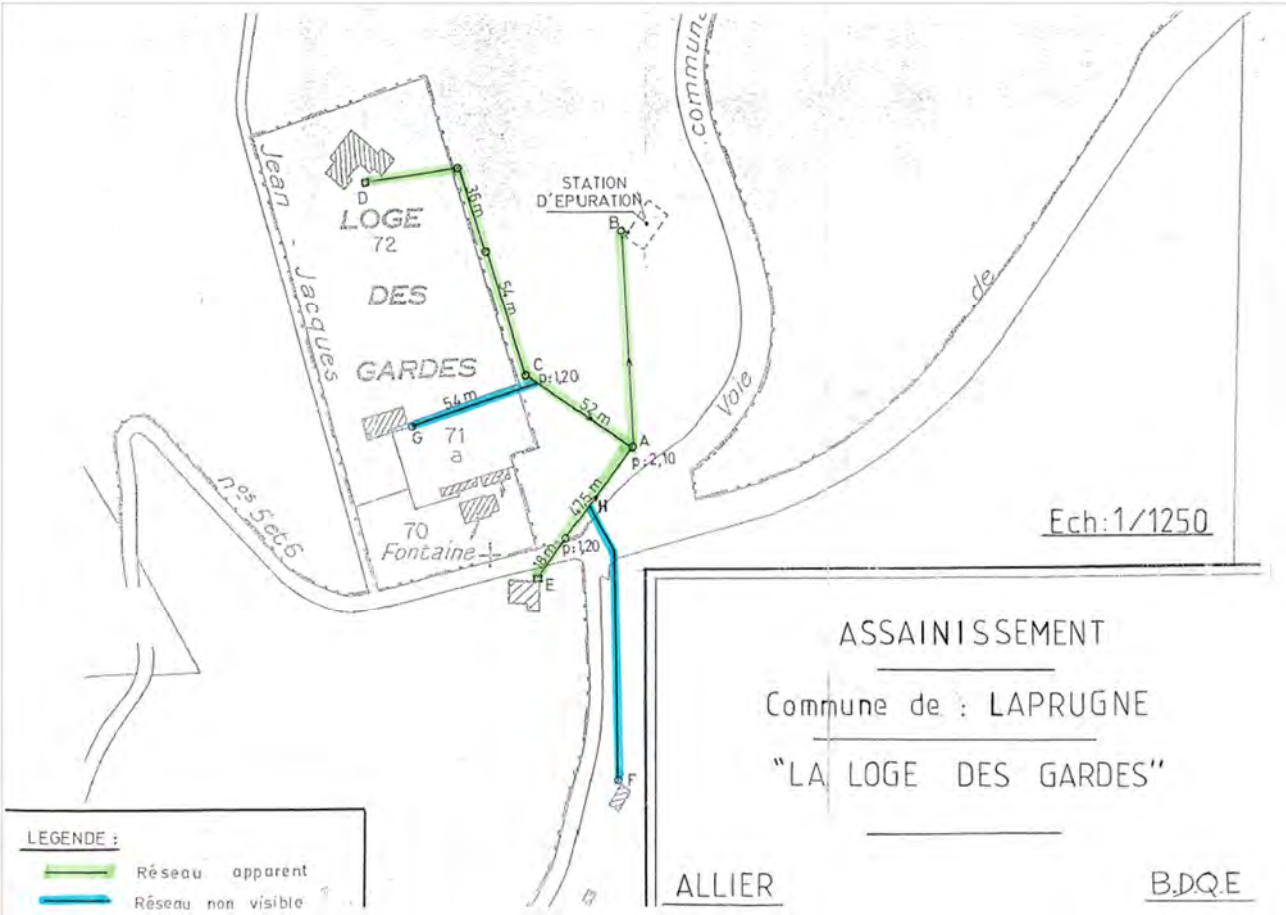
© IGN 2023 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 4° 05' 43" E
Latitude : 46° 01' 48" N

Parc de loisirs - La Loge des Gardes - Commune de LAPRUGNE







Annexe 3

Conditions techniques particulières

Liste des conditions techniques particulières donnée à titre informatif par l'ONF liées aux terrains occupés et à l'accueil des activités autorisées.

Il appartient au Bénéficiaire de respecter les réglementations applicables au Terrain (urbanisme, environnement) et liées à l'activité.

L'ONF ne sera en aucun cas responsable des conditions d'occupation du terrain et de tout éventuel manquement de l'occupant à ces réglementations.

Respect des autres usagers de la forêt domaniale

Le bénéficiaire jouit raisonnablement des lieux occupés, c'est-à-dire qu'il s'abstient de porter atteinte au milieu naturel à caractère forestier qui fait l'objet de la présente convention. Le bénéficiaire ne devra pas entraver la circulation publique sur les chemins et n'entraver en rien la vidange et l'exploitation des coupes éventuelles.

Respect de l'environnement de l'ensemble du site

Le bénéficiaire est le seul responsable des troubles ou des incidents qui pourraient survenir à l'intérieur du terrain occupé.

Sont strictement interdits :

- les feux ouverts ;
- les activités bruyantes. Le bénéficiaire s'engage à n'utiliser aucun haut-parleur ou autre moyen de diffusion susceptible d'être entendu hors des lieux occupés, afin d'éviter de nuire à la tranquillité des promeneurs et autres utilisateurs du milieu forestier. Il s'engage à prendre toutes mesures utiles pour empêcher toute gêne, notamment par bruits excessifs ou odeurs désagréables. ;
- toutes activités susceptibles de troubler l'ordre public, la quiétude des lieux, d'engendrer des troubles de voisinage ou de mettre en péril la sauvegarde du massif forestier

Calendrier de chasse et de travaux forestiers

Le bénéficiaire s'engage à demander au technicien forestier local le calendrier de chasse et de travaux forestiers. Les parcelles forestières 15, 17, 25, 27, et 28 sont interdites à la chasse.

Entretien des abords

Le bénéficiaire devra maintenir le terrain occupé en parfait état d'entretien et de propreté, et les abords des équipements existants notamment les pylônes, les pistes, le départ de la tyrolienne (voir cartographie) dans un rayon de 10 m.

Règlementation DFCI – Défense forestière contre l'incendie

En complément de l'article 11.4 des Conditions Générales relatif au débroussaillage du terrain prescrit au titre de la défense et de la lutte contre les incendies à la charge du bénéficiaire, le bénéficiaire doit prendre connaissance de l'arrêté préfectoral relatif à la défense et la lutte des incendies en forêts en vigueur au jour de la signature de la présente convention. Il est également tenu de s'informer des éventuelles modifications, abrogations de cet arrêté.

Le bénéficiaire prendra toutes mesures utiles et nécessaires pour prévenir les risques de départ de feu et éviter toute propagation d'incendie vers le massif forestier.

Précisions complémentaires : Il est notamment interdit de fumer sur le site, toute l'année. Cette interdiction doit faire l'objet d'un affichage permanent à l'accueil.

Le bénéficiaire devra garder accessible le captage DFCI présent en parcelle forestière N°28. Ce captage est exclusivement réservé à un usage de sécurité incendie et ne pourra être utilisé dans le cadre de l'activité touristique.

Règlementations et contraintes locales

Les renseignements ci-après sont donnés à titre indicatif afin de faciliter la compréhension des contraintes réglementaires et des classements s'appliquant au site à la date des présentes.

Règlementation NATURA 2000

Site Natura 2000 directive habitats :

« Monts de la Madeleine, identifiant FR8301019 »

Loi littoral

Non concerné

ZNIEFF

ZNIEFF de type I :

« Monts de la Madeleine, secteur Auvergne, identifiant 830020012 »

ZNIEFF de type II :

« Bois noirs – Monts de la Madeleine, identifiant 830007452 »

Communication particulière à l'ONF

Le Bénéficiaire s'engage à informer l'ONF :

- Immédiatement de tous incidents qui se seraient produits dans les lieux occupés, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent. A défaut, le bénéficiaire sera tenu personnellement de payer à l'ONF le montant du préjudice direct ou indirect résultant pour lui de ce sinistre et du retard apporté à sa déclaration aux assureurs ;
- Sans délais et dans tous les cas, des différents comptes rendus ou procès-verbaux concernant le site ;
- De toute visite des commissions de sécurité ou autres organismes institutionnels sur les lieux, de manière que l'ONF puisse être présent s'il le souhaite ;
- Sur sa simple demande écrite, toutes les pièces lui permettant de remplir sa mission de contrôle et de surveillance.

A la demande de l'ONF et en complément de la déclaration annuelle certifiée de CA, le bénéficiaire devra fournir, en cohérence avec l'article 13.2 des Conditions Générales, le bilan comptable relatif à l'activité ainsi que le rapport d'activités.

Les impôts inhérents à l'occupation établis au nom de l'ONF seront remboursés par le bénéficiaire à l'ONF dans le délai d'un mois, suivant présentation des avis, notifications ou bordereaux d'imposition, ou de leur copie, relatifs à la présente convention.

Gestion des déchets et ordures

Aucun déchet, rebut, matériel ou matériau usagé ne pourra être maintenu sur le site.

Les déchets seront collectés, triés et évacués par le bénéficiaire, à ses frais, selon les règles en vigueur. Les ordures ménagères devront être stockées dans des conteneurs étanches qui devront être maintenus en bon état de propreté.

Urbanisme

Le PLUi valant SCoT de la Montagne Bourbonnaise est accessible sur/

<https://www.vichy-communaute.fr/plui-montagne-bourbonnaise/>

Servitudes éventuelles

Le bénéficiaire subira les servitudes de toute nature pouvant grever les immeubles et installations. Il subira notamment toutes les servitudes, obligations ou charges qui peuvent frapper les immeubles ou installations par suite des prescriptions d'ordre réglementaire et des dispositions relatives à l'occupation des sols

applicables à la situation de l'immeuble. Il s'engage à renoncer à tout recours contentieux contre l'Etat propriétaire, ou l'ONF gestionnaire de la forêt domaniale.

Prescriptions liées au CNPTSF

Le Bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions du cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur www.onf.fr dans les conditions prévues à l'article 5 des Conditions générales.

Diagnostic immobilier

Un diagnostic amiante sera réalisé avant la remise des clés.

Risques

Etat des risques naturels, miniers et technologiques / Etat des risques et pollutions

Un descriptif des risques par commune peut être obtenu sur le site Internet www.georisques.gouv.fr

Dans le cadre de la Loi du 30 juillet 2003 sur l'obligation d'information du locataire sur l'état des risques réglementés, les fiches ERRIAL et IAL sont annexées à la suite de l'Annexe 3 de la présente convention. La fiche ERRIAL devra faire l'objet d'une signature par le propriétaire et le futur locataire.

Informations sur le site de la préfecture

Sécurité incendie

Accessibilité aux personnes handicapées

Clause communication et sollicitations presse

Il est demandé au bénéficiaire, lorsqu'il souhaite faire la promotion de son activité et que des photos ou vidéos sont réalisées en forêt domaniale, par un prestataire externe, d'en faire expressément la demande à l'ONF via son interlocuteur local ou le gestionnaire de la convention (coordonnées figurant à l'article 8).

De même, lorsque le bénéficiaire répond à une sollicitation presse, il est tenu d'en informer l'ONF en amont de la venue de la presse et/ou tout autre personne externe (invité, élu, grand public etc.).

La prise d'images en forêt (tournages, vol drone, shooting photos) nécessite une autorisation de l'ONF. En cas de manquement, le bénéficiaire sera redevable de plein droit de la pénalité fixée en annexe 7.

Gestion forestière

Principes

En complément de l'article 9 des Conditions Générales, le bénéficiaire reconnaît :

- la nécessité de maintenir l'état boisé et de renouveler les peuplements.
- que la présence des équipements et installations liées à son activité entraînent un surcoût pour les opérations d'entretien des peuplements qu'il accepte de financer.
- qu'aucun abattage d'arbre ne pourra être effectué par le bénéficiaire sans autorisation préalable de l'ONF.

Il s'engage à respecter les arbres existants sur le terrain. En cas de dommage les affectant, il devra en informer l'ONF au plus tôt et sera tenu à indemnisation si sa responsabilité est établie.

Les interventions qui relèvent de l'entretien courant du terrain occupé à la charge du bénéficiaire sont les travaux :

- nécessaires à la pérennité du domaine forestier notamment les travaux d'éclaircies et de renouvellement des boisements ;
- nécessaires à la mise en sécurité du site : coupes et enlèvement d'arbres ou branches, sur pied ou chablis, secs ou dépérissant, gênants ou dangereux. Dans ce cas, le bénéficiaire interviendra sans délai en informant l'ONF de la nature des travaux à réaliser et en signalant les arbres qu'il estimerait dangereux pour la sécurité des personnes ou de ses biens ;
- d'élagage des arbres compris dans l'enceinte occupée et surplombant l'emprise de la voirie publique ou des propriétés riveraines ;

- d'abattage des arbres dangereux en dehors de l'enceinte occupée mais susceptibles d'impacter cette enceinte.

Le bénéficiaire proposera à l'ONF pour validation, au cours du 4ème trimestre N-1, un programme annuel détaillé des travaux à mettre en œuvre l'année N (hors travaux d'urgence liés à la sécurité des personnes et des biens à mettre en œuvre sans délai conformément aux indications ci-dessus).

Une visite annuelle obligatoire avec le Technicien forestier territorial sera l'occasion de valider le programme de l'année suivante.

En cas de non mise en œuvre des opérations sylvicoles mettant en cause la pérennité de la forêt, la réalisation des travaux sera mise en œuvre par l'ONF, à la charge du bénéficiaire.

Zéro traitement phytopharmaceutique en forêt publique

Le bénéficiaire n'est pas autorisé à utiliser des produits phytopharmaceutiques (herbicides, insecticides et fongicides) sur l'ensemble du site occupé.

Exploitation des bois

En complément de l'article 9 des Conditions Générales, le bénéficiaire prendra à sa charge l'évacuation des rémanents d'exploitation résultant des coupes effectuées, lorsqu'elle est nécessaire. L'arasement des souches et leur évacuation seront également à la charge du bénéficiaire si celui-ci juge leur évacuation nécessaire.

Tout abattage d'arbres effectué en infraction aux dispositions de la présente convention ou à celles du code forestier fera l'objet d'un procès-verbal à l'encontre du bénéficiaire.

Réalisation des travaux mis à la charge du bénéficiaire

Le bénéficiaire pourra confier à l'ONF la réalisation des travaux mis à sa charge par le présent article, dans le cadre d'une convention de travaux. Dans ce cas, l'ONF présentera pour acceptation, un ou plusieurs devis chiffrés au bénéficiaire.

Projet de gestion des peuplements et aménagement paysager

Sans objet

Caractéristiques particulières liées à l'occupation

Aménagement

Sur le terrain mis à disposition, les plantations, les apports de matériaux, les haies, clôtures, les jardins d'agrément et, de façon générale les aménagements qui donneraient ou aggravaient le caractère non forestier, artificiel aux lots et aux emplacements ne sont pas autorisés.

Les plantations paysagères que le bénéficiaire voudrait mettre en place devront explicitement être autorisées par l'ONF. Elles seront réalisées dans des essences ininflammables et d'origine indigène.

Bâtiment

L'intégration du bâtiment à l'environnement sera recherchée et à privilégier par un bardage en bois.

Enfouissement de la canalisation et des accessoires

La profondeur minimum légale de la canalisation doit être de 0,60 mètres. Or, la profondeur d'enfouissement de la canalisation, objet de la présente convention, sera adaptée en fonction de la typologie du terrain. En effet, elle devra être enterrée à une profondeur suffisante pour ne pas être endommagée par le passage des véhicules lourds de travaux forestiers ou de débardage.

Aux intersections avec les chemins et pistes, le bénéficiaire s'assurera que la canalisation est suffisamment renforcée, de sorte qu'elle puisse résister aux surcharges pouvant résulter du passage d'engins divers et notamment de terrassement ou de débardage lourds. À titre indicatif, le poids maximum étant de l'ordre de 30 tonnes pour un débardeur en charge.

Les canalisations et leurs ouvrages accessoires (en particulier les regards, vannes et fosses) seront matérialisés de manière visible et feront l'objet d'une sécurisation particulière par le bénéficiaire à ses seuls frais afin de les localiser et de ne causer aucun accident.

La canalisation et ses accessoires, notamment les regards aménagés de distance en distance qui dépassent le niveau du sol, seront maintenus de manière à ne constituer aucun obstacle pour la circulation, ni aucun risque pour la forêt, la dune littorale et leurs usagers. Leur étanchéité devra être parfaite sur toute la longueur de l'ouvrage, afin d'éviter toute infiltration dans le sol de produits nocifs pour la végétation, ou susceptibles de polluer les eaux souterraines, ainsi que tout épanchement de liquides qui affouilleraient le sol.

Les regards devront être normalement fermés au moyen d'un système hermétique. Les fermetures comporteront des serrures ou verrous ne pouvant être ouverts que par le bénéficiaire ou ses sous-traitants éventuels. L'état de l'ensemble de ses installations devra être régulièrement contrôlé par le bénéficiaire.

Pour toutes les parties de la canalisation installées sur un pare-feu, le passage devra rester libre en permanence pour permettre la mise à sable blanc du pare-feu au moyen d'engins mécaniques de type gyrobroyeur ou rotavator.

Le bénéficiaire exécutera à ses frais les travaux que l'ONF pourra ordonner au titre de l'entretien des installations. Il aura encore à effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, tous les travaux prescrits par l'autorité publique aux époques et dans le temps impartis. En cas de retard dans l'exécution de ces travaux, il supportera toutes les amendes et pénalités à ce sujet.

Au point où le tracé de la canalisation coupe les chemins ou pistes, il sera fait en sorte que la circulation ne soit interrompue que pendant le temps minimum. Si la coupure devait durer plusieurs jours, le bénéficiaire établirait dans un délai maximum d'une semaine, un passage provisoire permettant aux autres usagers de passer sans danger.

En cas de terrassement (hors cordon dunaire), le remblaiement des fouilles sera assuré par tranches successives, de façon à ne jamais laisser à découvert plus de 300 mètres de long. Sur le cordon dunaire, en cas de travaux exceptionnels rendus nécessaire pour une remise en état de la canalisation, les parties se rencontreront afin de définir les modalités de réalisation de ces travaux. Ces travaux sont à la charge du bénéficiaire qui rétablira les lieux suivant leurs caractéristiques initiales.

Les risques liés à l'occupation

Les installations, objet de la présente convention, présentent des risques particuliers pour le milieu forestier. A cet effet, le bénéficiaire doit prendre toutes les mesures utiles afin d'éviter la réalisation de ces risques. Si l'un de ces événements se réalise, l'ONF ne pourra jamais être tenu responsable de celui-ci.

Les dommages causés ainsi que les travaux à effectuer seront à la charge du bénéficiaire.

Les risques majeurs pour la présente occupation peuvent être la rupture de la canalisation et autres accidents divers liés à l'occupation. La rupture peut être provoquée par le milieu forestier, notamment les racines des arbres, la chute de branches ou de rochers. Elle peut aussi être provoquée par une fuite, une mauvaise installation, le climat (gel, chaleur...) ou toute autre cause extérieure à l'ONF.

La rupture d'une canalisation provoque des conséquences importantes sur le domaine forestier et dunaire : inondations, dégâts des eaux, déchaussement de dune, pollution... C'est pourquoi, le bénéficiaire prendra toutes les mesures utiles afin de prévenir le risque de rupture. Il peut s'agir de mesures techniques telles que l'entretien régulier et obligatoire de la canalisation, également de mesures juridiques par la souscription à une assurance. Les risques évoqués dans le présent article ainsi que les causes de sa réalisation ne sont pas limitatifs.

En cas d'accident, le bénéficiaire prendra en urgence toutes les dispositions nécessaires pour réparer ou modifier ses installations dans les plus brefs délais et à ses frais.

Remontées mécaniques

La présente convention ne traite pas de l'exploitation des remontées mécaniques. En vertu des dispositions de la « loi Montagne » codifiées aux articles L.342-1 et suivants du Code du Tourisme, la mise en œuvre des opérations d'aménagement touristique s'effectue sous le contrôle des communes, groupements de communes ou des syndicats mixtes regroupant ces collectivités territoriales. En particulier, le service des remontées mécaniques est organisé par les communes sur le territoire desquelles elles sont situées (article L.342-9 du Code du Tourisme) ; l'exécution de ce service peut être assurée par une entreprise ayant passé une convention à durée déterminée avec la commune (article L.342-13 du Code du Tourisme).

Dans le cas particulier, le précédent titulaire était chargé de l'exécution de ce service par une convention passée avec la Commune de LAPRUGNE.

Le Bénéficiaire fera son affaire de l'exécution de ce service. L'ONF n'est pas partie à cette convention.

Circuit VTT quatre pistes

Dans le cadre d'une convention tripartite avec Vichy Communauté, un réseau de quatre pistes circuit VTT est présent sur la forêt domaniale et passe en limite de la zone mise à disposition du titulaire.

L'entretien de ces circuits est réalisé exclusivement par Vichy Communauté.

Le titulaire devra laisser un libre accès à ces tronçons identifiés sur le plan des équipements pour la pratique du VTT.



ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 14 avril 2025

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles .

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

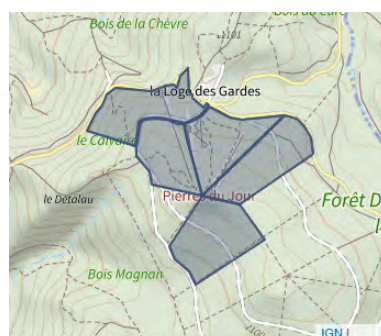
Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

03250 LAPRUGNE

Code parcelle :

000-A-61, 000-A-145, 000-A-109, 000-A-108, 000-A-66



Parcelle(s) : 000-A-61, 000-A-145, 000-A-109, 000-A-108, 000-A-66, 03250 LAPRUGNE

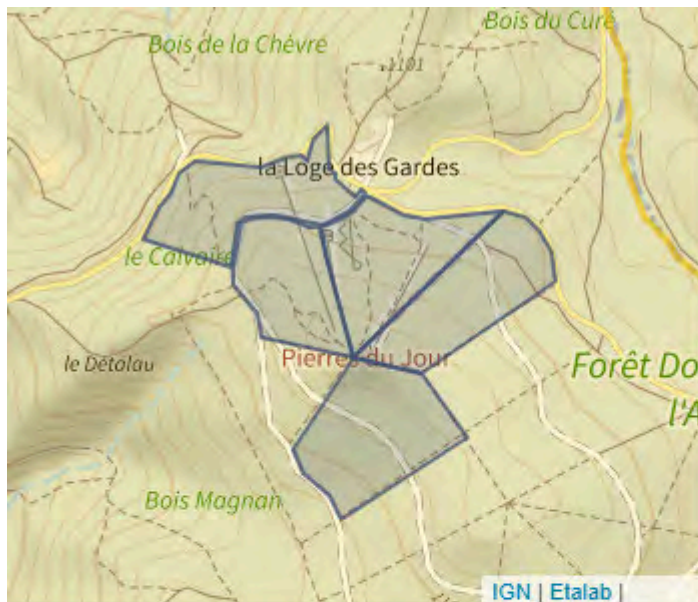
A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES EXISTANTS ET FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL SONT :






SISMICITÉ : 2/5

-  1 - très faible
-  2 - faible
-  3 - modéré
-  4 - moyen
-  5 - fort

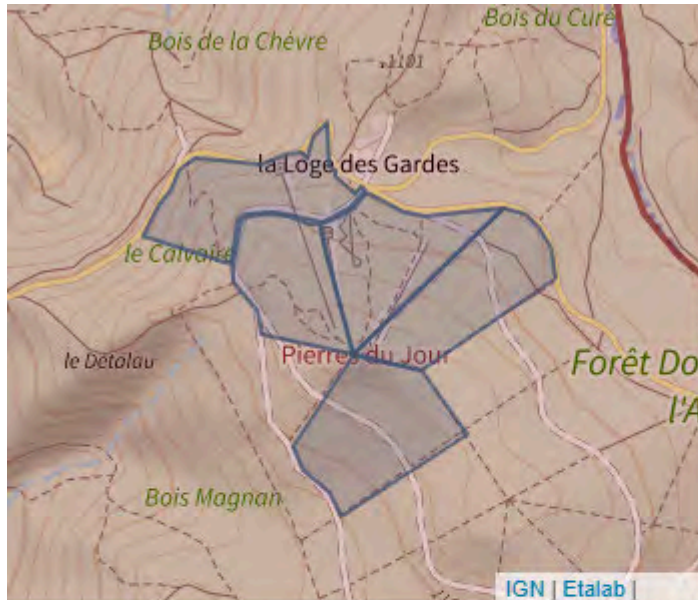
Un tremblement de terre ou séisme, est un ensemble de secousses et de déformations brusques de l'écorce terrestre (surface de la Terre). Le zonage sismique détermine l'importance de l'exposition au risque sismique.



RADON : 3/3

-  1 : potentiel radon faible
-  2 : potentiel radon moyen
-  3 : potentiel radon significatif

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte. Ce gaz est présent partout dans les sols et il s'accumule dans les espaces clos, notamment dans les bâtiments.





RAPPEL

Sismicité

Pour certains bâtiments de taille importante ou sensibles, des dispositions spécifiques à mettre en oeuvre s'appliquent lors de la construction.

Pour connaître les consignes à appliquer en cas de séisme, vous pouvez consulter le site :

<https://www.gouvernement.fr/risques/seisme>

Radon

Le bien est situé dans une zone à potentiel radon significatif. En plus des bonnes pratiques de qualité de l'air (aérer quotidiennement le logement par ouverture des fenêtres au moins 10 minutes par jour, ne pas obstruer les systèmes de ventilation), il est donc fortement recommandé de procéder au mesurage du radon dans le bien afin de s'assurer que sa concentration est inférieure au niveau de référence fixé à 300 Bq/m³, et idéalement la plus basse raisonnablement possible. Il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment pour réaliser un diagnostic de la situation et vous aider à choisir les solutions les plus adaptées selon le type de logement et la mesure. Ces solutions peuvent être mises en oeuvre progressivement en fonction des difficultés de réalisation ou de leur coût. À l'issue des travaux, vous devrez réaliser de nouvelles mesures de radon pour vérifier leur efficacité.

Recommandation

Pour faire face à un risque, il faut se préparer et connaître les bons réflexes.

Consulter le dossier d'information communal sur les risques (DICRIM) sur le site internet de votre mairie et les bons conseils sur georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur




Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL



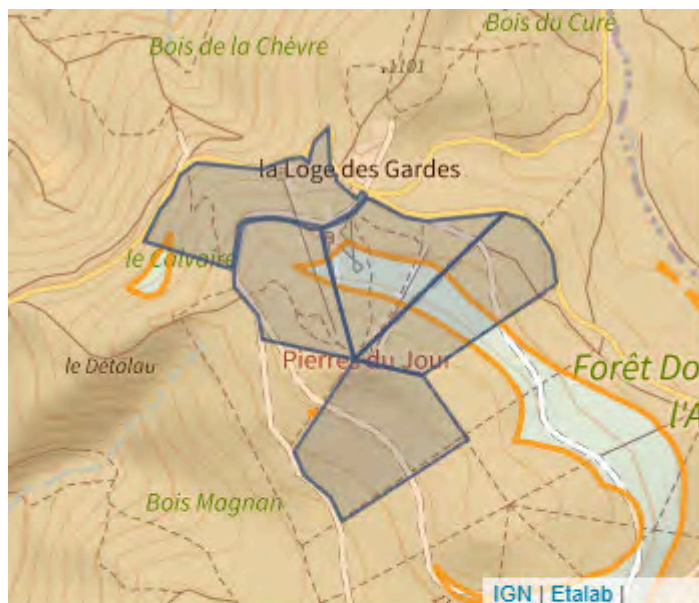
ARGILE : 2/3

-  1 : Exposition faible
-  2 : Exposition moyenne
-  3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition moyenne : La probabilité de survenue d'un sinistre est moyenne, l'intensité attendue étant modérée. Les constructions, notamment les maisons individuelles, doivent être réalisées en suivant des prescriptions constructives ad hoc. Pour plus de détails :

<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction#e3>



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 6

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1425669A	09/08/2014	09/08/2014	04/11/2014	07/11/2014
INTE9300602A	05/07/1993	06/07/1993	26/10/1993	03/12/1993
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19821118	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Mouvement de Terrain : 1

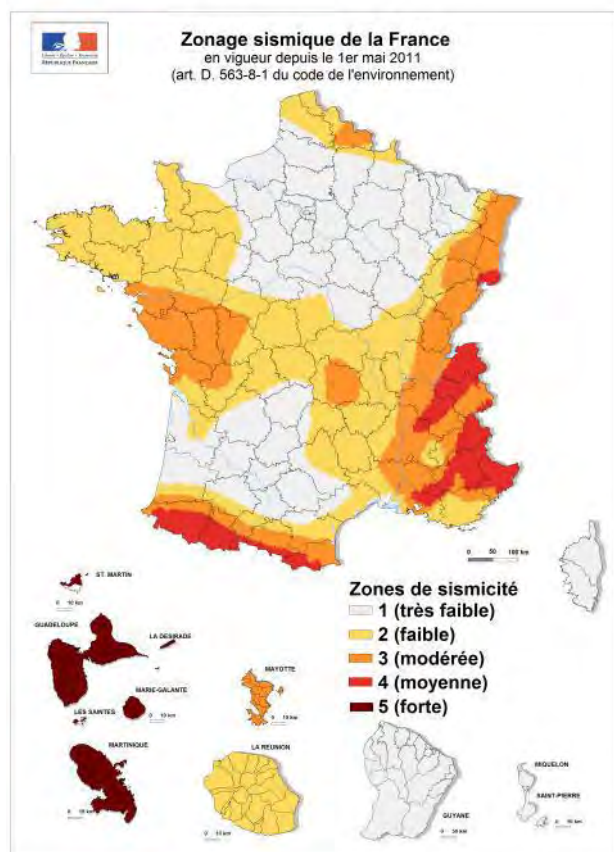
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19821118	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Le zonage sismique sur ma commune

Le zonage sismique de la France:



Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques.

Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: **très faible, faible, modérée, moyenne, forte**. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition **au risque sismique**.






La réglementation distingue quatre catégories d'importance (selon leur utilisation et leur rôle dans la gestion de crise):

I – bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée

II – bâtiments de faible hauteur, habitations individuelles

III – établissements recevant du public, établissements scolaires, logements sociaux

IV – bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pompiers, préfectures ...)

Pour les bâtiments neufs		1	2	3	4	5
I		Aucune exigence				
II		Aucune exigence		Règles CPMI-EC8 Zones 3/4	Règles CPMI-EC8 Zone5	
		Aucune exigence	Eurocode 8			
III		Aucune exigence	Eurocode 8			
IV		Aucune exigence	Eurocode 8			

Si vous habitez, construisez votre maison ou effectuez des travaux :

- en **zone 1**, aucune règle parasismique n'est imposée ;

- en **zone 2**, aucune règle parasismique n'est imposée sur les maisons individuelles et les petits bâtiments. Les règles de l'Eurocode 8 sont imposées pour les logements sociaux et les immeubles de grande taille ;

- en **zone 3 et 4**, des règles simplifiées appelées CPMI –EC8 zone 3/4 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles;

- en **zone 5**, des règles simplifiées appelées CPMI-EC8 zone 5 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles.

Pour connaître, votre zone de sismicité: <https://www.georisques.gouv.fr/> - rubrique « Connaître les risques près de chez moi »

Le moyen le plus sûr pour résister aux effets des séismes est la construction parasismique : concevoir et construire selon les normes parasismique en vigueur, tenir compte des caractéristiques géologiques et mécaniques du sol.

Pour en savoir plus:

Qu'est-ce qu'un séisme, comment mesure-t-on un séisme ? —> <https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-un-risque/seisme>

Que faire en cas de séisme ? —> <https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-protger/que-faire-en-cas-de-seisme>



**PRÉFET
DE L'ALLIER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

N° 369 / 2020

ARRÊTÉ

**relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs pour
l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers**

**La préfète de l'Allier
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L125-5, R125-10, R125-23 à R125-27, R563-2 à R563-7 et D563-8-1 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L271-4, L271-5 et R111-38 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 35/2015 du 07 janvier 2015 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1788/2019 du 25/07/2019 relatif à l'information acquéreurs locataires et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Considérant l'obligation faite aux vendeurs et aux bailleurs de biens immobiliers d'informer leurs acquéreurs et locataires des risques majeurs et technologiques auxquels sont exposés leurs biens ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans les communes dont la liste figure en annexe sont consignés dans la fiche communale d'information, propre à chaque commune, annexée au présent arrêté, précisant :

- la mention des risques naturels et technologiques pris en compte
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.

Cette fiche et les documents de référence sont librement consultables en mairie, préfectures et sous préfectures et mis en ligne sur le site internet des services de l'État www.allier.gouv.fr.

Article 2 : Ces informations sont mises à jour, au regard des conditions mentionnées à l'article R125-25 du code de l'environnement.

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 35/2015 du 07 janvier 2015.

Article 3 : Une copie du présent arrêté et la fiche communale d'information sont adressées au maire de la commune concernée et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Allier.

Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal *La Montagne*.

Article 4 : La secrétaire générale, le sous-préfet, directeur de cabinet, les chefs des services régionaux et départementaux, et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le 23 DEC. 2020

Pour la préfète et par délégation,
le sous-préfet, directeur de cabinet

Yves BOSSUYT



Annexe n° 1 à l'arrêté préfectoral n° 3669 / 2020 en date du 22 décembre 2020
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs

Mise à jour le 22 décembre 2020

Liste des communes visées à l'article 1

N° INSEE	COMMUNES	Zonage sismique	Potentiel radon
3002	AGONGES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3003	AINAY-LE-CHATEAU	2 - Faible	1- potentiel faible
3004	ANDELAROCHE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3005	ARCHIGNAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3006	ARFEUILLES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3007	ARPHEUILLES-SAINT-PIERRE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3008	ARRONNES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3011	AUROUER	2 - Faible	1- potentiel faible
3012	AUTRY-ISSARDS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3016	BARBERIER	2 - Faible	1- potentiel faible
3017	BARRAIS-BUSSOLLES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3018	BAYET	2 - Faible	1- potentiel faible
3020	BEAUNE-D'ALLIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3021	BEGUES	3 - Modérée	3-potentiel significatif
3022	BELLENAVES	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3024	BERT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3026	BESSON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3028	BILLEZOIS	2 - Faible	1- potentiel faible
3031	BIZENEUILLE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3032	BLOMARD	2 - Faible	3-potentiel significatif
3033	BOST	2 - Faible	3-potentiel significatif
3034	BOUCE	2 - Faible	1- potentiel faible
3035	LE BOUCHAUD	2 - Faible	1- potentiel faible
3036	BOURBON-L'ARCHAMBAULT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3037	BRAIZE	2 - Faible	1- potentiel faible
3038	BRANSAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3039	BRESNAY	2 - Faible	3-potentiel significatif
3041	LE BRETHON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3042	LE BREUIL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3043	BROUT-VERNET	2 - Faible	1- potentiel faible
3045	BUSSET	2 - Faible	3-potentiel significatif
3046	BUXIERES-LES-MINES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3047	LA CELLE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3048	CERILLY	2 - Faible	3-potentiel significatif
3049	CESSET	2 - Faible	3-potentiel significatif
3050	LA CHABANNE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3051	CHAMBERAT	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3052	CHAMBLET	2 - Faible	3-potentiel significatif
3053	CHANTELLE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3054	CHAPEAU	2 - Faible	1- potentiel faible
3055	CHAPELAUD (LA)	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3056	LA CHAPELLE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3057	LA CHAPELLE-AUX-CHASSES	2 - Faible	1- potentiel faible
3058	CHAPPES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3059	CHAREIL-CINTRAT	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3061	CHARMES	3 - Modérée	1- potentiel faible
3062	CHARROUX	3 - Modérée	3-potentiel significatif
3066	CHATEL-MONTAGNE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3067	CHATELPERRON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3068	CHATELUS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3069	CHATILLON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3070	CHAVENON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3071	CHAVROCHES	2 - Faible	1- potentiel faible
3072	CHAZEMAIS	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3074	CHEVAGNES	2 - Faible	1- potentiel faible
3075	CHEZELLE	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3076	CHEZY	2 - Faible	1- potentiel faible
3077	CHIRAT-L'EGLISE	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3078	CHOUVIGNY	3 - Modérée	3-potentiel significatif
3079	CINDRE	2 - Faible	1- potentiel faible
3081	COLOMBIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3085	COULANDON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3087	COULEUVRE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3088	COURCAIS	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3089	COUTANSOUZE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3090	COUZON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3092	CRESSANGES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3096	DENEUILLE-LES-CHANTELLE	2 - Faible	1- potentiel faible
3097	DENEUILLE-LES-MINES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3099	DEUX CHAISES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3101	DOMERAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3103	LE DONJON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3105	DROITURIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3106	DURDAT-LAREQUILLE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3108	ECHASSIERES	2 - Faible	3-potentiel significatif

N° INSEE	COMMUNES	Zonage sismique	Potentiel radon
3112	ETROUSSAT	2 - Faible	1- potentiel faible
3113	FERRIERES-SUR-SICHON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3115	FLEURIEL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3116	FOURILLES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3117	FRANCHESSE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3121	GENNETINES	2 - Faible	1- potentiel faible
3122	GIPCY	2 - Faible	3-potentiel significatif
3124	GOUISE	2 - Faible	1- potentiel faible
3125	LA GUILLERMIE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3158	HAUT BOCAGE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3128	HURIEL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3129	HYDS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3130	ISLE-ET-BARDAIS	2 - Faible	1- potentiel faible
3131	ISSERPENT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3134	LAFELINE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3135	LALIZOLLE	3 - Modérée	3-potentiel significatif
3136	LAMAIDS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3137	LANGY	2 - Faible	1- potentiel faible
3139	LAPRUGNE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3141	LAVOINE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3142	LENAX	2 - Faible	3-potentiel significatif
3144	LIERNOLLES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3146	LIMOISE	2 - Faible	1- potentiel faible
3147	LODDÉS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3148	LORIGES	2 - Faible	1- potentiel faible
3149	LOUCHY-MONTFAND	2 - Faible	1- potentiel faible
3150	LOUROUX-BOURBONNAIS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3151	LOUROUX-DE-BEAUNE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3152	LOUROUX-DE-BOUBLE	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3155	LURCY-LEVIS	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3156	LUSIGNY	2 - Faible	1- potentiel faible
3157	MAGNET	2 - Faible	1- potentiel faible
3161	MARCILLAT-EN-COMBRAILLE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3162	MARIGNY	2 - Faible	3-potentiel significatif
3164	MAYET-D'ECOLE (LE)	3 - Modérée	1- potentiel faible
3165	LE MAYET-DE-MONTAGNE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3169	MEILLARD	2 - Faible	3-potentiel significatif
3170	MEILLERS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3171	MERCY	2 - Faible	1- potentiel faible
3172	MESPLES	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3174	MOLLES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3175	MONESTIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3177	MONETAY-SUR-LOIRE	2 - Faible	1- potentiel faible
3178	MONTAIGUET-EN-FOREZ	2 - Faible	3-potentiel significatif
3179	MONTAIGU-LE-BLIN	2 - Faible	1- potentiel faible
3180	MONTBEUGNY	2 - Faible	1- potentiel faible
3181	MONTCOMBROUX LES MINES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3183	MONTET (LE)	2 - Faible	3-potentiel significatif
3186	MONTMARCAULT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3187	MONTOLDRE	2 - Faible	1- potentiel faible
3188	MONTORD	2 - Faible	1- potentiel faible
3191	MURAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3192	NADES	3 - Modérée	3-potentiel significatif
3194	NAVES	3 - Modérée	1- potentiel faible
3195	NERIS-LES-BAINS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3196	NEUILLY-EN-DONJON	2 - Faible	1- potentiel faible
3197	NEUILLY-LE-REAL	2 - Faible	1- potentiel faible
3198	NEURE	2 - Faible	1- potentiel faible
3201	NIZEROLLES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3202	NOYANT-D'ALLIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3203	PARAY-LE-FRESIL	2 - Faible	1- potentiel faible
3205	PERIGNY	2 - Faible	1- potentiel faible
3206	LA PETITE-MARCHE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3208	LE PIN	2 - Faible	1- potentiel faible
3209	POEZAT	3 - Modérée	1- potentiel faible
3210	POUZY-MESANGY	2 - Faible	1- potentiel faible
3212	QUINSSAINES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3214	ROCLES	2 - Faible	3-potentiel significatif
3215	RONGERES	2 - Faible	1- potentiel faible
3216	RONNET	2 - Faible	3-potentiel significatif
3217	ST-ANGEL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3218	SAINT-AUBIN-LE-MONIAL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3219	SAINT-BONNET-DE-FOUR	2 - Faible	3-potentiel significatif
3220	ST-BONNET-DE-ROCHEFORT	3 - Modérée	1- potentiel faible
3221	SAINT-BONNET-TRONCAIS	2 - Faible	1- potentiel faible
3222	SAINT-CAPRAIS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3223	SAINT-CHRISTOPHE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3224	SAINT-CLEMENT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3225	ST-DESIRE	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3226	SAINT-DIDIER-EN-DONJON	2 - Faible	1- potentiel faible
3227	ST-DIDIER-LA-FORET	2 - Faible	1- potentiel faible
3228	SAINT-ELOY-D'ALLIER	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3229	SAINT-ENNEMOND	2 - Faible	1- potentiel faible
3230	SAINT-ETIENNE-DE-VICQ	2 - Faible	3-potentiel significatif
3231	SAINT-FARGEOL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3234	SAINT-GERAND-DE-VAUX	2 - Faible	1- potentiel faible
3235	ST-GERAND-LE-PUY	2 - Faible	1- potentiel faible
3238	ST-HILAIRE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3239	SAINT-LEGER-SUR-VOUZANCE	2 - Faible	1- potentiel faible
3240	SAINT-LEON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3244	SAINT-MARCEL-EN-MARCILLAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3243	ST-MARCEL EN MURAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3246	SAINT-MARTINIEU	2 - Faible	3-potentiel significatif
3247	SAINT-MENOUX	2 - Faible	3-potentiel significatif
3248	SAINT-NICOLAS-DES-BIEFS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3249	SAINT-PALAIS	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3250	SAINT-PIERRE-LAVAL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3251	SAINT-PLAISIR	2 - Faible	1- potentiel faible

N° INSEE	COMMUNES	Zonage sismique	Potentiel radon
3252	SAINT-PONT	2 - Faible	1- potentiel faible
3253	SAINT-POURCAIN-SUR-BESBRE	2 - Faible	1- potentiel faible
3255	SAINT-PRIEST-D'ANDELOT	3 - Modérée	3-potentiel significatif
3256	SAINT-PRIEST-EN-MURAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3259	SAINT-SAUVIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3260	SAINT-SORNIN	2 - Faible	3-potentiel significatif
3263	SAINT-VOIR	2 - Faible	1- potentiel faible
3265	SALIGNY-SUR-ROUDON	2 - Faible	3-potentiel significatif
3267	SAULCET	2 - Faible	1- potentiel faible
3269	SAUVAGNY	2 - Faible	3-potentiel significatif
3270	SAZERET	2 - Faible	3-potentiel significatif
3272	SERVILLY	2 - Faible	1- potentiel faible
3273	SEUILLET	2 - Faible	1- potentiel faible
3274	SORBIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3275	SOUVIGNY	2 - Faible	3-potentiel significatif
3276	SUSSAT	3 - Modérée	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3277	TARGET	2 - Faible	1- potentiel faible
3278	TAXAT-SENAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3280	TERJAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3281	LE THEIL	2 - Faible	3-potentiel significatif
3282	THENEUILLE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3283	THIELACOLIN	2 - Faible	1- potentiel faible
3284	THIONNE	2 - Faible	1- potentiel faible
3285	TORTEZAIS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3287	TREBAN	2 - Faible	3-potentiel significatif
3288	TREIGNAT	2 - Faible	3-potentiel significatif
3289	TRETEAU	2 - Faible	1- potentiel faible
3291	TREZELLES	2 - Faible	1- potentiel faible
3292	TRONGET	2 - Faible	3-potentiel significatif
3294	USSEL-D'ALLIER	2 - Faible	1- potentiel faible
3295	VALIGNAT	3 - Modérée	1- potentiel faible
3296	VALIGNY	2 - Faible	1- potentiel faible
3299	VARENNES SUR TECHE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3300	VAUMAS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3302	VEAUCE	3 - Modérée	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3303	VENAS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3304	VENDAT	2 - Faible	1- potentiel faible
3305	VERNEIX	2 - Faible	3-potentiel significatif
3307	VERNEUIL-EN-BOURBONNAIS	2 - Faible	3-potentiel significatif
3308	VERNUSSE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3311	VICQ	3 - Modérée	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3312	VIEURE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3313	LE VILHAIN	2 - Faible	3-potentiel significatif
3315	VILLEFRANCHE D'ALLIER	2 - Faible	3-potentiel significatif
3317	VIPLAIX	2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3319	VOUSSAC	2 - Faible	3-potentiel significatif
3320	YGRANDE	2 - Faible	3-potentiel significatif
3321	YZEURE	2 - Faible	1- potentiel faible



PRÉFÈTE DE L'ALLIER

Direction départementale des territoires
Service aménagement et urbanisme durable des territoires

Bureau : Prévention des Risques

N° 1788/2019

ARRÊTÉ
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques
naturels et technologiques majeurs

La préfète de l'Allier,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L271-4, L271-5 et R111-38 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L125-5, R125-10, R125-23 à R125-27, R563-2 à R563-7 et D563-8-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 08 décembre 2017 portant nomination de la préfète de l'Allier Mme LECAILLON Marie-Françoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3091/2018 du 17 octobre 2018 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondation de la rivière Allier sur le territoire de l'agglomération vichyssoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1044/2019 du 04 avril 2019 portant approbation de la révision générale du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondation du fleuve Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018/3549 bis du 13 décembre 2018 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondation des ruisseaux affluents de l'Allier sur le territoire de l'agglomération vichyssoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1031/2019 du 03 avril 2019 prescrivant la révision du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondation du Cher sur le territoire de l'agglomération montluçonnaise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1408-2019 du 06 juin 2019 portant délégation de signature de madame la préfète à monsieur Yves BOSSUYT, sous-préfet, directeur de cabinet ;

Considérant l'obligation faite aux vendeurs et aux bailleurs de biens immobiliers d'informer leurs acquéreurs et locataires des risques majeurs auxquels sont exposés leurs biens ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'obligation d'information prévue aux I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes du département de l'Allier (annexe 1 du présent arrêté).

Article 2 : Tous les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier communal d'informations annexé à l'arrêté préfectoral relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur la commune. Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en préfecture, sous-préfectures et mairies concernées.

Article 3 : Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article [L. 125-2](#) ou de l'article [L. 128-2](#) du code des assurances (assurance des risques de catastrophes naturelles et technologiques), le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente. Pour satisfaire à cette obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement, les arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sont consultables en préfecture, sous-préfectures et mairies concernées, ainsi que sur le site www.georisques.gouv.fr.

Article 4 : La liste annexée au présent arrêté ainsi que les arrêtés relatifs à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur la commune seront mis à jour en fonction de l'évolution de la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 1102/19 du 11 avril 2019 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est abrogé.

Article 6 : Une copie du présent arrêté avec la liste des communes visée à l'article 1 est adressée aux maires des communes intéressées et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Allier.

Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal *La Montagne*.

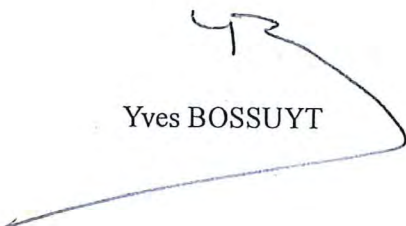
Le présent arrêté sera mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans l'Allier www.allier.gouv.fr, rubrique Politiques publiques / Aménagement du territoire, construction.

Il en sera de même à chaque mise à jour ou complément.

Article 7 : La secrétaire générale, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, les chefs des services régionaux et départementaux et les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le **25 JUL. 2019**

Pour la préfète et par délégation,
le sous-préfet, directeur de cabinet



Yves BOSSUYT

Annexe n° 1 à l'arrêté préfectoral n° 1788/2019 en date du 25 juillet 2019
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs

Mise à jour le 25 juillet 2019

Liste des communes visées à l'article 1

N° INSEE	COMMUNES	PPR naturel prescrit	PPR naturel approuvé	PPR Technologique prescrit	PPR technologique approuvé	Zonage sismique	Potentiel radon
3001	ABREST		I - RGA			2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3002	AGONGES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3003	AINAY-LE-CHATEAU					2 - Faible	1- potentiel faible
3004	ANDELAROCHE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3005	ARCHIGNAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3006	ARFEUILLES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3007	ARPHEUILLES-SAINT-PRIEST					2 - Faible	3-potentiel significatif
3008	ARRONNES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3009	AUBIGNY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3010	AUDES		I			2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3011	AUROUER					2 - Faible	1- potentiel faible
3012	AUTRY-ISSARDS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3013	AVERMES		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3014	AVRILLY		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3015	BAGNEUX		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3016	BARBERIER					2 - Faible	1- potentiel faible
3017	BARRAIS-BUSSOLLES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3018	BAYET					2 - Faible	1- potentiel faible
3019	BEAULON		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3020	BEAUNE-D'ALLIER					2 - Faible	3-potentiel significatif
3021	BEGUES					3 - Modérée	3-potentiel significatif
3022	BELLENAVES					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3023	BELLERIVE/ALLIER	I	I - RGA			2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3024	BERT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3025	BESSAY/ALLIER		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3026	BESSON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3027	BEZENET		Mines			2 - Faible	3-potentiel significatif
3028	BILLEZOIS					2 - Faible	1- potentiel faible
3029	BILLY		I - RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3030	BIOZAT		RGA			3 - Modérée	1- potentiel faible
3031	BIZENEUILLE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3032	BLOMARD					2 - Faible	3-potentiel significatif
3033	BOST					2 - Faible	3-potentiel significatif
3034	BOUCE					2 - Faible	1- potentiel faible
3035	LE BOUCHAUD					2 - Faible	1- potentiel faible
3036	BOURBON-L'ARCHAMBAULT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3037	BRAIZE					2 - Faible	1- potentiel faible
3038	BRANSAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3039	BRESNAY					2 - Faible	3-potentiel significatif
3040	BRESSOLLES		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3041	LE BRETHON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3042	LE BREUIL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3043	BROUT-VERNET					2 - Faible	1- potentiel faible
3044	BRUGHEAS		RGA			3 - Modérée	1- potentiel faible
3045	BUSSET					2 - Faible	3-potentiel significatif
3046	BUXIERES-LES-MINES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3047	LA CELLE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3048	CERILLY					2 - Faible	3-potentiel significatif
3049	CESSET					2 - Faible	3-potentiel significatif
3050	LA CHABANNE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3051	CHAMBERAT					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3052	CHAMBLET					2 - Faible	3-potentiel significatif
3053	CHANTELLE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3054	CHAPEAU					2 - Faible	1- potentiel faible
3055	CHAPELAUDE (LA)					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3056	LA CHAPELLE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3057	LA CHAPELLE-AUX-CHASSES					2 - Faible	1- potentiel faible
3058	CHAPPES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3059	CHAREIL-CINTRAT					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3060	CHARMEIL		I - RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3061	CHARMES					3 - Modérée	1- potentiel faible
3062	CHARROUX					3 - Modérée	3-potentiel significatif
3063	CHASSENARD		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3064	CHATEAU/ALLIER		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3065	CHATEL-DE-NEUVRE		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3066	CHATEL-MONTAGNE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3067	CHATELPERRON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3068	CHATELUS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3069	CHATILLON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3070	CHAVENON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3071	CHAVROCHES					2 - Faible	1- potentiel faible
3072	CHAZEMAIS					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3073	CHEMILLY		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3074	CHEVAGNES					2 - Faible	1- potentiel faible
3075	CHEZELLE					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers

N° INSEE	COMMUNES	PPR naturel prescrit	PPR naturel approuvé	PPR Technologique prescrit	PPR technologique approuvé	Zonage sismique	Potentiel radon
3076	CHEZY					2 - Faible	1- potentiel faible
3077	CHIRAT-L'EGLISE					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3078	CHOUVIGNY					3 - Modérée	3-potentiel significatif
3079	CINDRE					2 - Faible	1- potentiel faible
3080	COGNAT-LYONNE		RGA			3 - Modérée	1- potentiel faible
3081	COLOMBIER					2 - Faible	3-potentiel significatif
3082	COMMENTRY				T	2 - Faible	3-potentiel significatif
3083	CONTIGNY		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3084	COSNE-D'ALLIER		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3085	COULANDON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3086	COULANGES		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3087	COULEUVRE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3088	COURCAIS					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3089	COUTANSOUZE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3090	COUZON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3091	CRECHY		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3092	CRESSANGES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3093	CREUZIER-LE-NEUF		RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3094	CREUZIER-LE-VIEUX		I - RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3095	CUSSET	I	I - RGA			2 - Faible	3-potentiel significatif
3096	DENEUILLE-LES-CHANTELLE					2 - Faible	1- potentiel faible
3097	DENEUILLE-LES-MINES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3098	DESERTINES	I	I		T	2 - Faible	1- potentiel faible
3099	DEUX CHAISES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3100	DIOU		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3101	DOMERAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3102	DOMPIERRE/BESBRE		I - RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3103	LE DONJON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3104	DOYET		Mines			2 - Faible	3-potentiel significatif
3105	DROITURIER					2 - Faible	3-potentiel significatif
3106	DURDAT-LAREQUILLE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3107	EBREUIL		I			3 - Modérée	3-potentiel significatif
3108	ECHASSIERES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3109	ESCUROLLES		RGA			3 - Modérée	1- potentiel faible
3110	ESPINASSE-VOZELLE		RGA			3 - Modérée	1- potentiel faible
3111	ESTIVAREILLES		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3112	ETROUSSAT					2 - Faible	1- potentiel faible
3113	FERRIERES-SUR-SICHON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3114	FERTE-HAUTERIVE (LA)		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3115	FLEURIEL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3116	FOURILLES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3117	FRANCHESSE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3118	GANNAT		RGA			3 - Modérée	3-potentiel significatif
3119	GANNAY/LOIRE		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3120	GARNAT/ENGIEVRE		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3121	GENNETINES					2 - Faible	1- potentiel faible
3122	GIPCY					2 - Faible	3-potentiel significatif
3124	GOUISE					2 - Faible	1- potentiel faible
3125	LA GUILLERMIE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3128	HAUT BOCAGE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3126	HAUTERIVE		I			2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3127	HERISSON		I - MVT			2 - Faible	3-potentiel significatif
3128	HURIEL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3129	HYDS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3130	ISLE-ET-BARDAIS					2 - Faible	1- potentiel faible
3131	ISSERPENT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3132	JALIGNY		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3133	JENZAT		I-RGA			3 - Modérée	3-potentiel significatif
3134	LAFELINE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3135	LALIZOLLE					3 - Modérée	3-potentiel significatif
3136	LAMAIDS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3137	LANGY					2 - Faible	1- potentiel faible
3138	LAPALISSE		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3139	LAPRUGNE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3140	LAVAUT-STE-ANNE	I	I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3141	LAVOINE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3142	LENAX					2 - Faible	3-potentiel significatif
3143	L'ETELON		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3144	LIERNOLLES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3145	LIGNEROLLES		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3146	LIMOISE					2 - Faible	1- potentiel faible
3147	LODDES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3148	LORIGES					2 - Faible	1- potentiel faible
3149	LOUCHY-MONTFAND					2 - Faible	1- potentiel faible
3150	LOUROUX-BOURBONNAIS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3151	LOUROUX-DE-BEAUNE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3152	LOUROUX-DE-BOUBLE					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3154	LUNEAU		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3155	LURCY-LEVIS					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3156	LUSIGNY					2 - Faible	1- potentiel faible
3157	MAGNET					2 - Faible	1- potentiel faible
3159	MALICORNE				T	2 - Faible	3-potentiel significatif
3160	MARCENAT		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3161	MARCILLAT-EN-COMBRAILLE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3162	MARIGNY					2 - Faible	3-potentiel significatif
3163	MARIOL	I	I			3 - Modérée	3-potentiel significatif
3164	MAYET-D'ECOLE (LE)					3 - Modérée	1- potentiel faible
3165	LE MAYET-DE-MONTAGNE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3166	MAZERIER		RGA			3 - Modérée	3-potentiel significatif
3167	MAZIRAT		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3168	MEAULNE-VITRAY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3169	MEILLARD					2 - Faible	3-potentiel significatif
3170	MEILLERS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3171	MERCY					2 - Faible	1- potentiel faible
3172	MESPLES					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3173	MOLINET		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3174	MOLLES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3175	MONESTIER					2 - Faible	3-potentiel significatif

N° INSEE	COMMUNES	PPR naturel prescrit	PPR naturel approuvé	PPR Technologique prescrit	PPR technologique approuvé	Zonage sismique	Potentiel radon
3176	MONETAY/ALLIER		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3177	MONETAY-SUR-LOIRE					2 - Faible	1- potentiel faible
3178	MONTAIGUET-EN-FOREZ					2 - Faible	3-potentiel significatif
3179	MONTAIGU-LE-BLIN					2 - Faible	1- potentiel faible
3180	MONTBEUGNY					2 - Faible	1- potentiel faible
3181	MONTCOMBROUX LES MINES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3182	MONTEIGNET/ANDELOT		RGA			3 - Modérée	1- potentiel faible
3183	MONTET (LE)					2 - Faible	3-potentiel significatif
3184	MONTILLY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3185	MONTLUCON		I		T	2 - Faible	3-potentiel significatif
3186	MONTMARAUULT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3187	MONTOLDRE					2 - Faible	1- potentiel faible
3188	MONTORD					2 - Faible	1- potentiel faible
3189	MONTVICQ		Mines			2 - Faible	3-potentiel significatif
3190	MOULINS		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3191	MURAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3192	NADES					3 - Modérée	3-potentiel significatif
3193	NASSIGNY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3194	NAVES					3 - Modérée	1- potentiel faible
3195	NERIS-LES-BAINS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3196	NEUILLY-EN-DONJON					2 - Faible	1- potentiel faible
3197	NEUILLY-LE-REAL					2 - Faible	1- potentiel faible
3198	NEURE					2 - Faible	1- potentiel faible
3200	NEUVY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3201	NIZEROLLES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3202	NOYANT-D'ALLIER					2 - Faible	3-potentiel significatif
3203	PARAY-LE-FRESIL					2 - Faible	1- potentiel faible
3204	PARAY-SOUS-BRIAILLES		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3205	PERIGNY					2 - Faible	1- potentiel faible
3206	LA PETITE-MARCHE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3207	PIERREFITTE/LOIRE		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3208	LE PIN					2 - Faible	1- potentiel faible
3209	POEZAT					3 - Modérée	1- potentiel faible
3210	POUZY-MESANGY					2 - Faible	1- potentiel faible
3211	PREMIHAT	I				2 - Faible	3-potentiel significatif
3212	QUINSSAINES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3213	REUGNY		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3214	ROCLES					2 - Faible	3-potentiel significatif
3215	RONGERES					2 - Faible	1- potentiel faible
3216	RONNET					2 - Faible	3-potentiel significatif
3217	ST-ANGEL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3218	SAINT-AUBIN-LE-MONIAL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3219	SAINT-BONNET-DE-FOUR					2 - Faible	3-potentiel significatif
3220	ST-BONNET-DE-ROCHEFORT					3 - Modérée	1- potentiel faible
3221	SAINT-BONNET-TRONCAIS					2 - Faible	1- potentiel faible
3222	SAINT-CAPRAIS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3223	SAINT-CHRISTOPHE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3224	SAINT-CLEMENT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3225	ST-DESIRE					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3226	SAINT-DIDIER-EN-DONJON					2 - Faible	1- potentiel faible
3227	ST-DIDIER-LA-FORET					2 - Faible	1- potentiel faible
3228	SAINT-ELOY-D'ALLIER					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3229	SAINT-ENNE-MOND					2 - Faible	1- potentiel faible
3230	SAINT-ETIENNE-DE-VICQ					2 - Faible	3-potentiel significatif
3231	SAINT-FARGEOL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3232	ST FELIX		RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3233	ST-GENEST		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3234	SAINT-GERAND-DE-VAUX					2 - Faible	1- potentiel faible
3235	ST-GERAND-LE-PUY					2 - Faible	1- potentiel faible
3237	ST-GERMAIN-DE-SALLES		I			3 - Modérée	3-potentiel significatif
3236	ST-GERMAIN-DES-FOSSES	I	I - RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3238	ST-HILAIRE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3239	SAINT-LEGER-SUR-VOUZANCE					2 - Faible	1- potentiel faible
3240	SAINT-LEON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3241	ST-LEOPARDIN-D'AUGY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3242	ST-LOUP		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3244	SAINT-MARCEL-EN-MARCILLAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3243	ST-MARCEL EN MURAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3245	ST-MARTIN-DES-LAIS		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3246	SAINT-MARTINEN					2 - Faible	3-potentiel significatif
3247	SAINT-MENOUX					2 - Faible	3-potentiel significatif
3248	SAINT-NICOLAS-DES-BIEFS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3249	SAINT-PALAIS					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3250	SAINT-PIERRE-LAVAL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3251	SAINT-PLAISIR					2 - Faible	1- potentiel faible
3252	SAINT-PONT					2 - Faible	1- potentiel faible
3253	SAINT-POURCAIN-SUR-BESBRE					2 - Faible	1- potentiel faible
3254	ST-POURCAIN/SIOULE		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3255	SAINT-PRIEST-D'ANDELOT					3 - Modérée	3-potentiel significatif
3256	SAINT-PRIEST-EN-MURAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3257	ST-PRIX		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3258	ST-REMY-EN-ROLLAT		I - RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3259	SAINT-SAUVIER					2 - Faible	3-potentiel significatif
3260	SAINT-SORNIN					2 - Faible	3-potentiel significatif
3261	STE-THERENCE		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3262	ST-VICTOR	I	I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3263	SAINT-VOIR					2 - Faible	1- potentiel faible
3264	ST-YORRE	I	I - RGA			2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3265	SALIGNY-SUR-ROUDON					2 - Faible	3-potentiel significatif
3266	SANSSAT		RGA			2 - Faible	1- potentiel faible
3267	SAULCET					2 - Faible	1- potentiel faible
3268	SAULZET		RGA			3 - Modérée	3-potentiel significatif
3269	SAUVAGNY					2 - Faible	3-potentiel significatif
3270	SAZERET					2 - Faible	3-potentiel significatif
3271	SERBANNES		RGA			3 - Modérée	1- potentiel faible
3272	SERVILLY					2 - Faible	1- potentiel faible
3273	SEUILLET					2 - Faible	1- potentiel faible
3274	SORBIER					2 - Faible	3-potentiel significatif
3275	SOUVIGNY					2 - Faible	3-potentiel significatif

N° INSEE	COMMUNES	PPR naturel prescrit	PPR naturel approuvé	PPR Technologique prescrit	PPR technologique approuvé	Zonage sismique	Potentiel radon
3276	SUSSAT					3 - Modérée	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3277	TARGET					2 - Faible	1- potentiel faible
3278	TAXAT-SENAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3279	TEILLET-ARGENTY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3280	TERJAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3281	LE THEIL					2 - Faible	3-potentiel significatif
3282	THENEUILLE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3283	THIEL/ACOLIN					2 - Faible	1- potentiel faible
3284	THIONNE					2 - Faible	1- potentiel faible
3285	TORTEZAIS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3286	TOULON/ALLIER		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3287	TREBAN					2 - Faible	3-potentiel significatif
3288	TREIGNAT					2 - Faible	3-potentiel significatif
3289	TRETEAU					2 - Faible	1- potentiel faible
3290	TREVOL		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3291	TREZELLES					2 - Faible	1- potentiel faible
3292	TRONGET					2 - Faible	3-potentiel significatif
3293	URCAY		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3294	USSEL-D'ALLIER					2 - Faible	1- potentiel faible
3295	VALIGNAT					3 - Modérée	1- potentiel faible
3296	VALIGNY					2 - Faible	1- potentiel faible
3297	VALLON-EN-SULLY		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3298	VARENNES/ALLIER		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3299	VARENNES-SUR-TECHE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3300	VAUMAS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3301	VAUX		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3302	VEAUCE					3 - Modérée	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3303	VENAS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3304	VENDAT					2 - Faible	1- potentiel faible
3305	VERNEIX					2 - Faible	3-potentiel significatif
3306	VERNET (LE)	I	RGA			2 - Faible	3-potentiel significatif
3307	VERNEUIL-EN-BOURBONNAIS					2 - Faible	3-potentiel significatif
3308	VERNUSSE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3309	VEURDRE (LE)		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3310	VICHY	I	I - RGA			2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3311	VICQ					3 - Modérée	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3312	VIEURE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3313	LE VILHAIN					2 - Faible	3-potentiel significatif
3314	VILLEBRET		I			2 - Faible	3-potentiel significatif
3315	VILLEFRANCHE D'ALLIER					2 - Faible	3-potentiel significatif
3316	VILLENEUVE/ALLIER		I			2 - Faible	1- potentiel faible
3317	VIPLAIX					2 - Faible	2- potentiel faible sauf cas particuliers
3319	VOUSSAC					2 - Faible	3-potentiel significatif
3320	YGRANDE					2 - Faible	3-potentiel significatif
3321	YZEURE					2 - Faible	1- potentiel faible

PPR Plan de prévention des risques ou assimilé
 I Inondation
 RGA Retrait-Gonflement des Argiles
 MVT Mouvement de Terrain
 T Risque Technologique
 Mines Risques miniers

Annexe 4

Etat des lieux

☒ Entrant

☐ Sortant

LE BÉNÉFICIAIRE		L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS	
Représenté par (nom / prénom) :		Représenté par (nom / prénom) :	
En qualité de :		En qualité de :	

Forêt	ASSISE		
Parcelle(s) forestière(s)	25, 27, 28, 35		
Commune	LAPRUGNE		
Références cadastrales	Section	Parcelle(s)	Lieu-dit
	A	61, 66, 109, 108, 145	La Loge des Gardes
Référence de l'acte	CSS_8355_D_ASSISE_004		

1 – DESCRIPTION DU TERRAIN MIS A DISPOSITION

Surface du terrain mis à disposition	
--------------------------------------	--

Périmètre exact avec délimitation précise des limites O/N/S/E :

Peuplement forestier	
Sol	
Eau	
Autres	

2 – ÉQUIPEMENTS PRÉSENTS SUR LE TERRAIN MIS A DISPOSITION

(captage, ligne électrique, stèle, bancs, etc.)

Type d'équipement	Dimensions	État général

3 – ACCÈS AU TERRAIN MIS A DISPOSITION

Nom du chemin

Bon état général au vu de
l'utilisation qui est faite de la
voie

☐ oui

☐ non

Si **non**, préciser :

4 – AUTRES ÉLÉMENTS UTILES À L'APPRÉCIATION DES LIEUX

Précisez :

5 – DÉCISION DE REMISE EN ÉTAT

Pour l'état des lieux **sortant**, précisez les modalités de remise en état :

Le présent état des lieux est établi contradictoirement entre le représentant de l'ONF et le représentant du bénéficiaire qui le reconnaissent exact. Il est dressé en deux exemplaires, dont un annexé à la convention et l'autre pour le bénéficiaire.

À, le

SIGNATURES

Pour le bénéficiaire,

Pour l'ONF,

PHOTOS DU SITE *(facultatif)*



PROCÈS-VERBAL DE CONSTAT



SELARL MSM HUISSIERS & ASSOCIES ST-ETIENNE

C. SALICHON • A. MATHIEU • R. GIRONDEL

SELARL TITULAIRE D'UN OFFICE D'HUISSIER DE JUSTICE

PROCES-VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ ET LE NEUF AVRIL

A LA REQUÊTE DE :

L'E.P.I.C. OFFICE NATIONAL DES FORÊTS, Etablissement public à caractère industriel et commercial immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de CRETEIL (Val-de-Marne) sous le numéro 662 043 116, dont le siège social est situé à MAISONS-ALFORT (Val-de-Marne), 2 bis avenue du Général Leclerc, représentée par son Directeur général en exercice, prise en son établissement secondaire situé à BRUGES (Gironde), 9 avenue Raymond Manaud ;

Prise en la personne de Madame Sophie LOSSOUAM, Gestionnaire Pôle Valorisation du Patrimoine ;

LAQUELLE M'EXPOSE :

L'OFFICE NATIONAL DES FORETS est propriétaire de la station de sports d'hiver et parc de loisirs d'été « LA LOGE DES GARDES » située à LAPRUGNE (Allier), route départementale 182.

La station est actuellement gérée par la société L.D.G. GLISSE, dirigée par Monsieur CHEVRIER, dans le cadre d'un bail signé avec la requérante.

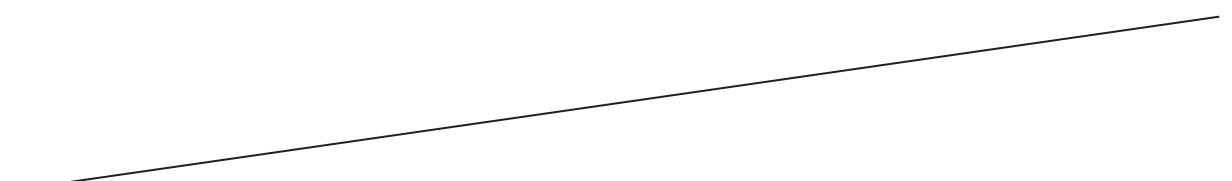
La société L.D.G. GLISSE a dénoncé ce bail et nous souhaitons qu'un Commissaire de justice inventorie les équipements temporaires et activités présents sur le site et constate l'état des trois bâtiments existants avant que nous lancions un appel d'offre pour la reprise de l'exploitation des lieux.

Que dans ce contexte, elle me requière pour la défense des droits et la sauvegarde des intérêts de l'E.P.I.C. OFFICE NATIONAL DES FORÊTS.

EN CONSEQUENCE, DEFERANT A CETTE REQUISITION :

Je, Maître Romain GIRONDEL, Commissaire de justice associé au sein de la S.E.L.A.R.L. MSM HUISSIERS & ASSOCIES ST ETIENNE, C. SALICHON – A. MATHIEU – R. GIRONDEL, titulaire d'un Office de Commissaire de justice à SAINT-ETIENNE (Loire), y demeurant 10 rue Jacques Desgeorges, soussigné ;

CERTIFIE M'ÊTRE EXPRES TRANSPORTE ce jour, le 09.04.2025, sur la commune de LAPRUGNE (Loire), route départementale 82, et plus particulièrement à la station de « La Loge des Gardes » ;



Où là étant, en présence de :

- **Monsieur Sylvain HERMER**, Technicien local de l'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS ;
- **Monsieur Nicolas ROUGERT**, représentant le locataire, la société L.D.G. GLISSE ;

J'ai effectué les constatations suivantes :

REMARQUE LIMINAIRE : le site n'est pas alimenté en électricité lors de mes constatations.

- **Monsieur HERMER me remet un plan du site qui demeurera annexé au présent Procès-verbal de constat.**

Nous pénétrons sur le site depuis la route départementale n°82 (**PHOTOGRAPHIE N°1**).

<u>AMENAGEMENTS / ACTIVITES EXTERIEURS :</u>

Nous nous dirigeons d'abord vers la piste de luge (**PHOTOGRAPHIE N°2**).

Là étant, je constate la présence d'une piste en herbe (**PHOTOGRAPHIES N°3 A 5**).

Le long de cette piste, je constate la présence de l'ancienne remontée du « BOB LUGE » à l'état d'abandon (**PHOTOGRAPHIES N°6 ET 7**).

Au pied de cette remontée, je constate la présence de plusieurs morceaux démontés de la piste de « BOB LUGE », ainsi que la cabine de départ en bois. Le tout est vétuste (**PHOTOGRAPHIES N°8 A 12**).

Je relève que plusieurs morceaux de cette piste de « BOB LUGE » sont disséminés sur le sol, autour de la piste de luge (**PHOTOGRAPHIES N°13 ET 14**).

Au sommet de la piste de luge, je constate la présence d'un captage d'eau (**PHOTOGRAPHIES N°15 ET 16**).

Au sommet de cette piste de luge, je constate qu'une portion de la piste de « BOB LUGE » est en place (**PHOTOGRAPHIES N°17 ET 18**).

Au sommet de cette piste de luge, je constate la présence d'une portion de la « GRANDE TYROLIENNE » (**PHOTOGRAPHIE N°19 ET 20**). Sur le tronc d'un arbre, je relève la présence de déchets dans les fixations de cette tyrolienne (**PHOTOGRAPHIES N°21 A 23**).

Toujours au sommet de cette piste de luge, je constate la présence d'une portion de la piste bleue de trottinette (**PHOTOGRAPHIE N°24**). Sur cette portion, je constate que des fixations métalliques anguleuses de modules jonchent le sol (**PHOTOGRAPHIES N°25 A 29 + 32 A 34**). Je constate également la présence de plusieurs modules en bois sur cette piste (**PHOTOGRAPHIES N°30 ET 31 + 35**).

Nous remontons ensuite la piste bleue de trottinette susvisée.

Le long de cette piste, je constate la présence d'un réservoir d'eau dont le bâti est à l'état d'usage et qui est entièrement clôturé (**PHOTOGRAPHIES N°36 A 40**).

Nous remontons ensuite la piste bleue de trottinette susvisée ainsi que la grande tyrolienne susvisées (**PHOTOGRAPHIES N°41 A 45**).

Nous croisons ensuite la piste de ski de la Source (**PHOTOGRAPHIE N°46**) que nous remontons jusqu'à son sommet. Le long de cette piste, je constate la présence d'un télésiège (**PHOTOGRAPHIES N°47 A 52**).

Le long de cette piste, je constate également que la grande tyrolienne susvisée se poursuit (**PHOTOGRAPHIE N°53 A 55**).

Au sommet de la piste de la Source, je constate la présence de la zone d'arrivée du télésiège. Cette zone est électrifiée (**PHOTOGRAPHIE N°56 + 60 A 62**).

En amont de cette arrivée, sur la parcelle voisine également gérée par la requérante, je constate la présence du contrepoids du télésiège susvisé (**PHOTOGRAPHIES N°57 A 59**).

Depuis le sommet de la piste du Milieu je constate la présence d'un balisage sur la piste rouge de trottinette (**PHOTOGRAPHIES N°63 ET 64**).

Au sommet du grand télésiège (**PHOTOGRAPHIES N°65 ET 66**), je constate la présence d'un contrepoids (**PHOTOGRAPHIES N°67 A 69**).

Depuis le sommet de la piste de ski, je constate la présence du départ balisé de la piste trottinette verte (**PHOTOGRAPHIES N°70 ET 71**).

Nous nous rendons ensuite au sommet de la piste du Milieu (**PHOTOGRAPHIE N°72**).

Là étant, je constate la présence d'un télésiège équipé d'un contrepoids (**PHOTOGRAPHIES N°73 ET 74**). La zone d'arrivée du télésiège est électrifiée (**PHOTOGRAPHIES N°75 ET 76**).

Nous redescendons ensuite cette piste (**PHOTOGRAPHIES N°77 ET 78**) jusqu'au sommet de l'activité « TUBBY EXTREM » (**PHOTOGRAPHIES N°79 A 81**).

Depuis la base de départ de cette activité, je constate la présence de rails en bois descendant jusqu'au pied de la piste de ski (**PHOTOGRAPHIES N°82 A 85**).

Parallèlement à cette descente, je constate la présence de la descente de « BOB LUGE » totalement hors d'usage et partiellement démontée, susvisée (**PHOTOGRAPHIES N°86 A 89**).

Au-dessus du bâtiment principal, au pied de la piste du Milieu, je constate la présence de l'activité « TOUR DE SAUT » (**PHOTOGRAPHIES N°90 A 94**).

A proximité immédiate de cette activité, je constate la présence d'une autre activité entièrement clôturée comprenant différents modules et intitulée « PARCOURS OUISTITI » (**PHOTOGRAPHIES N°95 A 105**).

Le long de l'allée principale de la station, je constate la présence d'une activité « SKYDIVE » (**PHOTOGRAPHIES N°106 A 109**).

Dans le prolongement de ce « SKYDIVE », je constate la présence d'une activité intitulée « TUBBING » comprenant une base de départ en bois ainsi que 3 pistes balisées, un tapis de remontée électrifié ainsi qu'une liaison balisée au sommet des 3 pistes susvisées (**PHOTOGRAPHIES N°110 A 122**).

Nous retournons ensuite vers l'entrée de la station (**PHOTOGRAPHIE N°123**).

Là étant, je constate la présence d'une aire de pique-nique composée de 4 tables et 8 bancs en bois (**PHOTOGRAPHIES N°124 ET 125**).

Dans le prolongement de cette aire, je constate la présence d'un petit cabanon en bois avec une petite terrasse abritant une école de ski (**PHOTOGRAPHIES N°126 A 131**).

Dans le prolongement de ce cabanon, je constate la présence d'un totem en bois indiquant le plan des pistes de la station (**PHOTOGRAPHIE N°132**).

Dans le prolongement de ce totem, je constate la présence d'un grand cabanon en bois avec une grande terrasse pourvue de 5 tables de pique-nique et 10 bancs en bois (**PHOTOGRAPHIES N°133 A 140**) *Monsieur ROUGERT me déclare qu'il s'agit du cabanon faisant office de billetterie et d'espace de restauration pour la station.*

Depuis l'allée principale de la station, je constate la présence d'une « petite tyrolienne » (**PHOTOGRAPHIES N°141 A 144**).

Toujours depuis l'allée principale de la station, je constate la présence de l'activité « PARC ATERISK » entièrement clôturé (**PHOTOGRAPHIES N°145 A 151**).

En contrebas de l'allée principale de la station, je constate la présence de l'activité « TOBOGAN AERIEN » constituée de filets (**PHOTOGRAPHIES N°152 A 154**).

A proximité de ce toboggan, je constate la présence d'une activité intitulée « QUAD VERT ». Je constate que de nombreux pneus usés jonchent le sol (**PHOTOGRAPHIES N°155 A 160**).

Nous nous rendons ensuite à l'extrémité Nord-Ouest de la station. Là étant, je constate la présence d'une portion de piste noire menant jusqu'à la route départementale 182 (**PHOTOGRAPHIE N°161 ET 162**).

BATIMENTS :

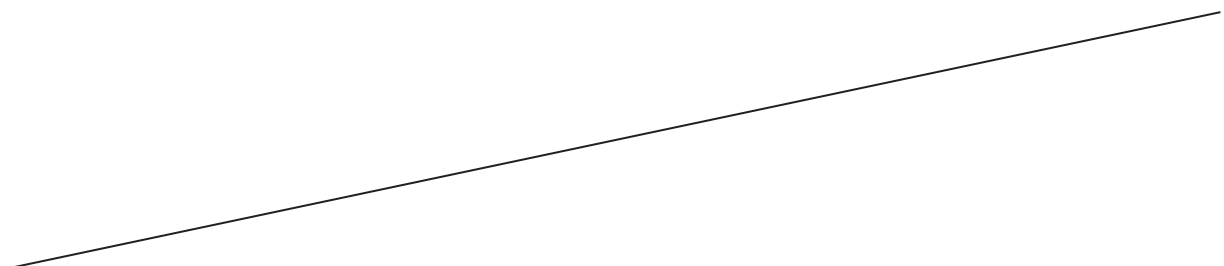
PHOTOGRAPHIES N°163 A 186 : HANGAR / ATELIER (BATIMENT N°3) :

Je constate que les façades extérieures en bois du hangar sont en mauvais état. La toiture est jonchée de branches d'arbres dont l'une a transpercé la toiture (**PHOTOGRAPHIES N°167 + 184 ET 185**).

Je constate la présence de nombreux débris tout autour de ce bâtiment, et notamment des morceaux de la piste de luge susvisée.

A l'intérieur de ce bâtiment, le sol et les murs sont à l'état d'usage.

Je constate la présence d'un atelier à l'état d'usage.



PHOTOGRAPHIES N°187 A 230 : PETIT CHALET (BATIMENT N°2) :

Je constate que les façades extérieures de ce bâtiment érigé sur deux niveaux sont en mauvais état général.

Plusieurs vitrages sont cassés.

Je constate qu'une épave de camionnette est stationnée au pied de ce bâtiment.

La terrasse en bois est en mauvais état, plusieurs détritits.

NIVEAU 1 :

L'intérieur du chalet est en mauvais état général. Plusieurs traces de dégradations.

Le sol, les murs et le plafond sont vétustes.

Plusieurs fenêtres et portes fenêtres sont à l'état neuf.

Le coin cuisine est totalement hors d'usage.

La salle d'eau est totalement hors d'usage. Le lavabo est cassé. La douche est vétuste.

WC sales. Chasse d'eau sous réserve de bon fonctionnement.

Présence d'un ballon d'eau chaude sous réserve de bon fonctionnement.

NIVEAU 0 :

Je constate la présence de matériel nécessaires aux différentes activités susvisées (casques, bouées, trottinettes...) ainsi que la présence d'un atelier.

Un mur est totalement éventré.

Un mur présente d'importantes fissures.

Plusieurs vitrages sont fissurés.

Le tout est en mauvais état général, voire vétuste.

PHOTOGRAPHIES N°231 A 323 : GRAND CHALET (BATIMENT N°1) :

Je constate que les façades extérieures, les barrières et la grande terrasse couverte de ce grand chalet sont à l'état d'usage.

Je constate la présence de détritits autour de ce bâtiment.

NIVEAU 0 :

Je constate la présence d'une zone de stockage totalement encombrée de détritits et de morceaux de plaques de fibrociment.

Je constate la présence de renfort en bois permettant de soutenir la grande terrasse susvisée.

Je constate également la présence d'une zone de location de ski (**PHOTOGRAPHIES N°249 ET SUIVANTES**).

Le sol, les murs et le plafond sont à l'état d'usage avancé.

Les vitrages sont à l'état d'usage avancé.

Présence de WC sales. Chasse d'eau sous réserve de bon fonctionnement.

Grande zone de stockage de skis, snowboards, chaussures de ski/snowboard. Le plafond est hors d'usage.

NIVEAU 1 (PHOTOGRAPHIES N°274 ET SUIVANTES) :

Je constate que le sol est hors d'usage.

Le lambris des murs et du plafond est à l'état d'usage avancé.

Les papiers peints des chambres sont hors d'usage. Importantes infiltrations dans une chambre, autour d'une bouche d'aération (**PHOTOGRAPHIE N°286**).

Le séjour est encombré de différents modules servant aux activités extérieures susvisées. Présence d'une grande cheminée sous réserve de bon fonctionnement.

La cuisine est hors d'usage. Importantes traces de moisissures sur un mur. Hors aspirante totalement hors d'usage.

WC à l'état d'usage. Chasse d'eau sous réserve de bon fonctionnement. La bouche d'aération n'est pas fixée au plafond.

La salle de bains est vétuste.

NIVEAU 2 (PHOTOGRAPHIES N°305 A 321) :

Je constate que ce niveau est partiellement aménagé. Plusieurs murs sont recouverts de plaques de placo.

Les papiers peints sont hors d'usage.

La salle d'eau est hors d'usage. Présence d'un grand ballon d'eau chaude sous réserve de bon fonctionnement.

Une cabine de douche à l'état d'usage avancé.

WC sale. Chasse d'eau sous réserve de bon fonctionnement.



Mes constatations étant terminées, je me suis retiré pour dresser le présent Procès-verbal de constat dans lequel j'ai intégré les 323 clichés photographiques susvisés pris ce jour par mes soins, ainsi que le plan du site qui m'a été remis par Monsieur HERMER, pour servir et valoir ce que de droit.

Maître Romain GIRONDEL





Photographie numéro 1



Photographie numéro 2





Photographie numéro 3



Photographie numéro 4





Photographie numéro 5



Photographie numéro 6





Photographie numéro 7



Photographie numéro 8





Photographie numéro 9



Photographie numéro 10





Photographie numéro 11



Photographie numéro 12





Photographie numéro 13



Photographie numéro 14





Photographie numéro 15



Photographie numéro 16





Photographie numéro 17



Photographie numéro 18





Photographie numéro 19



Photographie numéro 20





Photographie numéro 21



Photographie numéro 22





Photographie numéro 23



Photographie numéro 24





Photographie numéro 25



Photographie numéro 26





Photographie numéro 27



Photographie numéro 28





Photographie numéro 29



Photographie numéro 30





Photographie numéro 31



Photographie numéro 32





Photographie numéro 33



Photographie numéro 34





Photographie numéro 35



Photographie numéro 36





Photographie numéro 37



Photographie numéro 38





Photographie numéro 39



Photographie numéro 40





Photographie numéro 41



Photographie numéro 42





Photographie numéro 43



Photographie numéro 44





Photographie numéro 45



Photographie numéro 46





Photographie numéro 47



Photographie numéro 48





Photographie numéro 49



Photographie numéro 50





Photographie numéro 51



Photographie numéro 52





Photographie numéro 53



Photographie numéro 54





Photographie numéro 55



Photographie numéro 56





Photographie numéro 57



Photographie numéro 58





Photographie numéro 59



Photographie numéro 60





Photographie numéro 61



Photographie numéro 62





Photographie numéro 63



Photographie numéro 64





Photographie numéro 65



Photographie numéro 66





Photographie numéro 67



Photographie numéro 68





Photographie numéro 69



Photographie numéro 70





Photographie numéro 71



Photographie numéro 72





Photographie numéro 73



Photographie numéro 74





Photographie numéro 75



Photographie numéro 76





Photographie numéro 77



Photographie numéro 78





Photographie numéro 79



Photographie numéro 80





Photographie numéro 81



Photographie numéro 82





Photographie numéro 83



Photographie numéro 84





Photographie numéro 85



Photographie numéro 86





Photographie numéro 87



Photographie numéro 88





Photographie numéro 89



Photographie numéro 90





Photographie numéro 91



Photographie numéro 92





Photographie numéro 93



Photographie numéro 94





Photographie numéro 95



Photographie numéro 96





Photographie numéro 97



Photographie numéro 98





Photographie numéro 99



Photographie numéro 100





Photographie numéro 101



Photographie numéro 102





Photographie numéro 103



Photographie numéro 104





Photographie numéro 105



Photographie numéro 106





Photographie numéro 107



Photographie numéro 108





Photographie numéro 109



Photographie numéro 110





Photographie numéro 111



Photographie numéro 112





Photographie numéro 113



Photographie numéro 114





Photographie numéro 115



Photographie numéro 116





Photographie numéro 117



Photographie numéro 118





Photographie numéro 119



Photographie numéro 120





Photographie numéro 121



Photographie numéro 122





Photographie numéro 123



Photographie numéro 124





Photographie numéro 125



Photographie numéro 126

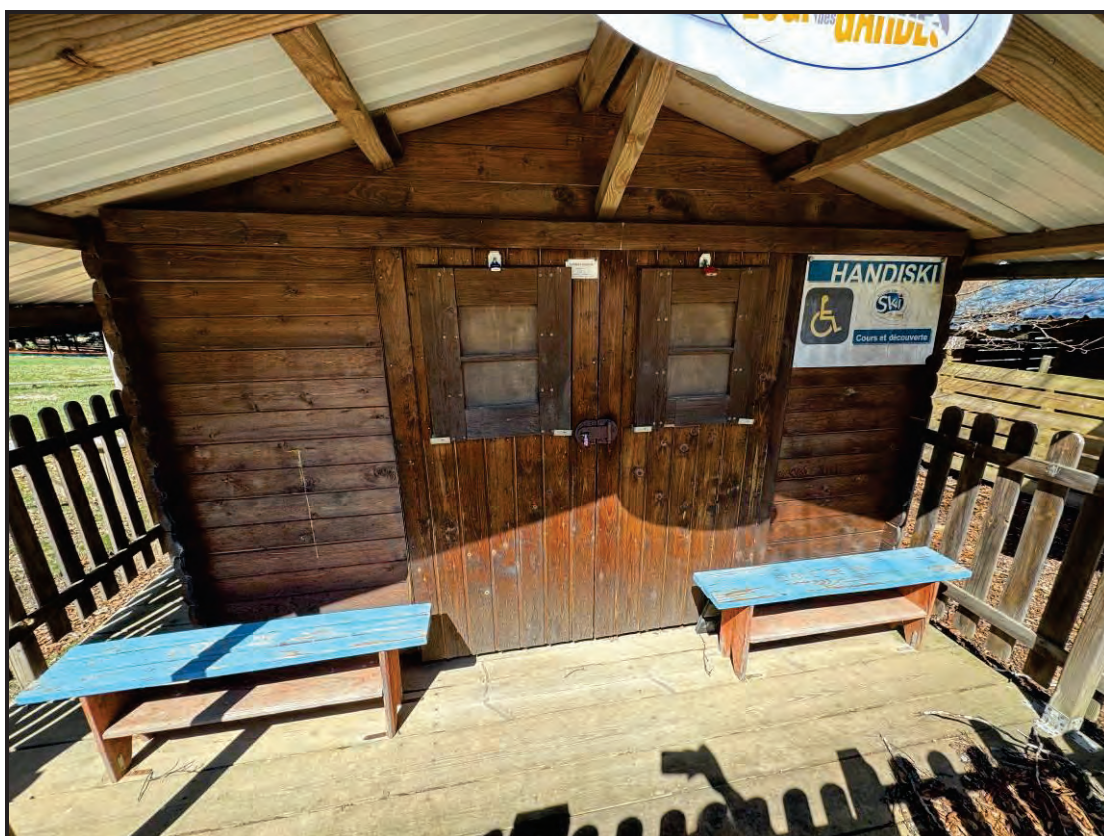




Photographie numéro 127

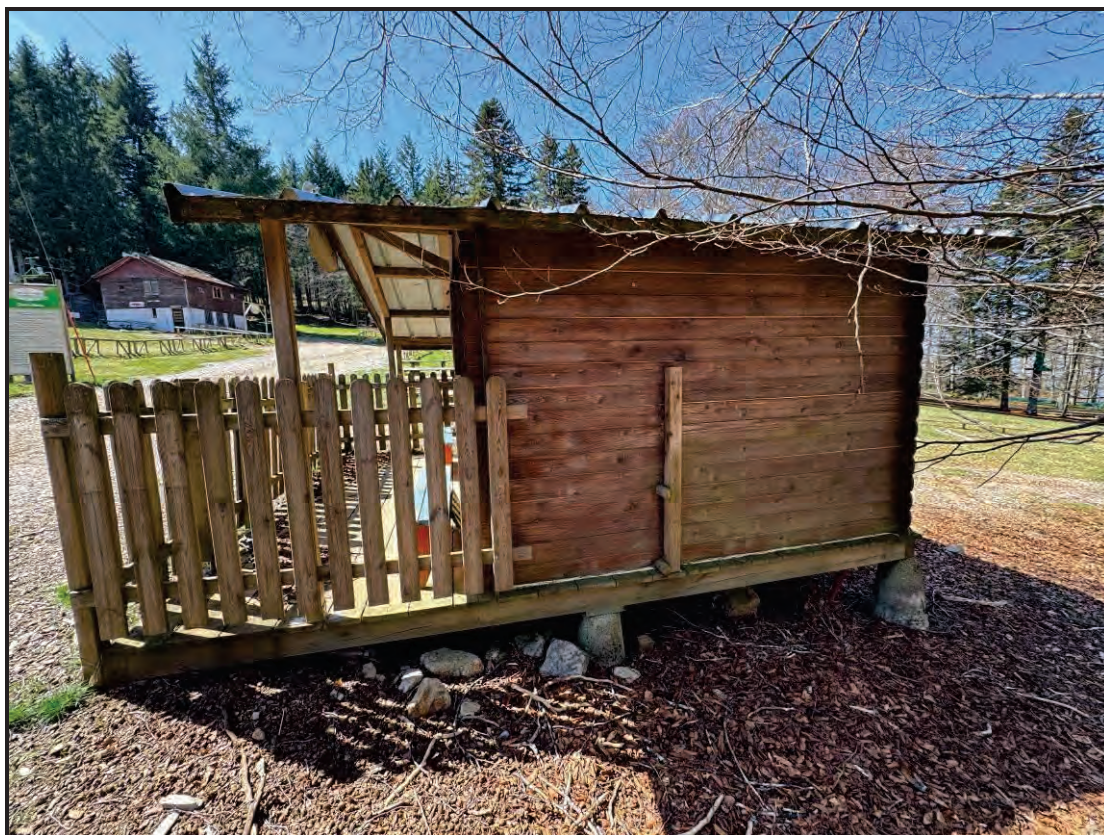


Photographie numéro 128





Photographie numéro 129



Photographie numéro 130





Photographie numéro 131



Photographie numéro 132





Photographie numéro 133



Photographie numéro 134





Photographie numéro 135



Photographie numéro 136





Photographie numéro 137



Photographie numéro 138





Photographie numéro 139



Photographie numéro 140





Photographie numéro 141



Photographie numéro 142





Photographie numéro 143



Photographie numéro 144





Photographie numéro 145



Photographie numéro 146





Photographie numéro 147



Photographie numéro 148





Photographie numéro 149



Photographie numéro 150





Photographie numéro 151



Photographie numéro 152





Photographie numéro 153



Photographie numéro 154





Photographie numéro 155



Photographie numéro 156





Photographie numéro 157



Photographie numéro 158





Photographie numéro 159



Photographie numéro 160





Photographie numéro 161



Photographie numéro 162





Photographie numéro 163



Photographie numéro 164





Photographie numéro 165



Photographie numéro 166





Photographie numéro 167



Photographie numéro 168





Photographie numéro 169



Photographie numéro 170





Photographie numéro 171



Photographie numéro 172





Photographie numéro 173



Photographie numéro 174





Photographie numéro 175



Photographie numéro 176





Photographie numéro 177

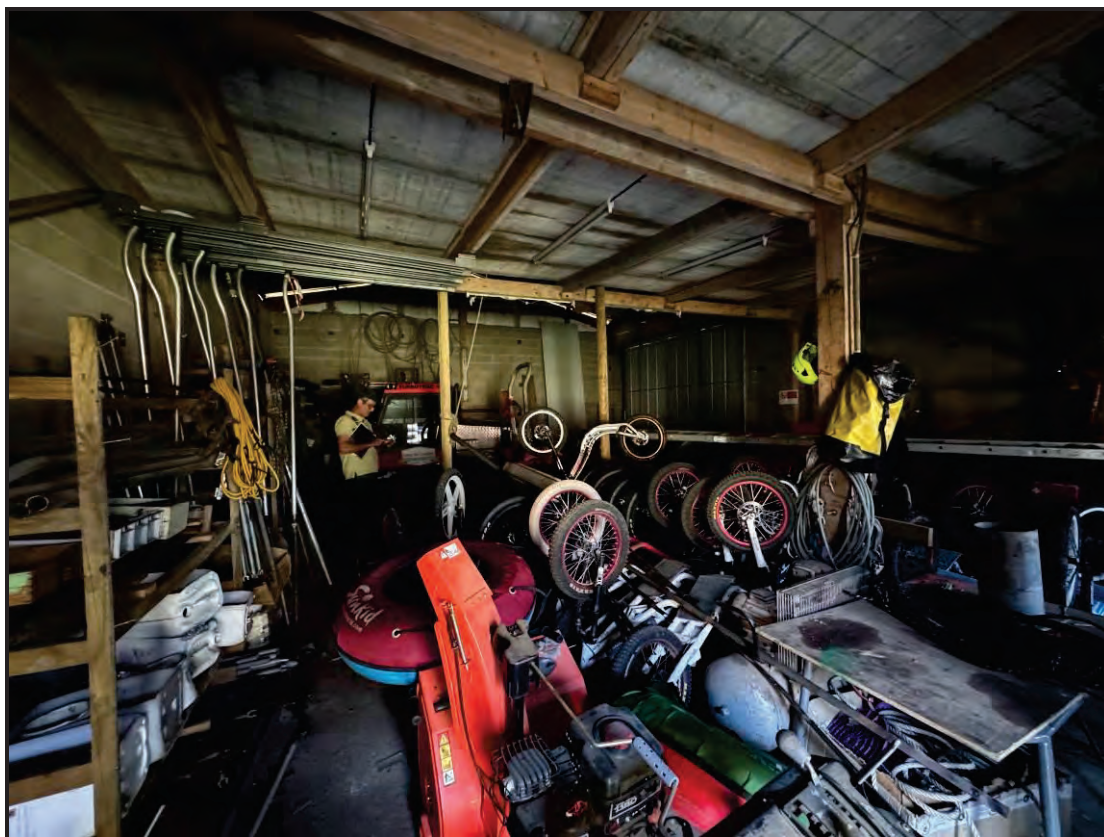


Photographie numéro 178





Photographie numéro 179



Photographie numéro 180

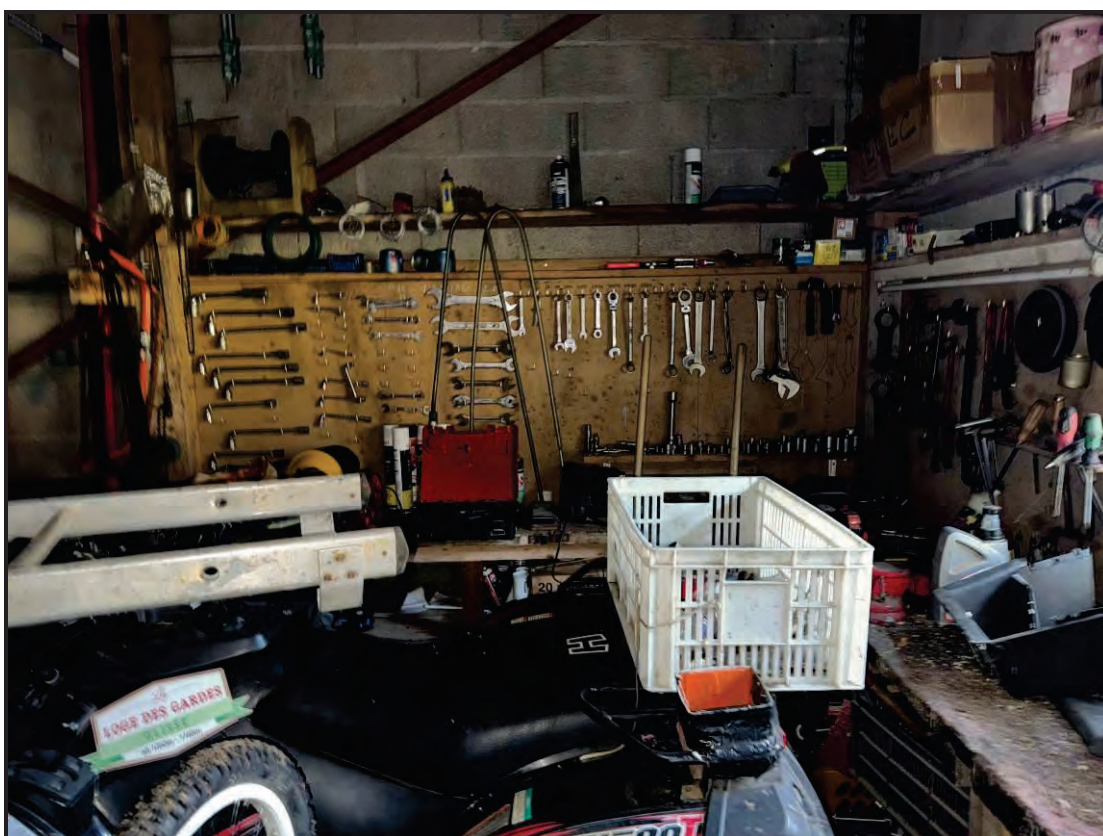




Photographie numéro 181



Photographie numéro 182

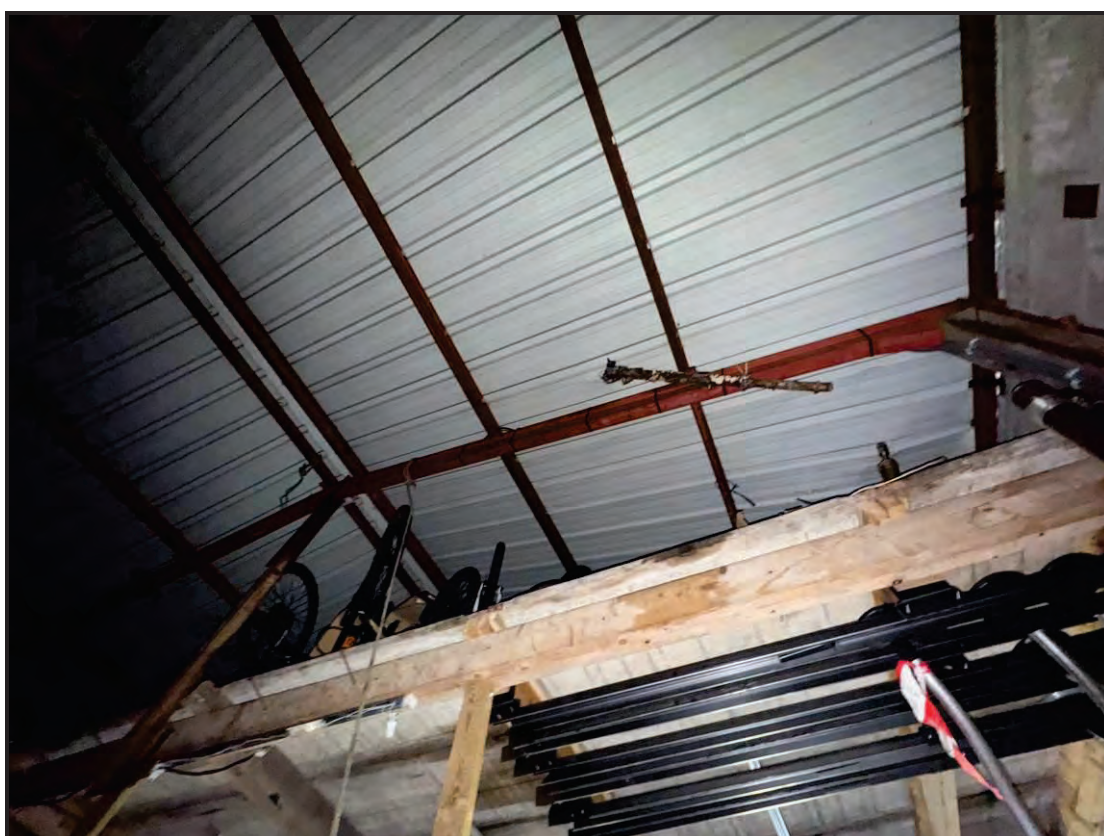




Photographie numéro 183



Photographie numéro 184

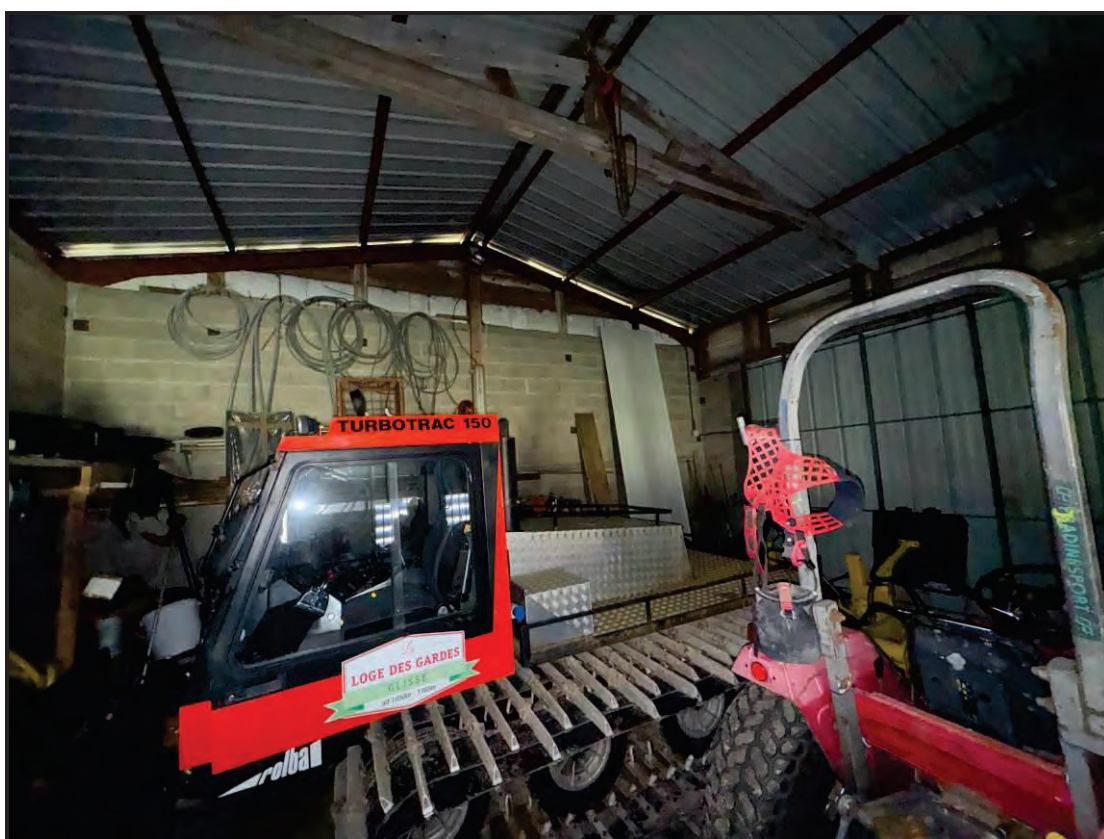




Photographie numéro 185



Photographie numéro 186





Photographie numéro 187



Photographie numéro 188





Photographie numéro 189



Photographie numéro 190





Photographie numéro 191



Photographie numéro 192





Photographie numéro 193



Photographie numéro 194





Photographie numéro 195



Photographie numéro 196





Photographie numéro 197



Photographie numéro 198





Photographie numéro 199

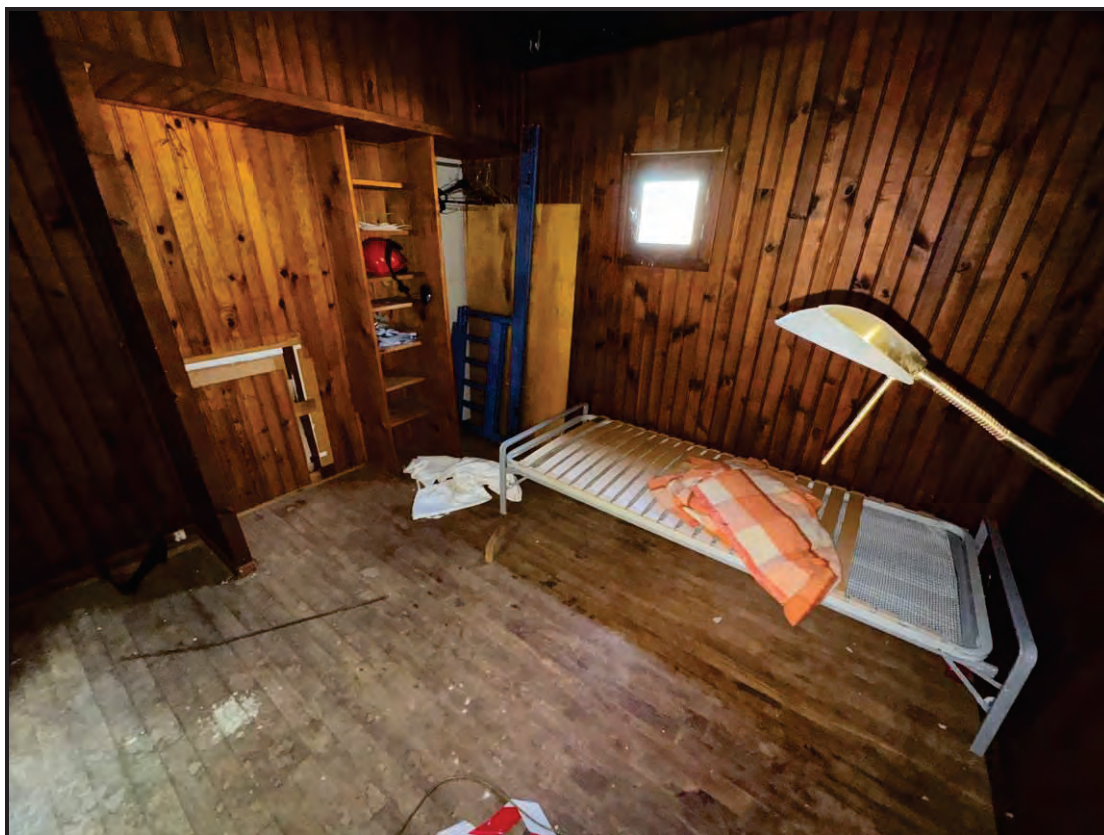


Photographie numéro 200

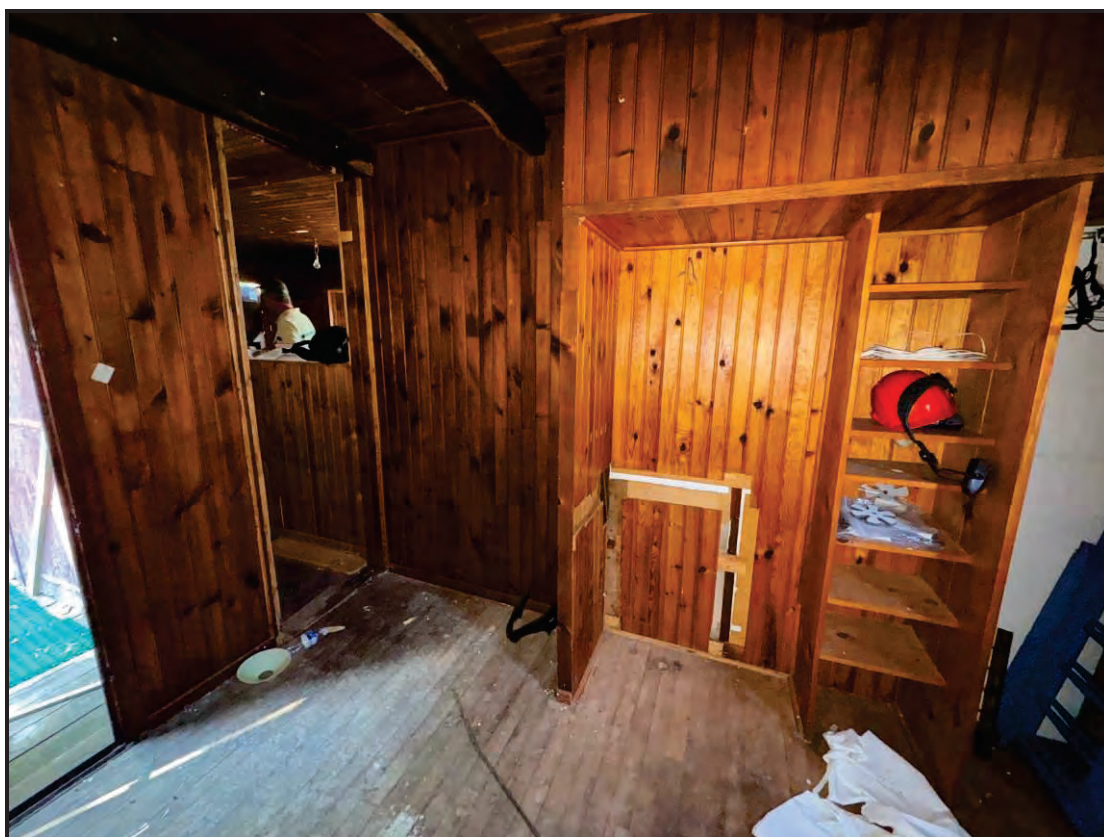




Photographie numéro 201



Photographie numéro 202





Photographie numéro 203

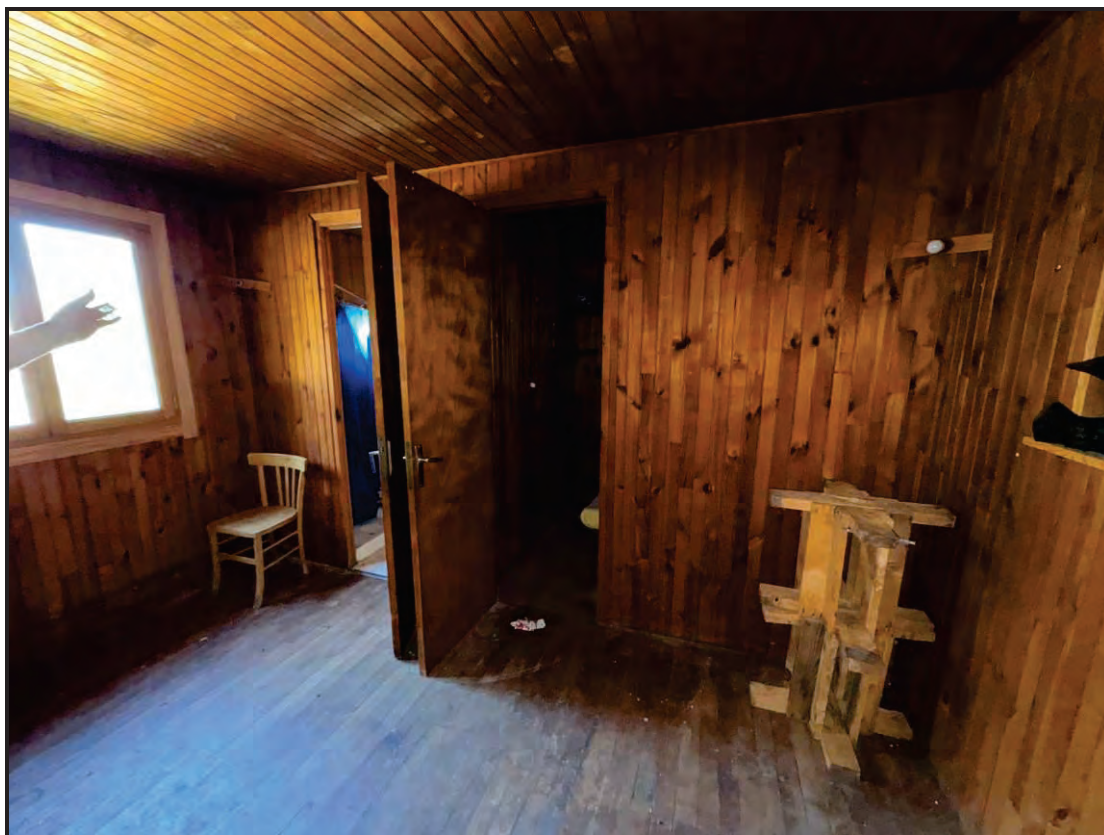


Photographie numéro 204

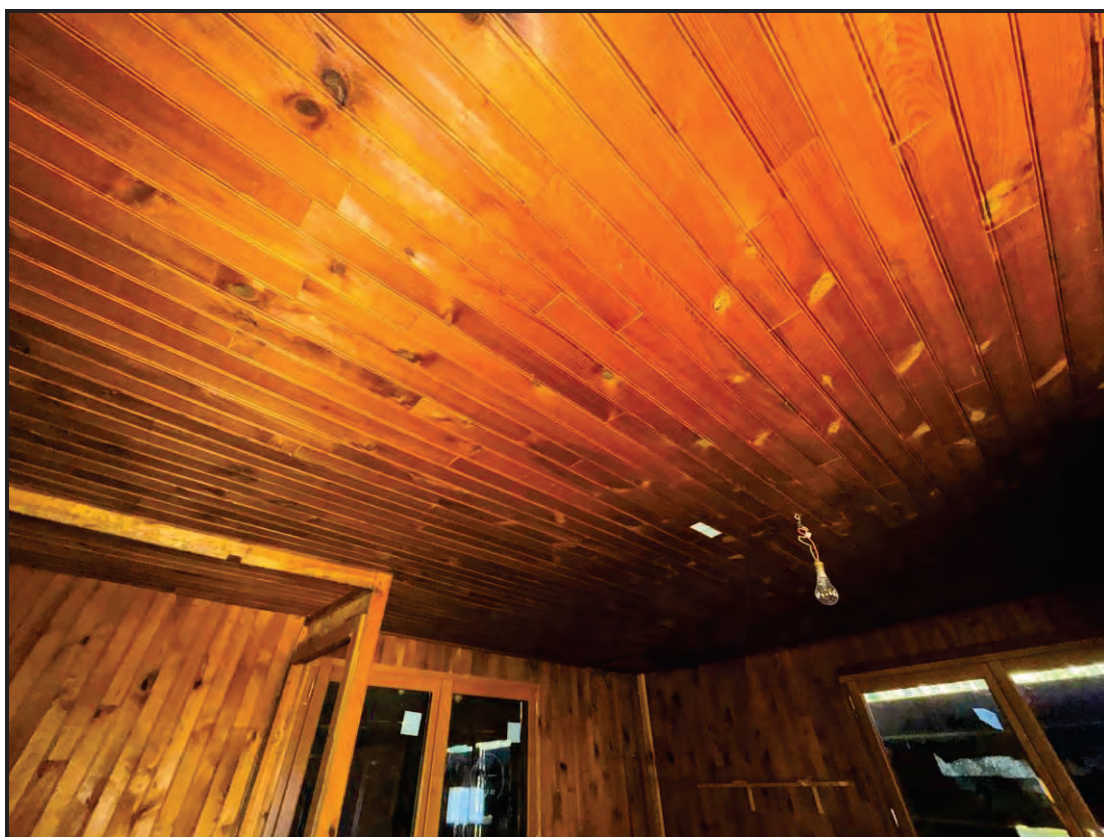




Photographie numéro 205



Photographie numéro 206





Photographie numéro 207



Photographie numéro 208





Photographie numéro 209



Photographie numéro 210

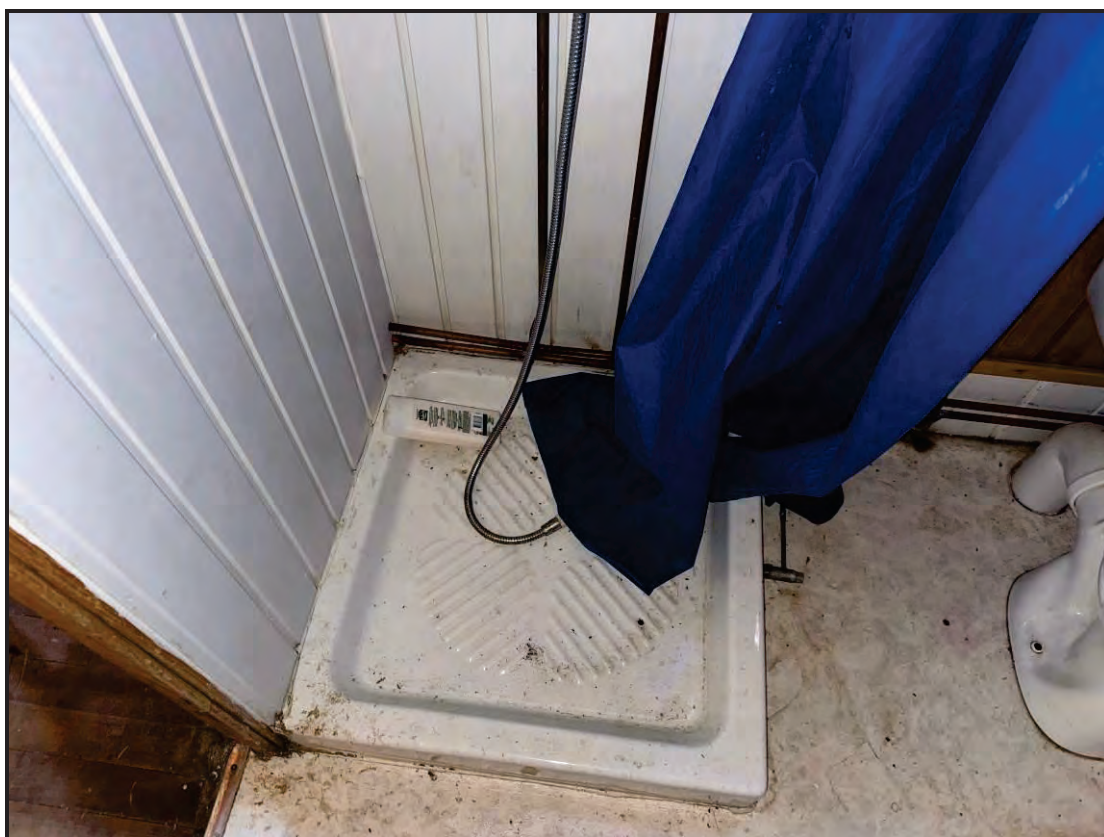




Photographie numéro 211



Photographie numéro 212





Photographie numéro 213



Photographie numéro 214





Photographie numéro 215



Photographie numéro 216





Photographie numéro 217



Photographie numéro 218



Photographie numéro 219



Photographie numéro 220

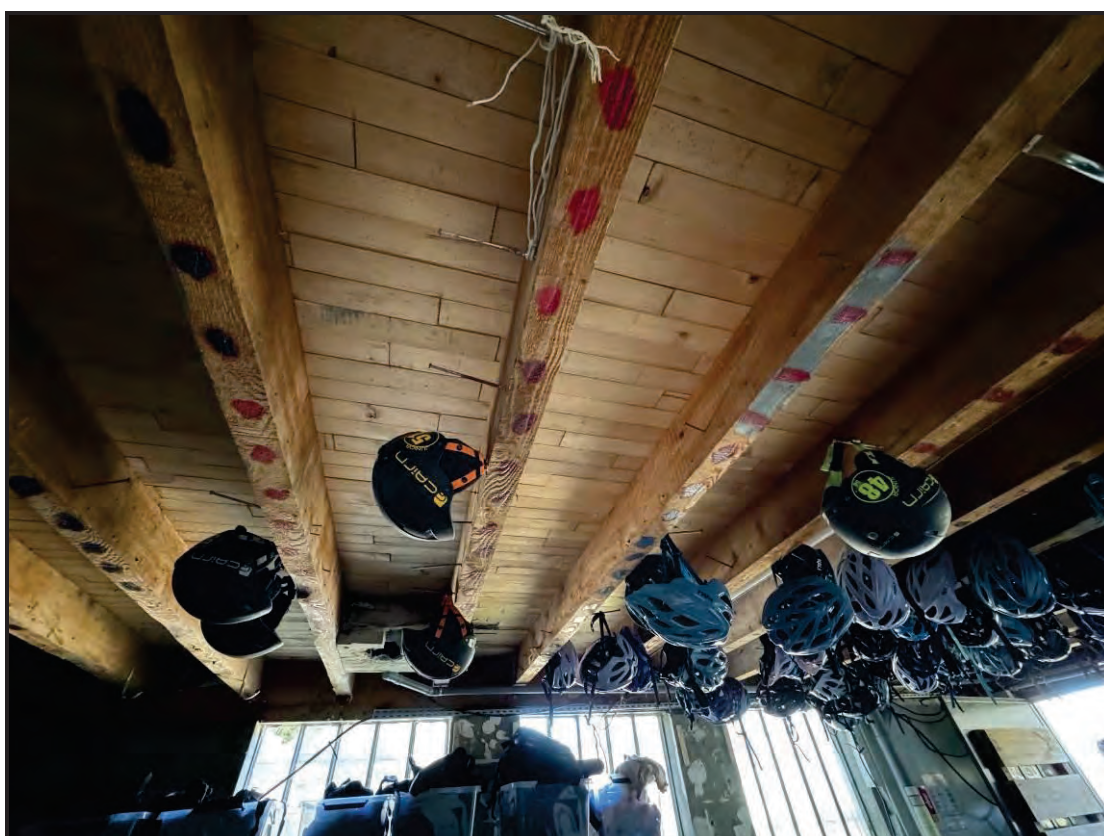




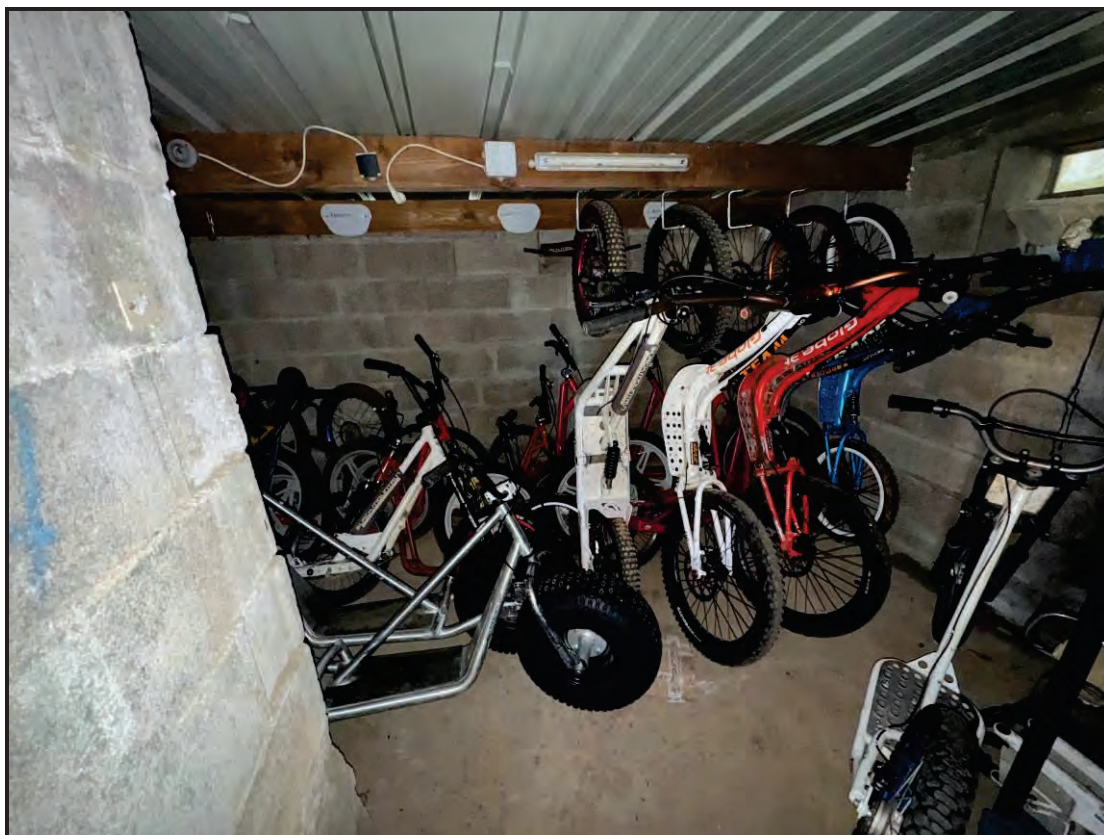
Photographie numéro 221



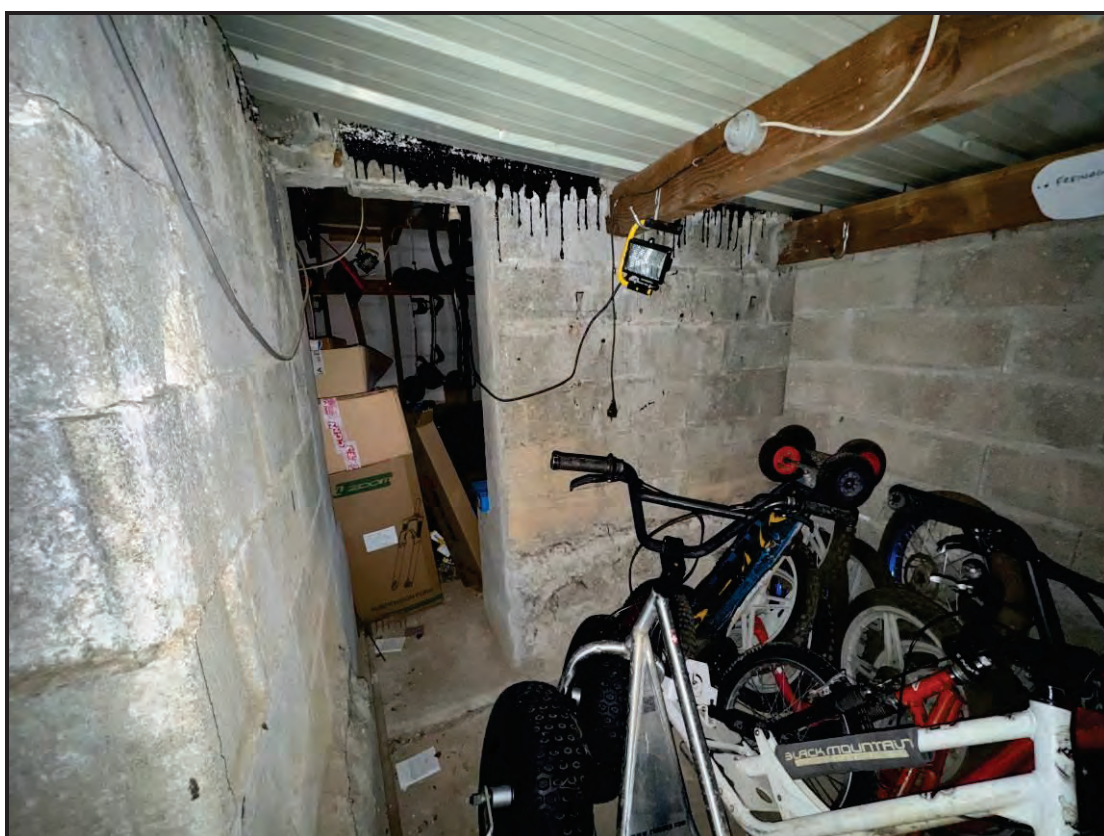
Photographie numéro 222



Photographie numéro 223



Photographie numéro 224

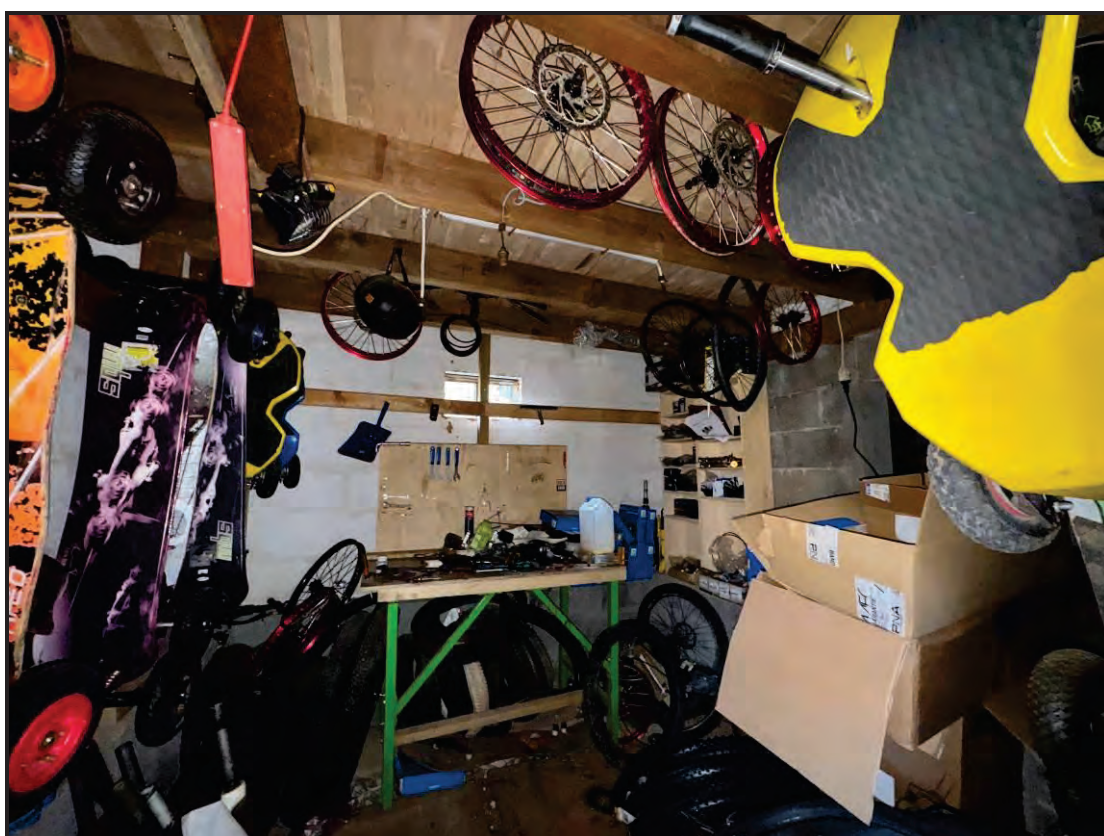




Photographie numéro 225



Photographie numéro 226





Photographie numéro 227



Photographie numéro 228





Photographie numéro 229



Photographie numéro 230





Photographie numéro 231



Photographie numéro 232





Photographie numéro 233



Photographie numéro 234





Photographie numéro 235



Photographie numéro 236





Photographie numéro 237



Photographie numéro 238





Photographie numéro 239



Photographie numéro 240





Photographie numéro 241



Photographie numéro 242





Photographie numéro 243



Photographie numéro 244





Photographie numéro 245



Photographie numéro 246





Photographie numéro 247



Photographie numéro 248





Photographie numéro 249



Photographie numéro 250





Photographie numéro 251

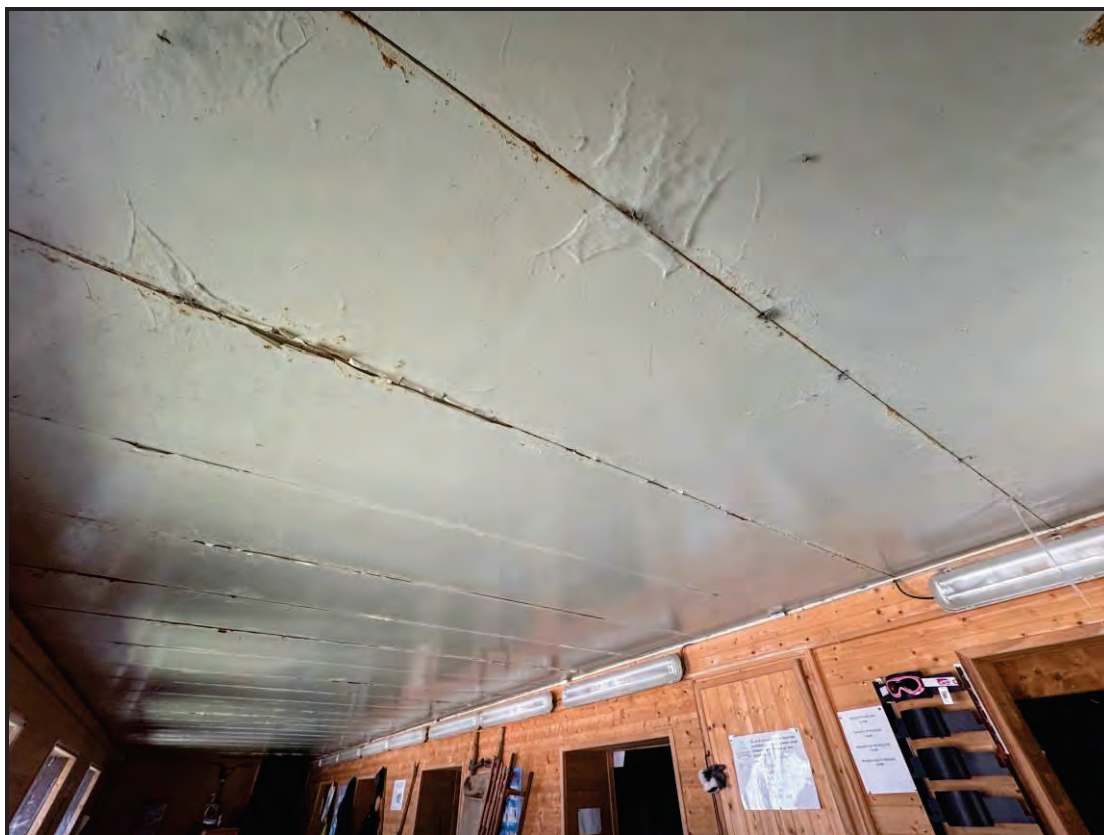


Photographie numéro 252





Photographie numéro 253



Photographie numéro 254





Photographie numéro 255

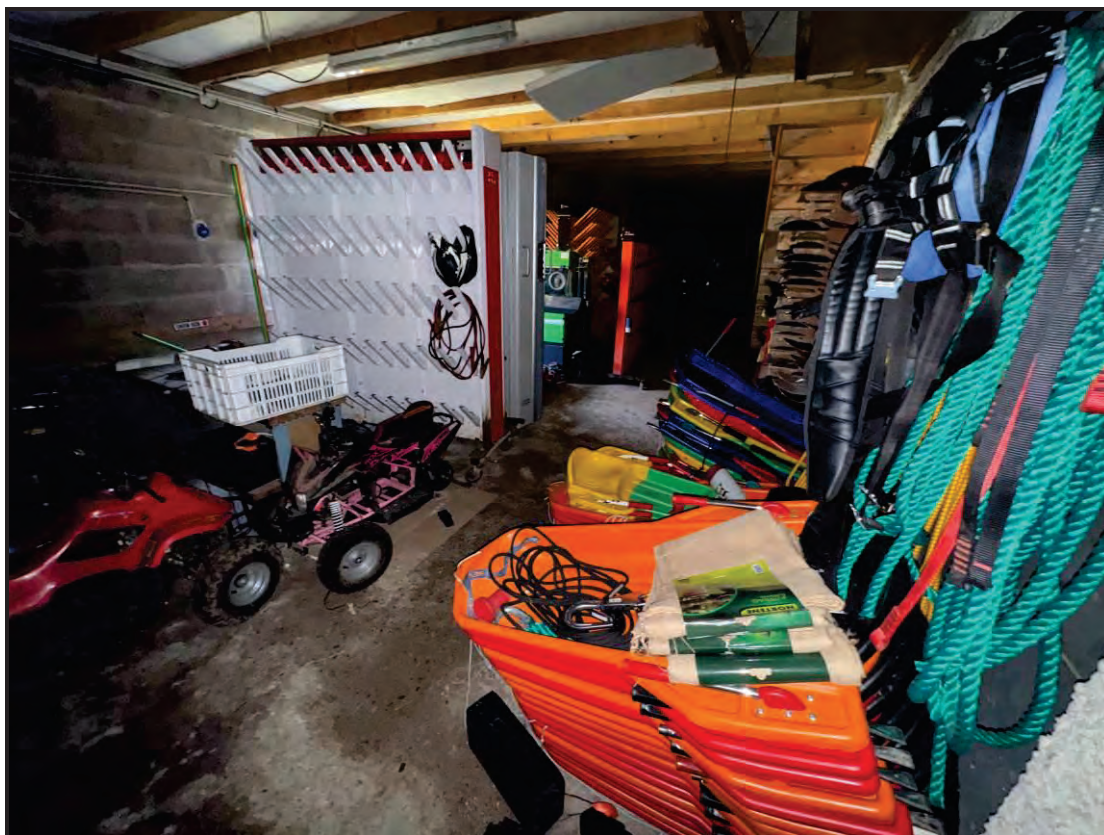


Photographie numéro 256





Photographie numéro 257



Photographie numéro 258





Photographie numéro 259



Photographie numéro 260





Photographie numéro 261

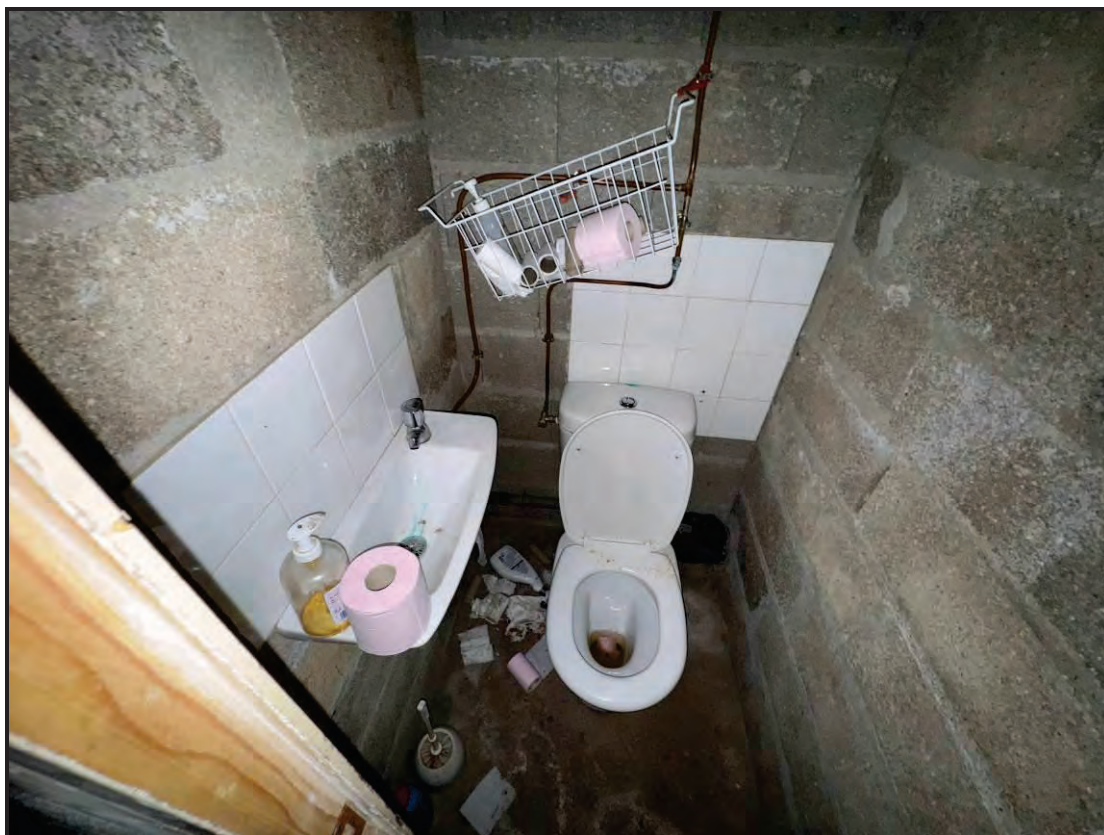


Photographie numéro 262

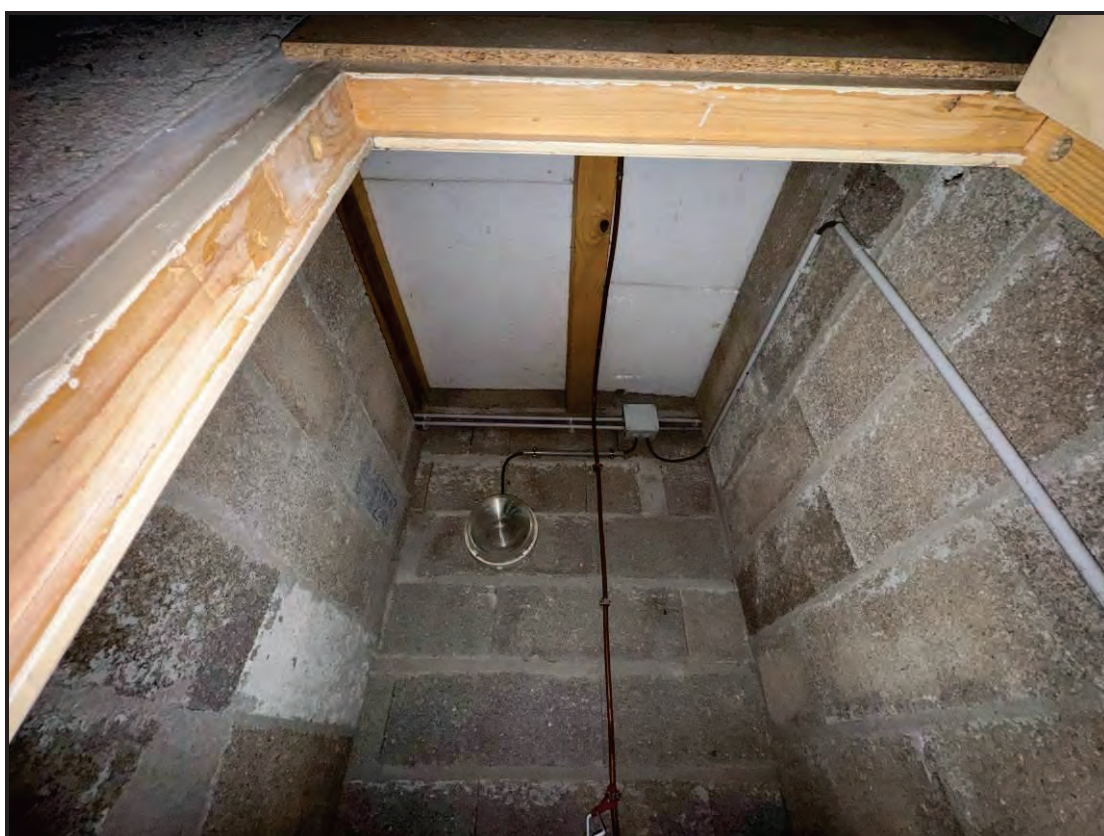




Photographie numéro 263



Photographie numéro 264

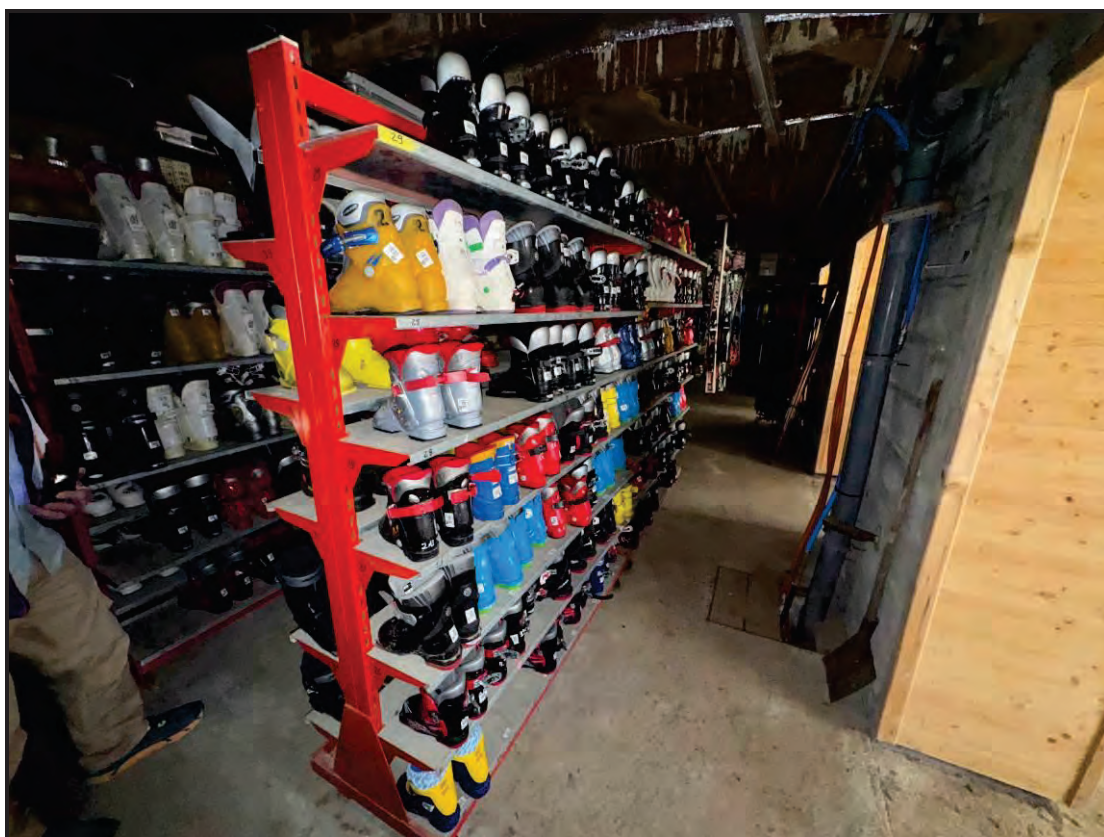




Photographie numéro 265



Photographie numéro 266

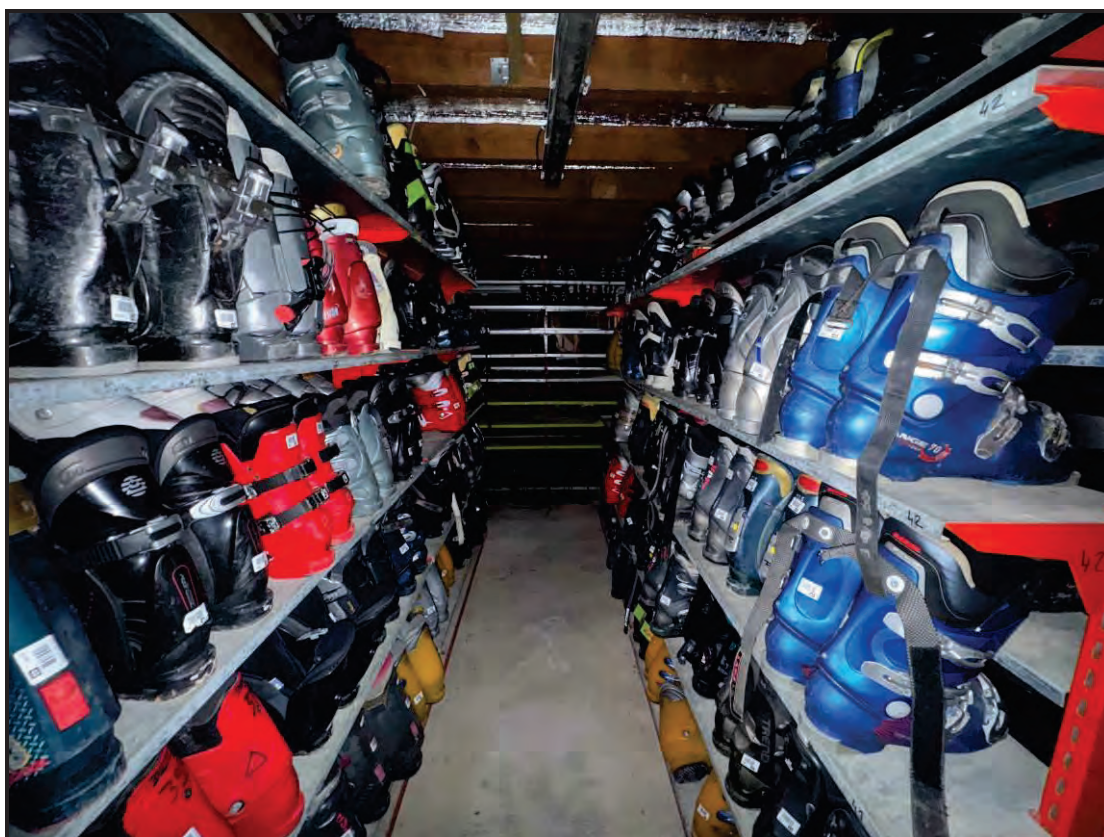




Photographie numéro 267

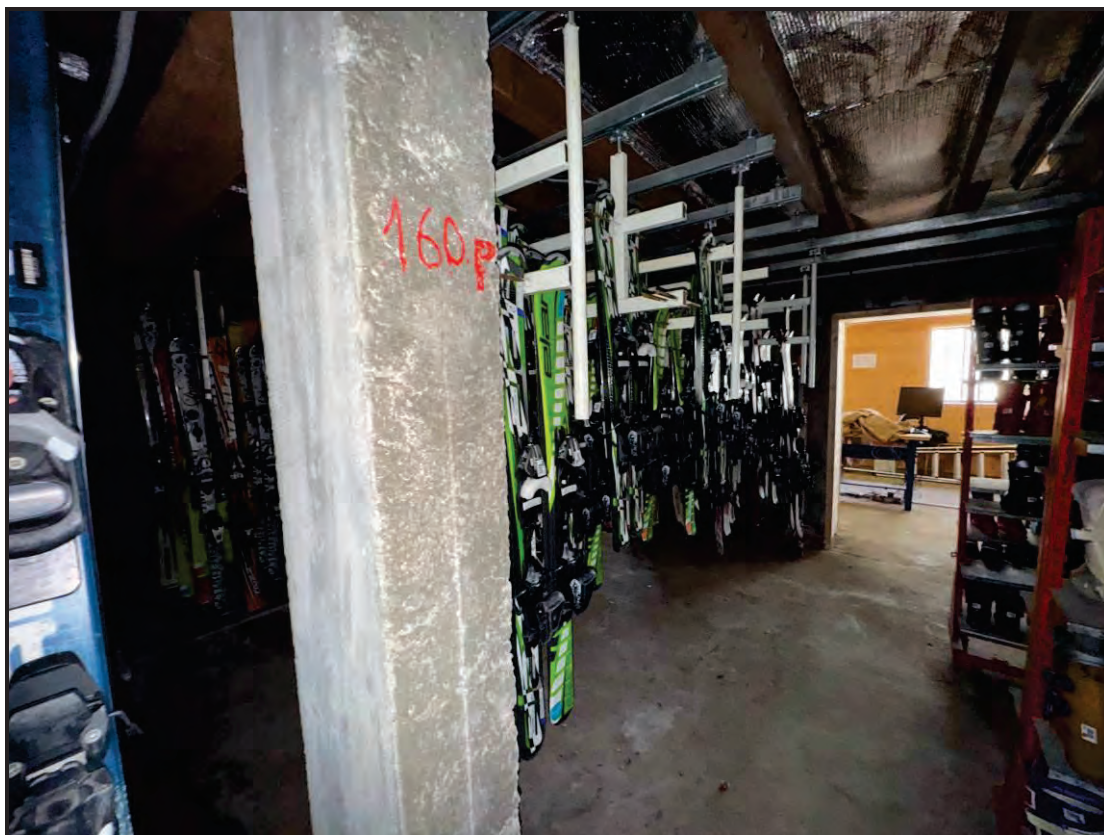


Photographie numéro 268

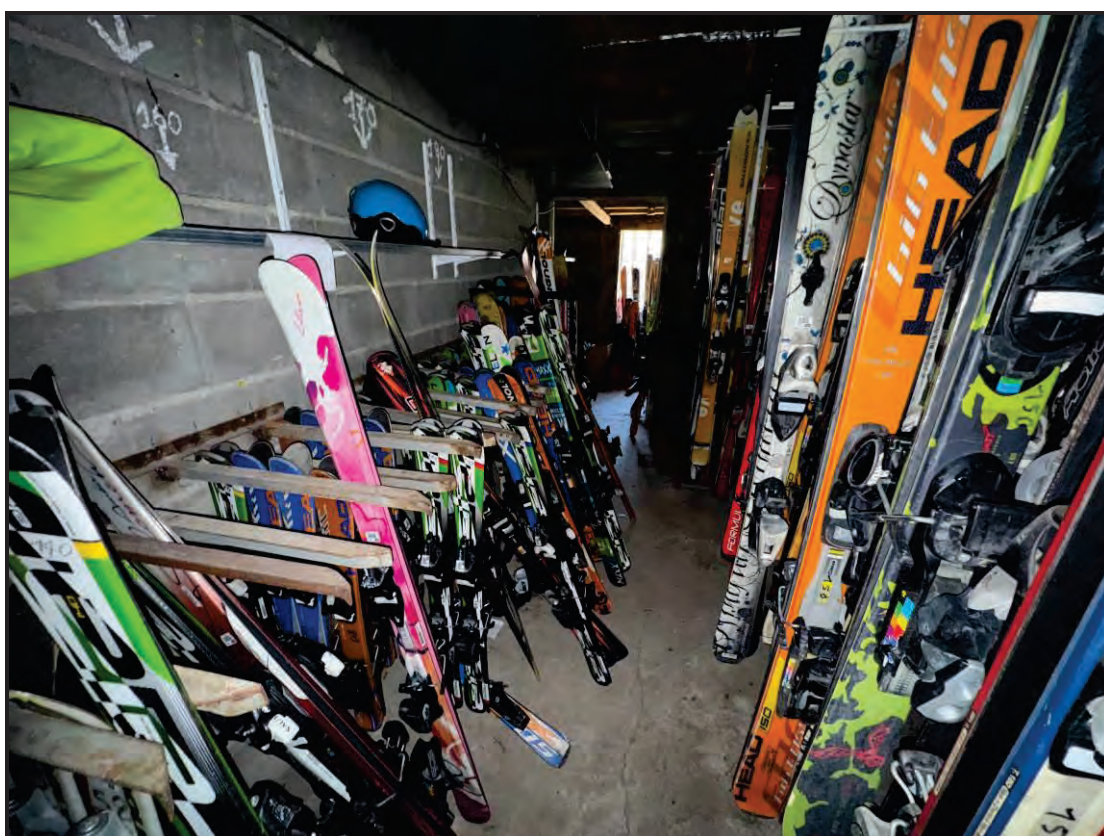




Photographie numéro 269



Photographie numéro 270





Photographie numéro 271



Photographie numéro 272





Photographie numéro 273



Photographie numéro 274





Photographie numéro 275



Photographie numéro 276





Photographie numéro 277



Photographie numéro 278

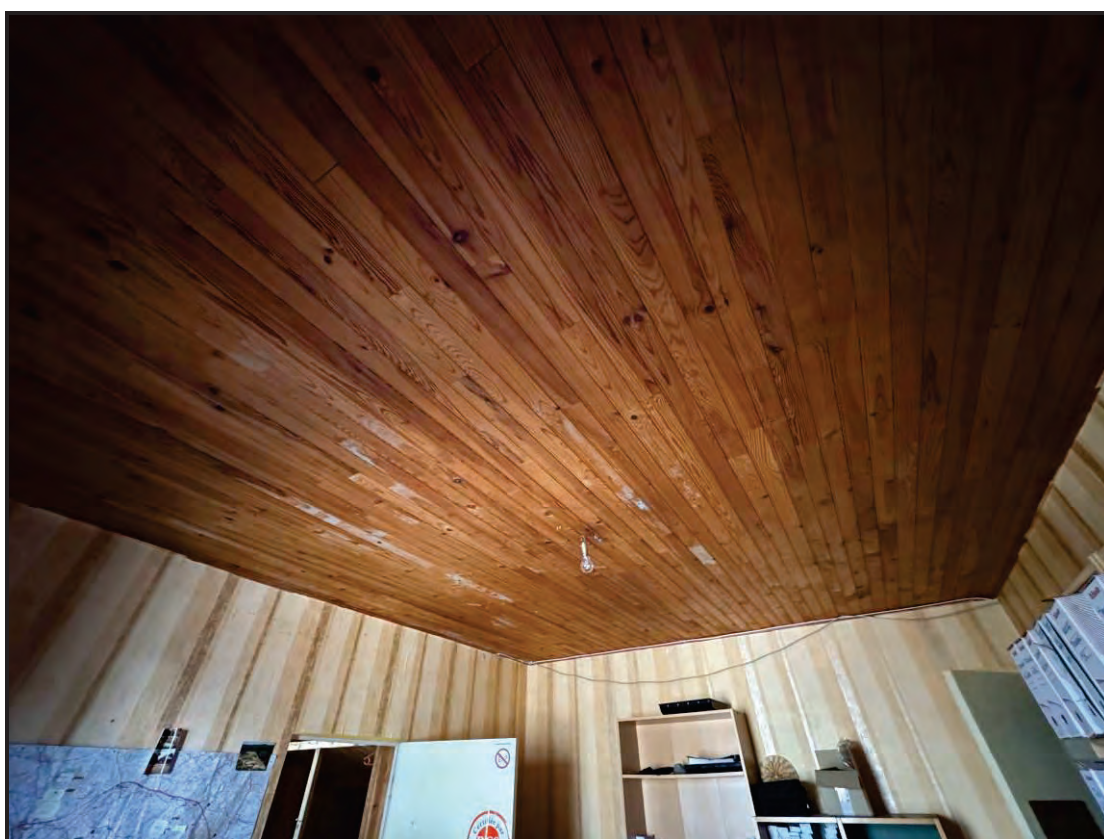




Photographie numéro 279



Photographie numéro 280





Photographie numéro 281



Photographie numéro 282





Photographie numéro 283



Photographie numéro 284





Photographie numéro 285



Photographie numéro 286





Photographie numéro 287



Photographie numéro 288

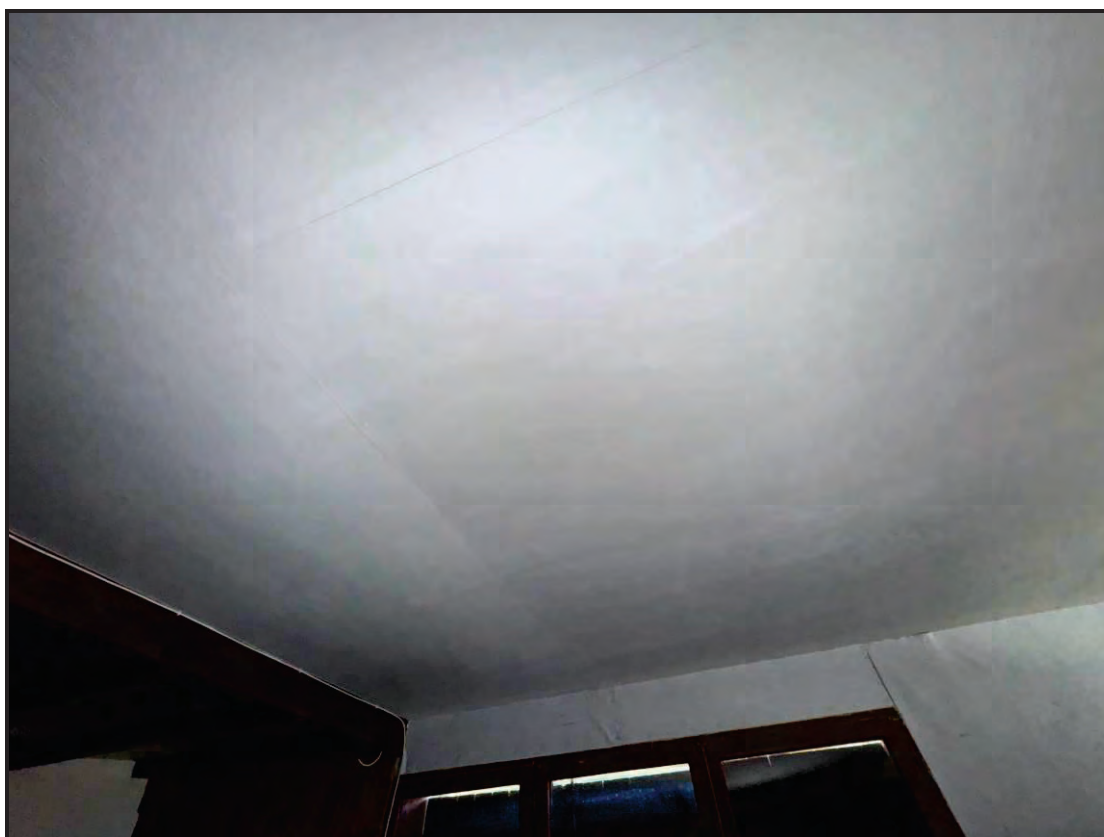




Photographie numéro 289



Photographie numéro 290





Photographie numéro 291



Photographie numéro 292





Photographie numéro 293



Photographie numéro 294





Photographie numéro 295



Photographie numéro 296





Photographie numéro 297



Photographie numéro 298





Photographie numéro 299



Photographie numéro 300





Photographie numéro 301



Photographie numéro 302





Photographie numéro 303



Photographie numéro 304





Photographie numéro 305



Photographie numéro 306





Photographie numéro 307



Photographie numéro 308





Photographie numéro 309



Photographie numéro 310





Photographie numéro 311



Photographie numéro 312

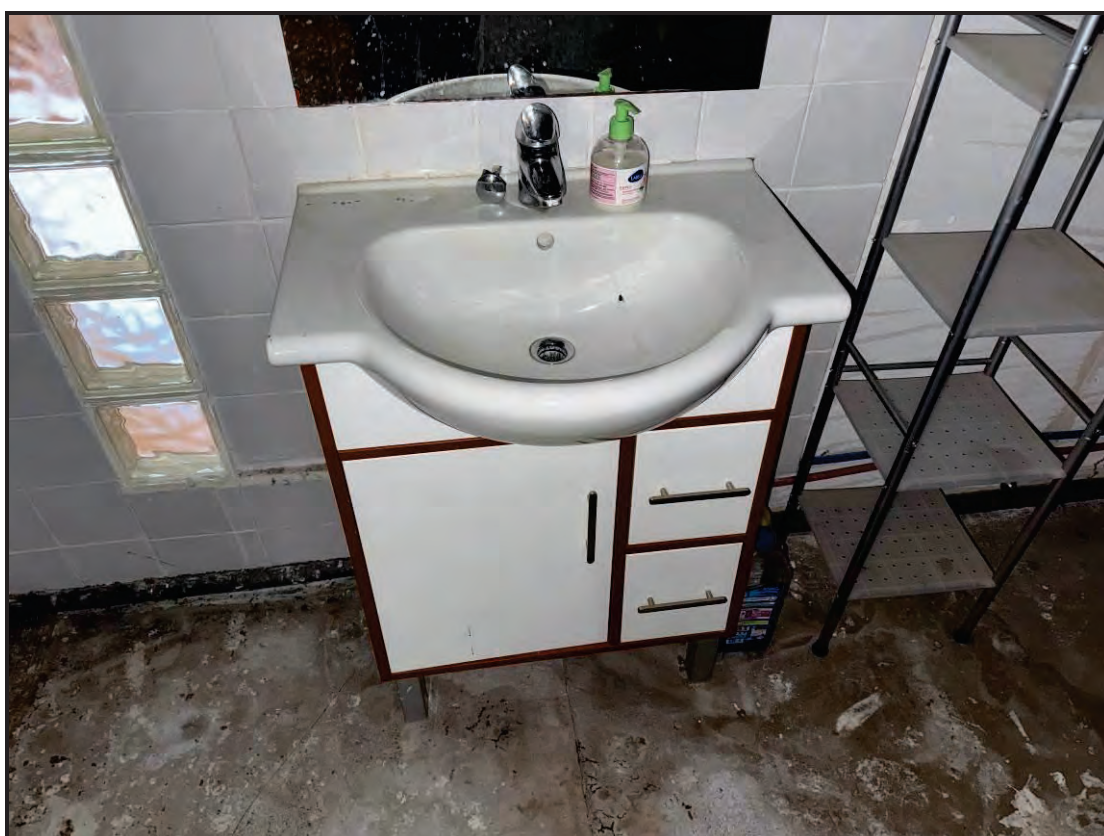




Photographie numéro 313



Photographie numéro 314

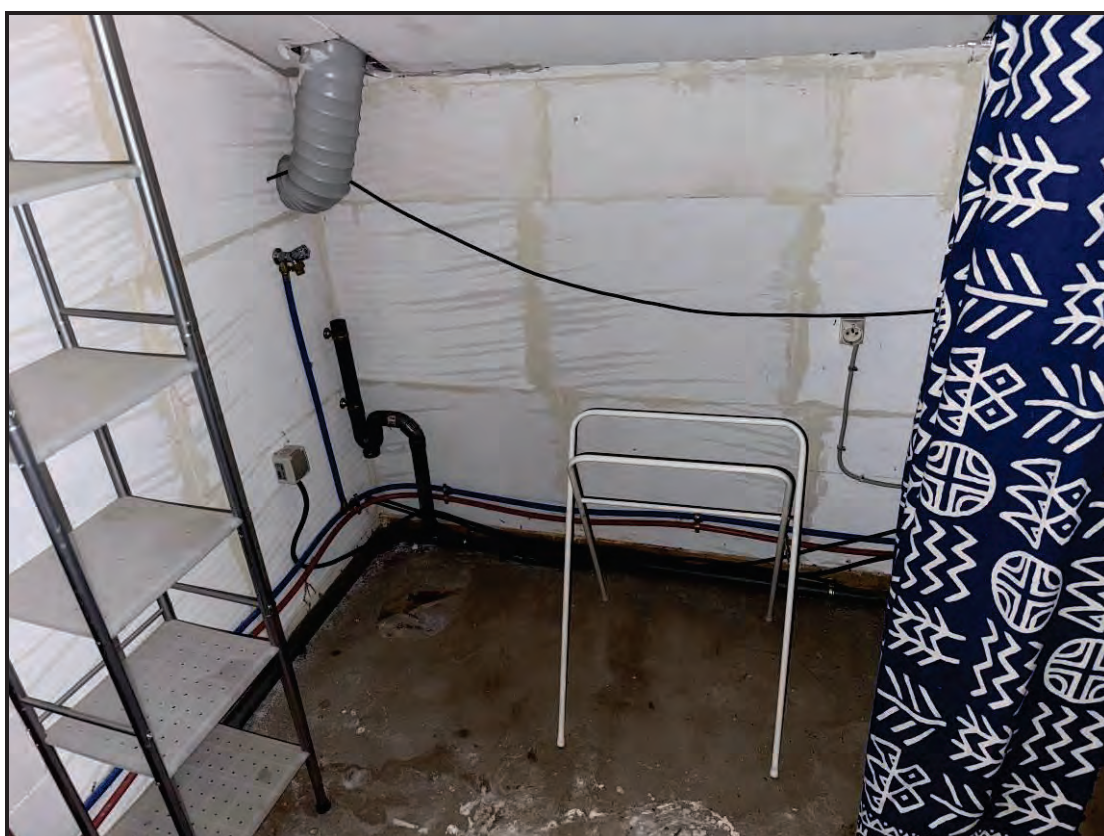




Photographie numéro 315



Photographie numéro 316





Photographie numéro 317

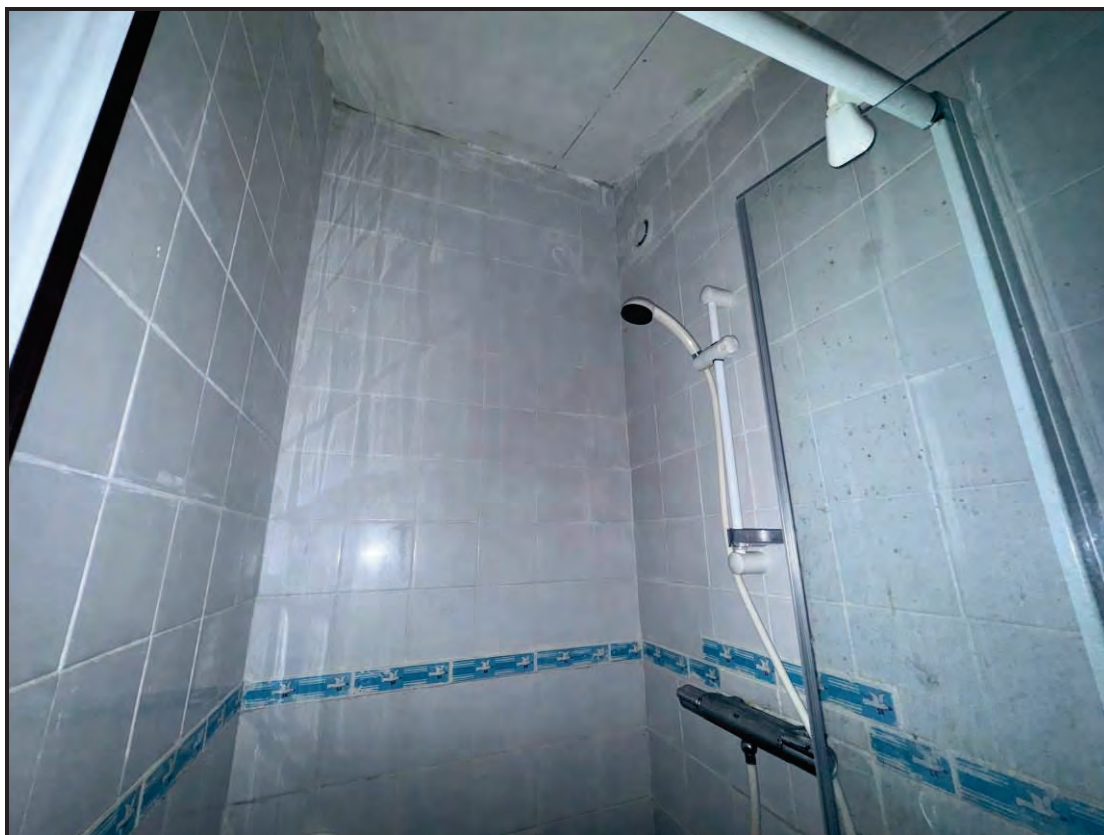


Photographie numéro 318

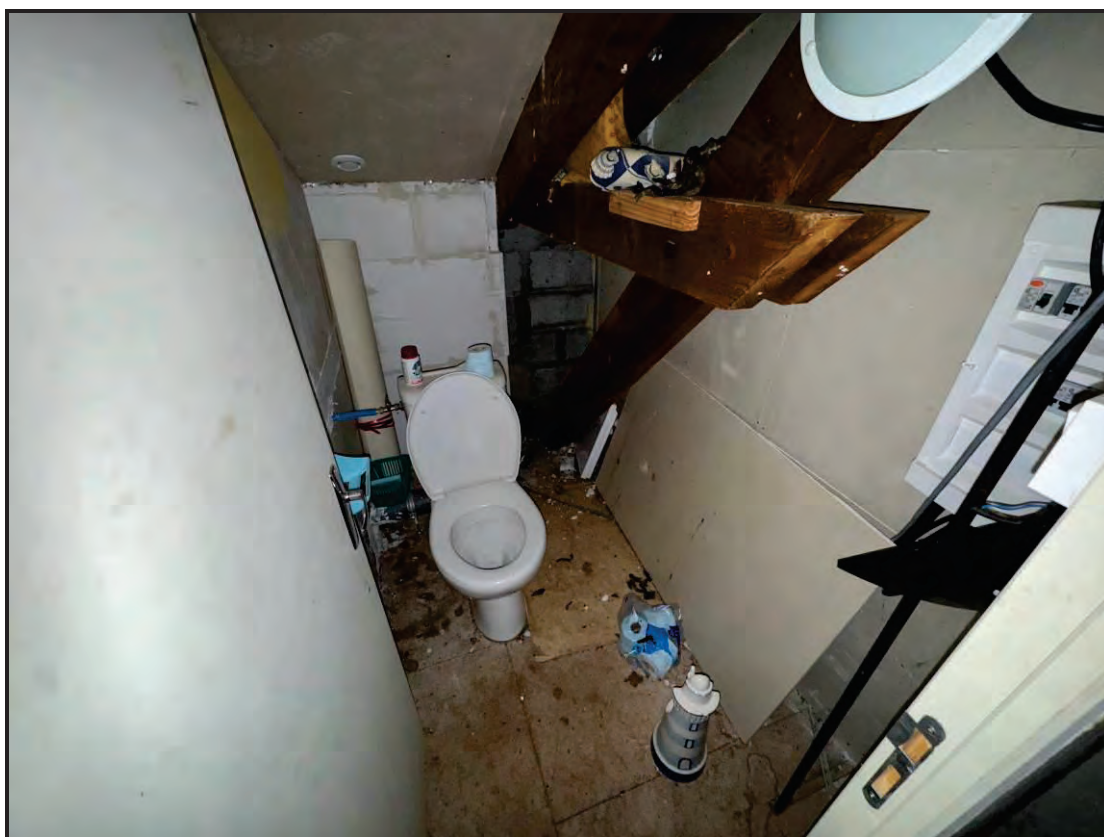




Photographie numéro 319

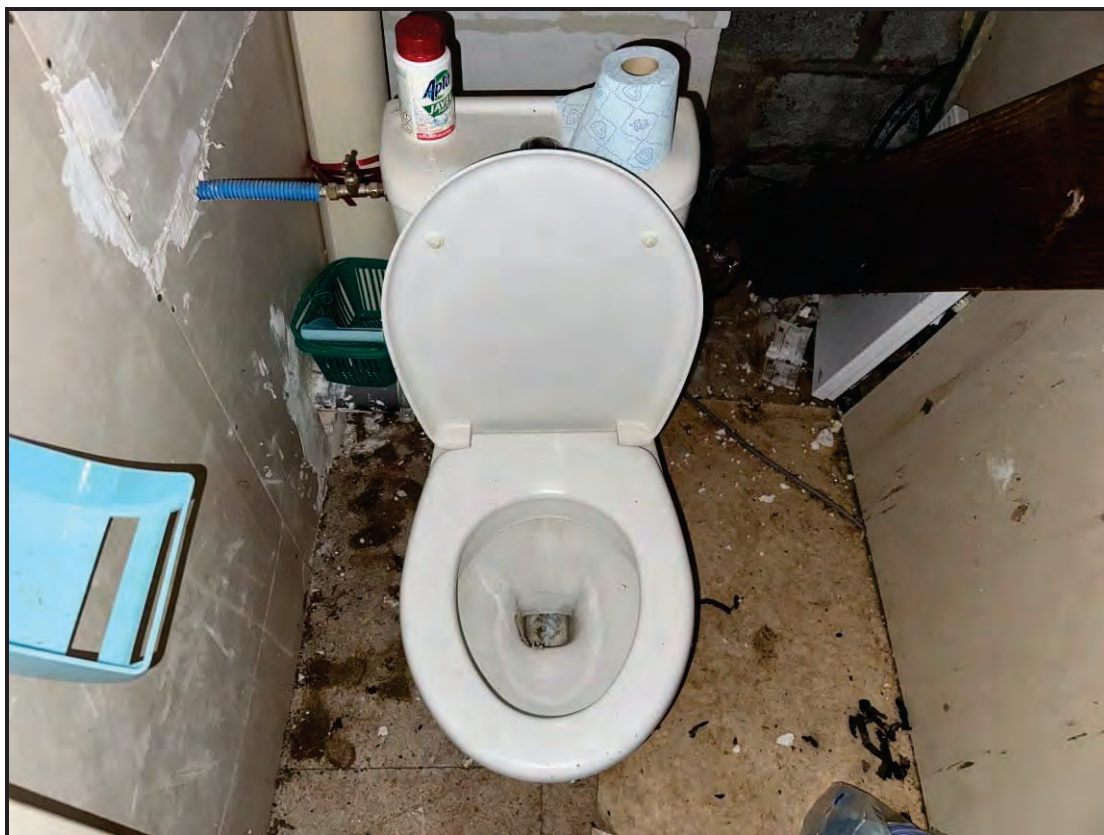


Photographie numéro 320





Photographie numéro 321



Photographie numéro 322





Photographie numéro 323

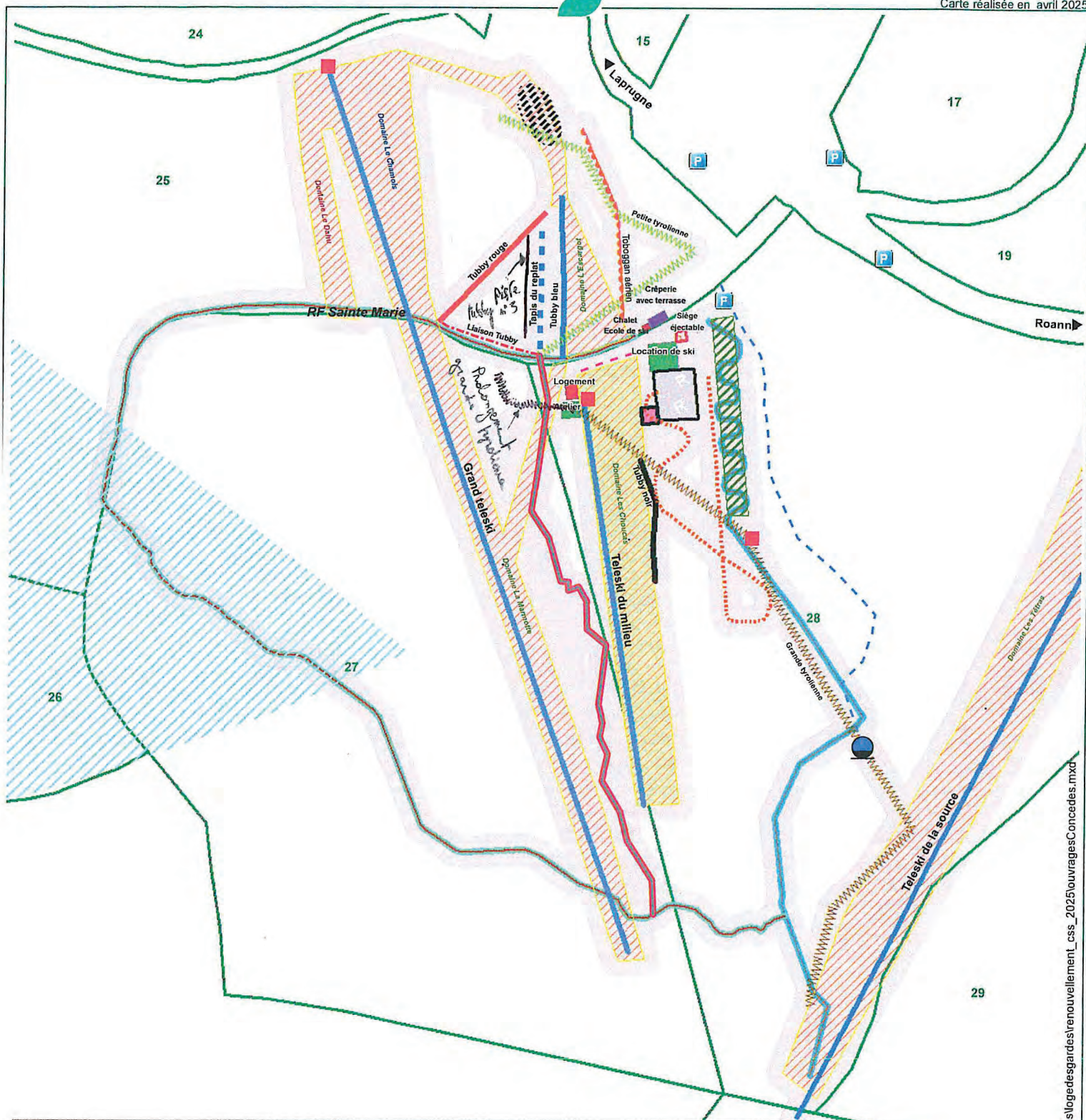


Forêt domaniale de l'Assise

Plan des ouvrages concédés

1:2 300
0 20 40 60 80 m

Carte réalisée en avril 2025



Légende

- | | | | |
|------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Parcours enfant - Tyrolienne | Piste verte trottinette | Piste rouge trottinette | Projet d'habitat insolite |
| Tour de saut | Piste bleue trottinette à sécuriser | Bob luge en cours de démontage | Zone concédée |
| Siège éjectable | Piste de luge | Piste de ski | Parcellaire forestier |
| Tyrolienne siège | Kart de descente - Mountain Board | Téléskis | |
| Tubby bleu | Tapis du replat | Logement | |
| Tubby rouge | | Chalet Ecole de ski | |
| Tubby noir | | Crêperie - Terrasse | |
| Liaison Tubby | | Bâtiment d'Etat | |
| Toboggan aérien | | Location de ski | |
| Petite tyrolienne | | Atelier | |
| Grande tyrolienne | | Local technique | |
| | | Réservoir | |
| | | Canalisation et accès au réservoir | |

POUR LA SAUVEGARDE DE VOS DROITS,
LA DÉFENSE DE VOS INTÉRÊTS,
N'HÉSITEZ PLUS,
ADRESSEZ-VOUS **DIRECTEMENT**
À UN **PROFESSIONNEL COMPÉTENT**,
L'HUISSIER DE JUSTICE

POUR ...

La rédaction, la signification des actes judiciaires
et extra-judiciaires...

Tous recouvrements amiables et judiciaires de
vos créances à un taux intéressant et officiel...

Établir tous types de constats lors de
difficultés pouvant survenir, mais aussi
pour les prévenir...

Préserver vos droits à l'occasion de la circulation
et autres incidents pouvant survenir...

Pratiquer une saisie des rémunérations,
une opposition sur le prix de vente
d'un fonds de commerce...

Concrétiser un accord...

Toutes les difficultés en matière de loyers,
pour rédiger tous actes spéciaux de location,
pour gérer vos biens*...

Les prisées et ventes publiques de meubles dans les
communes où il n'y a pas de commissaire-priseur...*

Adressez-vous à un **huissier de justice**, un professionnel
compétent, qui mettra à votre disposition son **savoir-faire**,
sa **diligence**, son **autorité**, ainsi que les **garanties morales**
et **matérielles indiscutables**.

Les activités principales et accessoires de l'huissier de justice sont garanties pécuniairement
par la communauté (ordonnance du 2-11-45 article 2 et décret du 29-2-56 article 55).

* Conditions particulières

ÉVITEZ L'INTERMÉDIAIRE
SOUVENT IRRRESPONSABLE,
CHOISISSEZ L'HUISSIER DE JUSTICE...



Paiement en ligne sur
www.huissier-42.com

- COMPÉTENCE SUR L'ENSEMBLE DES DÉPARTEMENTS
DE LA LOIRE, DU RHÔNE ET DE L'AIN
- COMPÉTENCE NATIONALE POUR LES CONSTATS

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et
de rectification aux informations qui vous concernent.

AIDES JUDICIAIRES

ACTES EXTRA-JUDICIAIRES

ACTES SOUS SEING PRIVÉ

ACTIONS POSSESSOIRES

BAUX

CESSION DE CRÉANCES ET DE DROITS

CONGÉS

CONSEIL JURIDIQUE

CONSTATS

ÉTATS DES LIEUX

EXÉCUTIONS

EXPULSIONS

FERMAGES ET BAUX RURAUX

GESTION IMMOBILIÈRE*

HYPOTHÈQUES

INJONCTION DE PAYER

MESURES CONSERVATOIRES

OFFRES RÉELLES

OPPOSITION SUR PRIX DE VENTE
D'UN FOND DE COMMERCE

PENSIONS ALIMENTAIRES

RÉALISATION DE GAGE

RECouvreMENT DE CRÉANCES

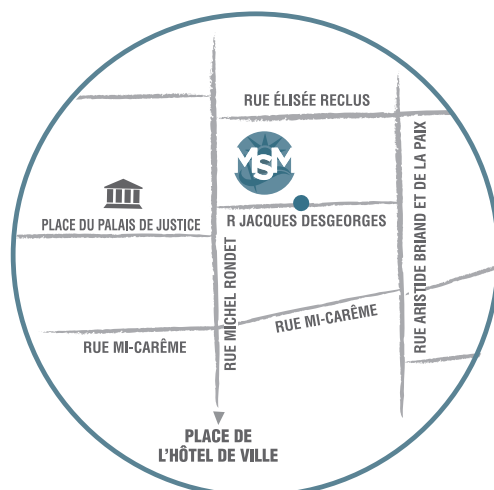
RÉFÉRÉ

SAISIES DES RÉMUNÉRATIONS

SIGNIFICATIONS

MISES EN DEMEURE

VENTE MOBILIÈRES AUX ENCHÈRES*



Annexe 5

Autorisations administratives et réglementaires

Liste des autorisations administratives requises pour l'aménagement et/ou l'exploitation du Site.

L'absence d'une des pièces ou son expiration est constitutif d'une faute grave au contrat.

Documents présentés

Date

Annexe 6

Travaux autorisés

Description des aménagements et travaux prévus par le bénéficiaire :

- Les plans des ouvrages sont réalisés par le bénéficiaire.
- Il est rappelé que tous les travaux doivent être autorisés par l'ONF avant début de chantier.
- Les aménagements sont autorisés sous réserve de l'obtention préalable par le bénéficiaire des autorisations administratives nécessaires.

Opération prévue	Superficie	Date prévisionnelle

Annexe 7

Pénalités contractuelles

Les pénalités sont appliquées en sus de la redevance.

Sur le suivi de l'occupation

A1	Non déclaration d'un opérateur télécom	5 000 € par opérateur
A2	Changement de domicile ou d'adresse du Bénéficiaire ou d'adresse de facturation sans information à l'ONF	250 € par contrat
A3	Occupation irrégulière ou sans titre (soit après expiration, soit après résiliation du contrat)	500 € par jour de retard
A4	Retard de paiement de la redevance, au-delà de 60 jours de retard et en complément de la pénalité prévue à l'article 13.7 des Conditions générales	100 € par jour de retard
A5	Défaut d'entretien des Constructions ou installations du Bénéficiaire et des équipements techniques des opérateurs (article 7 des Conditions particulières)	500 € par manquement constaté
A6	Présence de déchets et gravats sur le terrain mis à disposition et ses abords immédiats	2 000 € par constat
A7	Difficulté dans l'état des lieux de sortie	600 € par état des lieux
A8	Non-respect des prescriptions du CNPTSF (Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers)	5 000 € par manquement constaté
A9	Non transmission des éléments comptables pour établissement de la valeur annuelle de l'intéressement (article 5 des Conditions particulières)	Majoration de 25 % de la part variable

Sur la tenue des Constructions ou installations

T1	Non-conformité des travaux autorisés par l'ONF (article 7.3 des Conditions particulières)	5000 € par installation non conforme
T2	Intervention sur site sans autorisation de l'ONF	500 € par intervention
T3	Modification du site sans l'autorisation de l'ONF (article 11.5 des Conditions générales)	500 € par manquement constaté
T4	Violation de la réglementation de protection de la forêt contre l'incendie (article 11.4 des Conditions générales)	500 € par manquement constaté
T5	Endommagement du site ou violation des conditions et modalités d'implantation des Constructions ou installations mis à disposition (article 7 des Conditions particulières et article 11 des Conditions générales)	500 € par manquement constaté
T6	Retard dans la remise en état des lieux et restitution du site (article 16 des Conditions générales)	300 € par jour de retard



FORMULAIRE DE DÉPÔT DE GARANTIE

Dans le cadre d'un contrat d'occupation temporaire

Occupation concernée

Nom de la forêt :	ASSISE	
N° de parcelle forestière :	25-27-28-35	
Nature de l'occupation :	Parc de loisirs	
Nom de l'agence ONF :	AGENCE BERRY-BOURBONNAIS	
N° CYPRES / N° SAP :	CSS_8355_D_ASSISE_004	
Date de début et fin de contrat :	1 ^{er} juillet 2025	31 décembre 2037

Coordonnées du bénéficiaire de l'occupation

Nom :		
N° CRM :	A renseigner par l'ONF	
Adresse :		
Téléphone / email :		

Conformément à l'article 7.2 des Conditions générales applicables aux conventions d'occupation temporaire accordées en forêt domaniale du 1^{er} janvier 2023, le bénéficiaire s'engage à verser en garantie de la convention d'occupation temporaire dont il est titulaire, **la somme de 11 000 €**, équivalent à une année de la redevance annuelle fixe hors taxe, à l'Agence comptable secondaire par **VIREMENT BANCAIRE** au crédit du compte :

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE



BRED
BANQUE POPULAIRE
BANQUE & ASSURANCE

83-ONF-ACS COA
2 AVENUE DE SAINT MANDE
75012 PARIS

Code Banque 10107	Code Guichet 00118	Code BIC BREDFRPPXXX
Numéro de compte 00816068513		Clé 93
Domiciliation : BRED PARIS AGENCE RAPEE		
☎ 08 20 33 61 18		
Numéro de compte bancaire international (IBAN) : FR76 1010 7001 1800 8160 6851 393		

Toute utilisation frauduleuse de ce document est passible de sanctions. Ce document n'est à utiliser qu'après vérification par le bénéficiaire

Libellé obligatoire à reprendre comme suit : « **GAR COT - Nom client + N°CRM** »

Ce versement interviendra dès la signature de la convention d'occupation temporaire par le bénéficiaire. Le présent formulaire de dépôt de garantie est à renvoyer à la même adresse que le contrat d'occupation signé :

Sophie LOSSOUARN

DT Centre Ouest Aquitaine - Pôle Valorisation du Patrimoine

9 rue Raymond Manaud 33524 BRUGES CEDEX

Ce dépôt de garantie ne produit pas d'intérêts.

A l'issue du contrat d'occupation temporaire, ce dépôt de garantie sera restitué au bénéficiaire, sous réserve que le bénéficiaire ait bien acquitté l'ensemble des sommes dues au titre du bail et de ses accessoires, après état des lieux de sortie conforme à l'état des lieux d'entrée, éventuels travaux de remise en état et restitution de l'emplacement tel que prévu à l'article 7 des Conditions Générales. Le versement se fera par virement bancaire (IBAN à fournir par le bénéficiaire du contrat).

Fait le _____ à _____ (signature du bénéficiaire)

Dépôt de garantie reçu par l'ACS le _____ (date et cachet)